

NUMÉRO 75

NOVEMBRE 2026

# constructif

Des contributions  
plurielles aux grands  
débats de notre temps

[www.constructif.fr](http://www.constructif.fr)

## Quelle jeunesse!



# constructif



**www.constructif.fr**

Retrouvez l'intégralité des numéros en téléchargement sur le site Internet.

Convaincue que les acteurs de la société civile ont un vrai rôle à jouer dans les grands débats de notre temps, et prenant acte de la rareté des publications de réflexion stratégique dans l'univers entrepreneurial, **la Fédération Française du Bâtiment a pris l'initiative de publier la revue *Constructif*.**

Depuis 2002, avec comme unique parti pris le pluralisme des opinions, *Constructif* offre une tribune où s'expriment librement la richesse et la diversité des analyses, des expériences et des approches dans les champs économique, politique et social.

En donnant la parole à des acteurs de terrain autant qu'à des chercheurs de disciplines et d'horizons multiples, *Constructif* a l'ambition de contribuer à fournir des clés pour mieux identifier les enjeux mais aussi les mutations et les ruptures d'aujourd'hui et de demain.

Diffusée trois fois par an auprès d'un public de plus de 5000 décideurs, reproduite intégralement sur Internet, *Constructif* offre au lecteur des éclairages toujours divers pour l'aider à nourrir sa réflexion, à prendre du recul et à faire des choix en prise avec les grands enjeux collectifs.

**DIRECTION DE LA PUBLICATION**

Frédéric CARRÉ

**DIRECTEUR DE LA RÉDACTION**

Jérôme VIAL

**RÉDACTEUR EN CHEF**

Julien DAMON



**Dépôt légal :** novembre 2026

**Éditeur :** Fédération Française du Bâtiment – 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16

Tél. : 01 40 69 51 82 - Fax : 01 40 69 57 88

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication faite sans autorisation de l'éditeur est illicite (art. L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle) et constitue une contrefaçon.

- 3 La jeunesse c'est l'avenir  
**Frédéric CARRÉ** – Président de la Fédération Française du Bâtiment
- 4 La jeunesse : le défi de tous les défis  
**Patrick MARTIN** – Président du MEDEF



## La société contre les jeunes?

- 6 Une jeunesse toujours plus minoritaire (en France, en Europe, dans le monde)  
**Gérard-François Dumont**
- 13 Mais qu'est-ce que la jeunesse?  
**Olivier Galland**
- 17 Alerte sur la santé mentale des jeunes  
**Angèle Malâtre-Lansac**
- 22 Le malaise juvénile contemporain: une crise du sens  
**Pierre Valentin**
- 27 L'autonomie des jeunes: une Europe à quatre vitesses  
**Tom Chevalier**
- 31 Des jeunes vraiment « déclassés »?  
**Pierre-Yves Cusset**
- 35 Les jeunes au miroir de *Constructif* en 2013  
**Julien Damon**



## Les jeunes contre la société?

- 39 Le « péril jeune » à travers les âges  
**Kévin Badeau**
- 43 Les jeunes veulent bien travailler, mais pas comme leurs aînés  
**Anne de Guigné**
- 46 Ce que la génération Z nous dit du management  
**Élodie Gentina**
- 50 Un nouvel âge de l'engagement? Jeunesses, participation et inégalités  
**Laurent Lardeux**
- 53 Les jeunes et l'avenir: quelles représentations?  
**Régis Bigot**
- 56 Jeunes hommes et jeunes femmes: un clivage idéologique croissant  
**Eugénie de Laubier**
- 61 Les jeunes au cœur du bâtiment: cinq parcours d'avenir  
**Julien Damon**



AVANT-  
PROPOS

# La jeunesse c'est l'avenir



Âge de la vie, la jeunesse est aussi sujet de société, objet de politiques publiques et source inépuisable de commentaires. Chaque génération s'inquiète de celle qui la suit, la juge moins travailleuse, moins respectueuse, plus impatiente. Les jeunes, de leur côté, regardent leurs aînés avec un mélange de distance et d'incompréhension. Rien de très nouveau sous le soleil avec ces condescendances réciproques.

Les jeunes contemporains sont néanmoins plus diplômés que jamais, tandis que leur insertion demeure incertaine. Ils disposent d'une autonomie culturelle considérable, tout en dépendant souvent plus longtemps de leur famille. Ils revendiquent plus de liberté, mais expriment aussi de fortes attentes de protection.

La jeunesse, dans sa diversité, n'est en tout cas ni cette cohorte sacrifiée que certains décrivent ni cette population désinvolte que d'autres dénoncent. Ce volume de *Constructif* propose de la prendre au sérieux: non pour parler à sa place, mais pour mieux comprendre ce qu'elle vit, ce qu'elle veut et, surtout, ce qu'elle annonce de la société qui vient.

Pour le secteur du bâtiment, qui démontre chaque jour qu'il sait intégrer les jeunes, les enjeux sont d'importance. Il faut attirer, former et fidéliser de nouvelles générations. Il faut, également, répondre à leurs aspirations, en matière d'emploi comme d'habitat. En définitive, il s'agit moins de se demander si les jeunes sont faits pour le bâtiment que de comprendre comment le bâtiment peut, avec eux, réaliser de belles promesses d'avenir.

N'oublions pas, pour finir, que l'affirmation de ces nouvelles générations compte forcément, dans tous les domaines, parmi les principaux ferments de l'innovation.

**Frédéric Carré**  
Président

de la Fédération Française du Bâtiment

## INTRODUCTION

# La jeunesse : le défi de tous les défis

Les défis que doit relever notre pays sont immenses: cohésion sociale – tout particulièrement entre les générations –, taux d'emploi, soutenabilité de notre modèle social, qui lui est directement liée, maîtrise des grandes transitions synonymes de compétences nouvelles, accès au logement, etc. Cette énumération absolument non exhaustive peut donner le vertige.

Nous avons cependant une opportunité de nous attaquer à chacun de ces défis simultanément, car ils partagent un plus petit dénominateur commun: la jeunesse.

C'est en formant la jeunesse aux métiers de demain, dès aujourd'hui, qu'elle pourra s'y épanouir et que nos entreprises pourront monter en puissance et faire la différence dans un contexte concurrentiel et géopolitique exigeant. C'est en arrêtant de maintenir en vie des formations sans débouchés qui conduisent les jeunes dans des culs-de-sac professionnels et, au contraire, en valorisant la voie professionnelle que nous recréerons des parcours d'excellence. C'est en féminisant les filières techniques, technologiques et scientifiques que nous mettrons un terme à la sous-représentation des femmes dans des métiers garants de notre souveraineté et de notre prospérité. C'est, enfin, en abattant le mur qui a trop longtemps séparé l'école et l'entreprise que nous arrêterons d'opposer ces deux instances d'intégration.

Hélas, considérer la jeunesse comme la véritable clef de voûte de la résolution de toutes les grandes épreuves de notre temps ne semble pas venir à l'esprit du plus grand nombre.

Vous pensez que je noircis le tableau? Je n'ai pas l'impression que le fait que notre pays compte 1,5 million de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation – les tristement célèbres NEET – émeuve nos responsables politiques. De même, sommes-nous préoccupés de savoir qu'en 2023, 17 % des collégiens français ne maîtrisaient pas les savoirs de base en maths?

Ces chiffres sont un aveu d'échec. Un échec que je refuse de laisser perdurer. Parce que dresser des constats n'est utile que s'ils sont accompagnés de propositions, le MEDEF prend ses responsabilités. C'est bien simple: nous nous mobilisons, avec la force de notre collectif, celui de la première organisation patronale de France, dans chaque étape qui compte dans la vie d'un jeune, notamment au sujet de son avenir professionnel. De l'étape charnière de l'orientation, avec nos 14 propositions pour ne pas rater cette marche essentielle, en passant par le soutien à la féminisation des filières scientifiques et technologiques, notre combat pour l'apprentissage, notre soutien aux stages de seconde, notre partenariat avec la compétition des métiers WorldSkills, sans oublier nos Journées du patrimoine économique, dont la deuxième édition, en octobre 2026, aura vu des centaines de portes d'entreprises adhérentes du MEDEF s'ouvrir aux jeunes: nous ne laissons rien au hasard!

L'avenir de la jeunesse est notre avenir collectif.  
Faisons d'elle une grande cause nationale!

**Patrick Martin**

Président du MEDEF,  
auteur de *Génération empêchée* (2026)



[www.constructif.fr](http://www.constructif.fr)

Retrouvez l'intégralité des  
numéros en téléchargement  
sur le site Internet.



# La société contre les jeunes?

---

**6 Une jeunesse toujours plus  
minoritaire (en France,  
en Europe, dans le monde)**

Gérard-François Dumont

**13 Mais qu'est-ce que  
la jeunesse?**

Olivier Galland

**17 Alerte sur la santé mentale  
des jeunes**

Angèle Malâtre-Lansac

**22 Le malaise juvénile  
contemporain:  
une crise du sens**

Pierre Valentin

**27 L'autonomie des jeunes:  
une Europe à quatre vitesses**

Tom Chevalier

**31 Des jeunes vraiment  
« déclassés »?**

Pierre-Yves Cusset

**35 Les jeunes au miroir  
de *Constructif* en 2013**

Julien Damon

Gérard-François Dumont

Professeur émérite à Sorbonne Université, président de la revue *Population & Avenir*

# Une jeunesse toujours plus minoritaire (en France, en Europe, dans le monde)

Les jeunes ont historiquement représenté une très grande partie de la population, surtout si l'on prend un seuil contemporain qui les définit comme les moins de 20 ans. La faible espérance de vie ne laissait guère de place à des générations âgées. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la transition démographique, des pays ont vu leur population rajeunir avant d'enregistrer un vieillissement. Aujourd'hui, les populations du monde entier entrent dans une période inédite, où le poids démographique des jeunes se réduit de façon absolue – c'est une « juvénodécroissance » – et de façon relative – c'est le vieillissement de la population.

---

## À travers l'histoire, un nombre de jeunes d'importance très variable

Dans la longue histoire de l'humanité, la jeunesse est rarement isolée comme catégorie démographique, et les sources statistiques sont limitées. Toutefois, des connaissances apportées par la démographie historique permettent d'estimer son importance. Dans des périodes de paix civile et de bonnes conditions économiques, correspondant essentiellement à une production alimentaire suffisante compte tenu des conditions climatiques de la période considérée, la part de la population jeune dans la population totale a toujours été très élevée. Cela tient au fait qu'avant les progrès médicaux et hygiéniques à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, le nombre de personnes âgées demeurait faible en raison d'une espérance de vie limitée. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la moitié d'une génération n'atteignait pas l'âge de 40 ans et un quart seulement pouvait espérer atteindre l'âge de 60 ans!

Afin de quantifier la place des jeunes, il a pu être établi qu'à la veille de la grande peste du XIV<sup>e</sup> siècle, 57 % des habitants de Périgueux avaient moins de 20 ans<sup>1</sup>. Une autre source du XVI<sup>e</sup> siècle donne pour Reims un âge médian entre 25 et 26 ans; pour la population de la France, une source indique 42 % de moins de 20 ans en 1740<sup>2</sup>, pourcentage certes inférieur au précédent mais beaucoup plus élevé que ce qui se constate en France, en Europe ou dans le monde dans les premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, dans un contexte de faible longévité moyenne des populations et de fécondité assez élevée pour contrecarrer les conséquences mortifères des très fortes mortalités infantile et infanto-adolescente, la jeunesse, mesurée par les 0-19 ans, est une part très importante des populations. Le terme « pyramide des âges » utilisé pour caractériser graphiquement la composition par âges et par sexes de la population en est la meilleure illustration<sup>3</sup>. La mortalité élevée ampute en effet à chaque âge une part

1. Henri Dubois, « La dépression (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) », dans Jacques Dupâquier (dir.), *Histoire de la population française*, t. I, *Des origines à la Renaissance*, Paris, PUF, 1988.

2. Louis Henry et Yves Blayo, « La population de la France de 1740 à 1860 », *Population*, vol. 30, n° 1, 1975.

3. La représentation graphique appelée « pyramide des âges » est généralement associée à Francis Amasa Walker (1840-1897), directeur du recensement américain de 1870. Elle apparaît pour la première fois en 1874 dans le *Statistical Atlas of the United States*; voir Jacques Dupâquier et Michel Dupâquier, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin, 1985.

élevée de la génération initiale, d'où la réduction rapide des effectifs à mesure que l'âge augmente et une structure par âges en forme de pyramide.

Parmi les moins de 20 ans, la contribution des jeunes enfants à cette surreprésentation des jeunes est donc considérable. Ils constituent la base de cette pyramide des âges. Par conséquent, la part des jeunes, notamment sous l'effet des évolutions de la natalité et de la mortalité, a pu varier considérablement en fonction des conditions économiques. Les années de mauvaise récolte, qui se traduisaient par un report des mariages, minoraient donc la natalité dans les sociétés où le mariage entraîne généralement les prémices de l'enfantement. Les guerres pouvaient aussi peser sur la démographie et engendrer des périodes où la population jeune était relativement moins nombreuse.

Le grand changement intervient avec la période désignée par l'expression « transition démographique », pendant laquelle une population passe d'un régime démographique de mortalité et de natalité élevées à un régime de basse mortalité, puis de faible natalité<sup>4</sup>. La transition démographique commence en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle grâce à de premiers progrès faisant reculer la mortalité, à l'exemple du vaccin contre la variole, découvert par Edward Jenner. Pour analyser l'effet de la transition démographique sur la jeunesse, il convient d'en distinguer les deux étapes, qui produisent des effets successifs et contradictoires sur la structure par âges, et notamment la part des jeunes : celle d'« élévation » de leur poids puis celle de « décélération » de cette même proportion de jeunes.

La première étape de la transition démographique, pendant laquelle la mortalité (principalement celle liée aux maladies infectieuses) diminue alors que la natalité demeure élevée, profite d'abord aux plus jeunes : elle entraîne donc un rajeunissement de la population par l'amélioration du taux de survie des enfants et des adolescents.

Cette amélioration du taux de survie des enfants explique en grande partie la baisse de la fécondité et donc de la natalité quelques années plus tard. Il s'agit de la deuxième étape de la transition démographique, qui se traduit par conséquent par une baisse du poids des jeunes générations et provoque un vieillissement « par le bas ».

Lorsque la transition démographique est terminée, ce qui est aujourd'hui le cas dans la grande majorité des populations du monde, que devient le poids quantitatif absolu et relatif de la jeunesse ? Son poids absolu dépend, comme auparavant, du nombre des naissances et du taux de survie des enfants. Le nombre des naissances tient au niveau de fécondité et au nombre de femmes en âge de procréer, un nombre dont l'importance dépend de l'héritage démographique, donc du nombre de petites filles nées une vingtaine d'années auparavant, et des mouvements migratoires. Par exemple, au XXI<sup>e</sup> siècle, le nombre de jeunes en Ukraine a diminué depuis l'indépendance de ce pays sous le double effet d'une fécondité très basse et de l'émigration de millions d'enfants et de femmes en âge de procréer. En revanche, le nombre de jeunes en Israël a augmenté sous l'effet d'une fécondité assez élevée, de l'ordre de 3 enfants par femme, et d'arrivées migratoires de jeunes ou de femmes en âge de procréer qui ont donné lieu sur place à des naissances.

Le poids relatif des jeunes dans la population totale dépend, bien entendu, de l'évolution de leur poids absolu – c'est le numérateur – mais aussi de celle des autres tranches d'âges. Or, un phénomène majeur s'est affirmé, notamment depuis les années 1970 : une nette augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées, qui a contribué au vieillissement « par le haut » de la population et a donc majoré le dénominateur qu'est la population totale.

Pour prendre la mesure de ces évolutions, considérons trois échelles géographiques : la France, l'Europe et le monde, en examinant à la fois les estimations des décennies passées et les projections démographiques selon un scénario moyen<sup>5</sup>.

### En France, une alternance de jувénocroissance et de jувénodécroissance<sup>6</sup>

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'âge au premier mariage en France<sup>7</sup> diminue de 23,4 ans<sup>8</sup> en 1950 à 22,4 en 1967. Cette précocité des mariages et l'intensité de la nuptialité sont favorables à la fécondité, dans un pays où l'essentiel des naissances s'inscrit dans le mariage. Le nombre des 0-19 ans augmente ainsi considérablement, passant de 12,7 millions en 1950 à près de 17 millions dans la première moitié des années 1970 (figure 1).

4. Voir Gérard-François Dumont, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, prospectives*, Paris, Armand Colin, 2023, <https://www.cairn.info/geographie-des-populations-9782200634797.htm>.

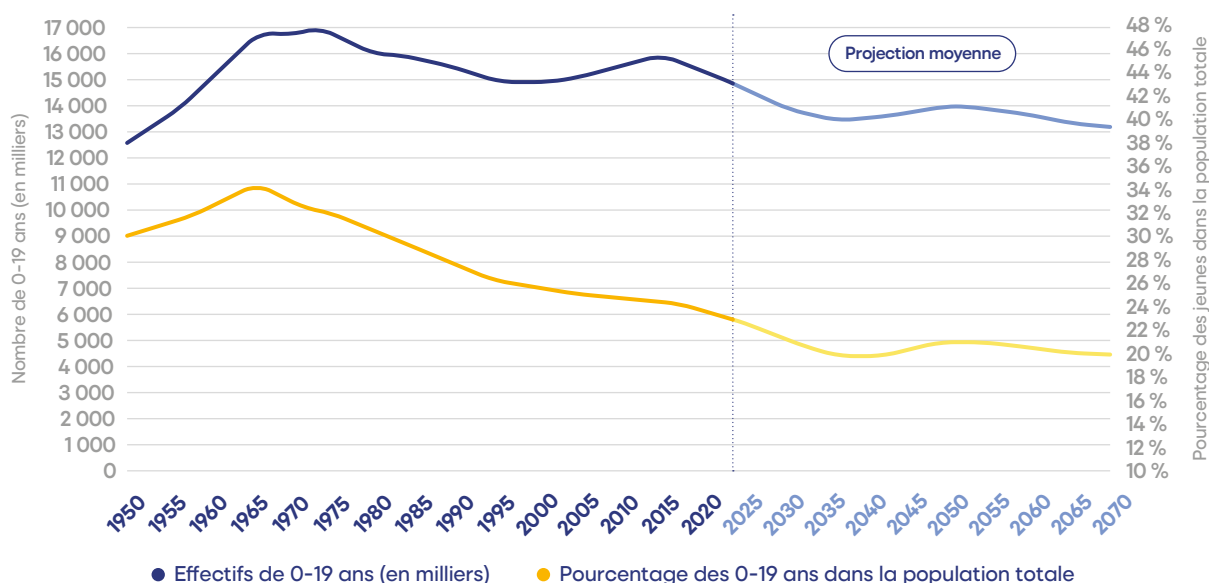
5. Il nous est apparu préférable d'utiliser des mêmes sources pour les trois échelles, soit : *United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division* (2024), *World Population Prospects (WPP)* 2024.

6. En utilisant le néologisme dont j'ai précisé les caractéristiques, notamment, dans le livre : *Les territoires face au vieillissement en France et en Europe*, Paris, Ellipses, 2006.

7. Tous ces chiffres concernent la France métropolitaine ; une analyse des Outre-mer supposerait de les considérer séparément tant chacun se caractérise par un régime démographique qui lui est propre.

8. Âge moyen au mariage des femmes célibataires.

**Figure 1. Le nombre de jeunes de moins de 20 ans et leur pourcentage dans la population de la France (estimations jusqu'en 2023 et projection moyenne ensuite)**



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres WPP 2024.

La diminution du nombre de jeunes entamée en 1974, au moment où la fécondité en France passe sous le seuil de remplacement de 2,1 enfants par femme, se poursuit jusqu'en 1999, engendrant une baisse du nombre des moins de 20 ans de plus de 10 % en un quart de siècle. Ensuite, la France additionne les effets d'une fécondité rehaussée et d'un nombre de femmes en âge de procréer également en augmentation, une conséquence différée des naissances élevées survenues une vingtaine à une trentaine d'années auparavant. Le nombre de jeunes augmente à nouveau entre 1999 et 2015, mais de manière modérée (de 15,1 millions en 1999 à 15,8 en 2015, soit une hausse proche de 5 % en une quinzaine d'années). Puis, sous l'effet d'une baisse importante de la fécondité et sans changement significatif dans le nombre de femmes en âge de procréer, la juvénodécroissance devient inéluctable, avec une baisse supérieure à 5 % en une dizaine d'années.

Le scénario moyen de la Division de la population de l'ONU envisage une nouvelle hausse à l'horizon des années 2050. Toutefois, il se fonde sur les hypothèses de fécondité semblables à celle de l'INSEE de novembre 2021, que la réalité a depuis démenties : rappelons que, dans ces projections, le scénario le plus pessimiste pour la fécondité limitait la baisse

à 1,6 enfant par femme à l'horizon 2030, alors que le résultat a été inférieur à ce chiffre dès 2025 pour la France entière et dès 2024 pour la France métropolitaine. En conséquence, sauf mouvement migratoire massif ou reprise de la fécondité, le scénario moyen ne semble pas devoir se vérifier, et une poursuite de la juvénodécroissance paraît le plus probable.

### Le poids de plus en plus minoritaire des jeunes en France

L'évolution de la part de la population jeune dans la totalité de la population de la France est moins heurtée. Cette part augmente logiquement au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, précisément de 30,2 % en 1950 à plus du tiers de la population de 1961 à 1970, à l'heure où se combinent une fécondité élevée et une concentration des efforts sanitaires médicaux et pharmaceutiques sur l'abaissement des mortalités infantile, infanto-adolescente et maternelle.

L'augmentation du nombre de personnes âgées s'effectue ensuite en conséquence de la hausse de l'espérance de vie à partir de 60 ans, à l'heure où la gériatrie se développe, et de l'arrivée, surtout à compter de 2005, d'effectifs plus nombreux de personnes âgées correspondant aux premières générations de « boomers » qui atteignent 60 ans.

Sous le double effet du vieillissement « par le bas » (fécondité affaiblie) et du vieillissement « par le haut », la part des 0-19 ans diminue considérablement et presque régulièrement, s'abaissant de plus de 33 % à la fin des années 1960 à moins de 23 % depuis 2023, soit une baisse de dix points en une soixantaine d'années.

Selon la projection moyenne, cette baisse pourrait se prolonger jusqu'à dans les années 2040. Elle laisserait place à une stagnation aux alentours de 20 % dans la mesure où les générations plus nombreuses nées pendant le renouveau démographique d'après-guerre auront fini leur vie. Mais cette stagnation tient à l'hypothèse discutable d'une fécondité non abaissée de 1,8 enfant par femme, alors qu'elle a diminué depuis 2024 à moins de 1,6 enfant par femme.

Au total, les 0-19 ans pèseraient moins dans la pyramide des âges de la France, avec une part passée d'un

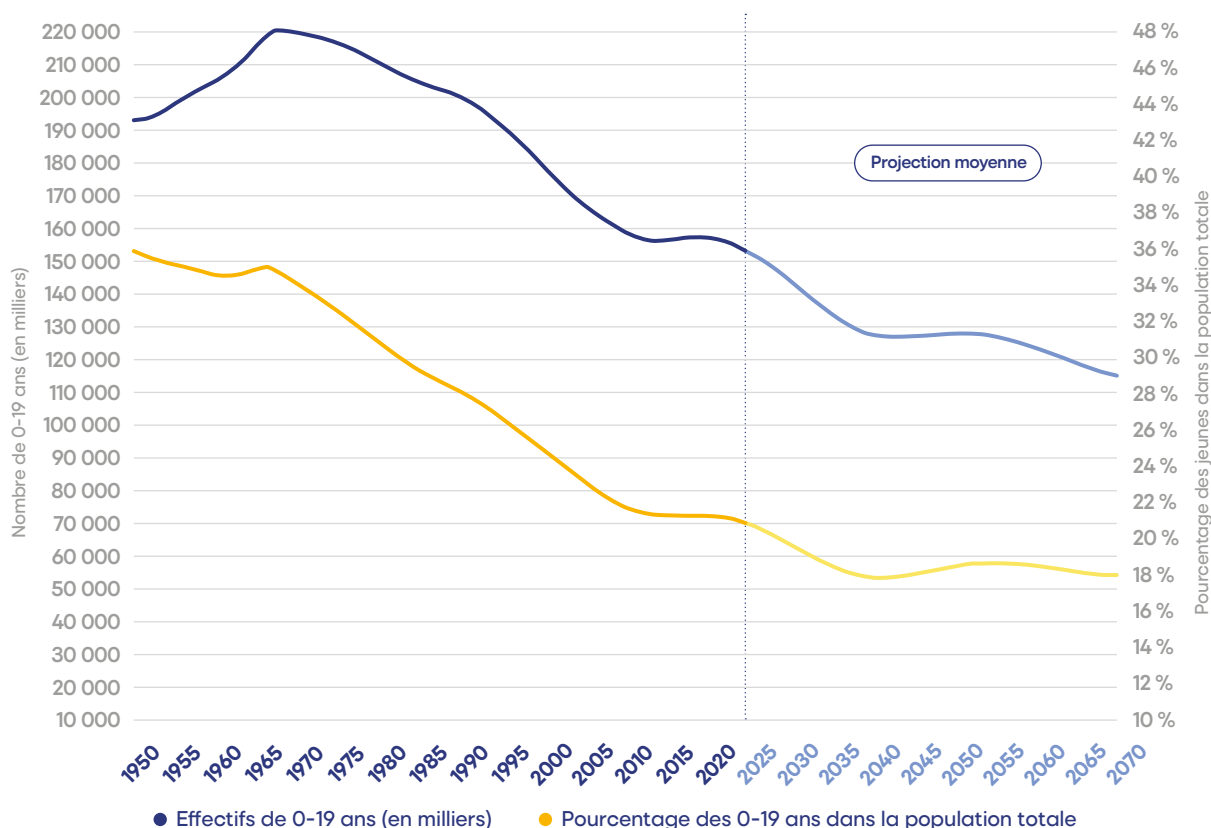
tiers à un cinquième en soixante-dix ans. La population des adultes et des personnes âgées composerait donc les quatre cinquièmes de la population.

Si l'on se place désormais à l'échelle de l'Europe, les dynamiques sont-elles et seraient-elles semblables ?

### Forte juvénodécroissance et minoration du poids des jeunes en Europe

Les évolutions du nombre et de la part des jeunes en Europe (figure 2) n'ont pas été fondamentalement différentes de celles de la France ; mais elles ont été plus précoces et plus prononcées en raison, en France, d'un hiver démographique commencé plus tardivement et qui s'est révélé moins intense qu'ailleurs en Europe grâce, notamment, à une politique familiale qui a longtemps mieux répondu aux attentes des populations.

**Figure 2. Le nombre de jeunes de moins de 20 ans et leur pourcentage dans la population de l'Europe (estimations jusqu'en 2023 et projection moyenne ensuite)**



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres WPP 2024.

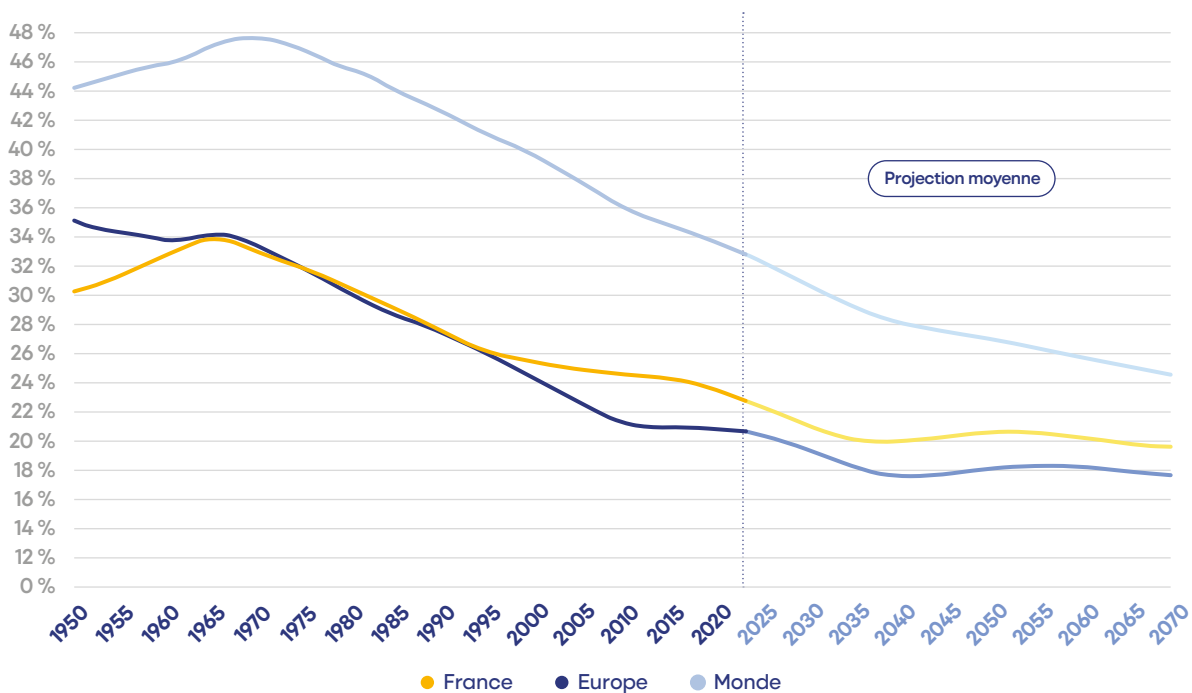
Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, le renouveau démographique en Europe a été moins intense qu'en France. De 1950 à 1968, le nombre de 0-19 ans en Europe est passé de 193,1 à 220,9 millions de jeunes, soit une croissance totale de 14,4 %, bien loin de la valeur atteinte en France : sur la même période, la juvénocroissance en France a en effet été de 32,6 %.

L'effectif maximal de jeunes en Europe est atteint en 1968, année à partir de laquelle différents pays, à commencer par ceux d'Europe septentrionale, entrent dans l'hiver démographique. En conséquence, à compter de 1968, la baisse des effectifs de jeunes est presque continue, avec un chiffre de 155 millions en 2023, en retrait de près de 30 % par rapport à celui de 1968, et ce malgré les effets sur la natalité des apports migratoires dans de nombreux pays de l'Ouest. La projection moyenne annonce une poursuite de la juvénodécroissance, avec moins de 120 millions de 0-19 ans attendus à compter de 2065, un chiffre presque moitié moindre que celui de l'année 1968.

La comparaison, entre l'Europe et la France, de l'évolution du pourcentage de jeunes dans la population totale (figure 3) distingue quatre périodes :

- De 1950 à 1968, la part des jeunes en Europe baisse mais demeure supérieure à celle de la France, où elle augmente pourtant. Le moindre pourcentage de jeunes en France s'explique parce que la France subit encore l'héritage de la faible natalité des années 1930, mais sa hausse, comme précisé ci-dessus, tient à un renouveau démographique d'après-guerre plus intense.
- De 1968 au milieu des années 1990, l'évolution semblable de la baisse de la part des jeunes en France et en Europe combine les effets d'une fécondité d'hiver démographique, de l'évolution du nombre de femmes en âge de procréation et du vieillissement « par le haut » de la population.
- De 1995 à 2015, la fécondité de la France, plus élevée que celle de l'Europe, se traduit par une diminution de la part des jeunes dans l'Hexagone nettement moins marquée qu'ailleurs en Europe.
- À partir de 2015, on assiste à un effet de « rattrapage » démographique : la forte baisse de la fécondité en France, qui tend à s'aligner sur la moyenne européenne, entraîne une diminution de la part des jeunes plus intense en France qu'en Europe.

**Figure 3. Pourcentage des 0-19 ans dans la population totale en France, en Europe et dans le monde (estimations jusqu'en 2023 et projection moyenne ensuite)**



Source : © Gérard-François Dumont - chiffres WPP 2024.

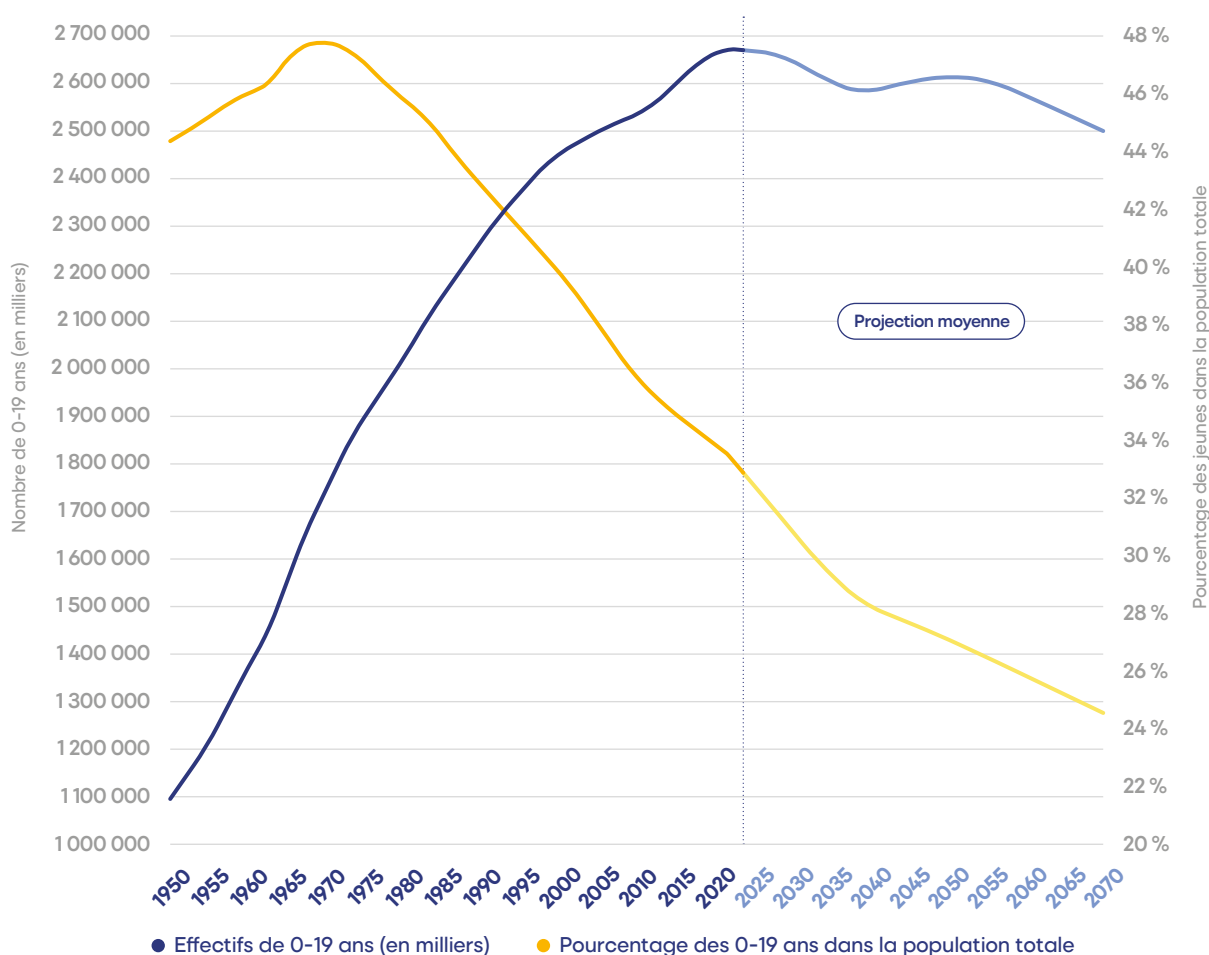
À moyen terme, à l'horizon 2070, les projections des Nations unies envisagent une part des jeunes aux alentours de 18 % en Europe et de 20 % en France, avec une certaine stabilité, en raison de l'arrivée aux âges avancés de générations moins nombreuses que celles du renouveau démographique d'après-guerre.

### Généralisation de l'hiver démographique et vieillissement de la population

À l'échelle mondiale, le phénomène de juvénodécroissance est beaucoup plus récent et moins intense (figure 4). Il est vrai que la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle se caractérise dans nombre de pays du Sud par la période de la transition démographique au cours de laquelle le taux d'accroissement naturel est le plus élevé.

La fécondité n'a pas encore baissé de façon significative tandis que les taux de survie des enfants et des adolescents s'améliorent rapidement, puisqu'il suffit alors de mettre en œuvre dans les pays du Sud des méthodes médicales et pharmaceutiques, comme les vaccinations, mises au point, au fil de plus d'un siècle et demi, dans les pays du Nord. Le nombre d'enfants survivants s'accroît considérablement, ainsi, logiquement, que celui des moins de 20 ans, qui passe de 1,104 milliard en 1950 à 2,667 milliards au début des années 2020, soit une juvénocroissance de + 141 %. Pour cette période de près de trois quarts de siècle, notons que la croissance de la population dans le monde – de 2,493 milliards en 1950 à 8,091 milliards en 2023 – est bien supérieure (+ 221,7 %), ce qui donne une indication sur l'importance du vieillissement « par le haut ».

**Figure 4. Le nombre de jeunes de moins de 20 ans et leur pourcentage dans la population du monde (estimations jusqu'en 2023 et projection moyenne ensuite)**



Source : © Gérard-François Dumont – chiffres WPP 2024.

Avec le milieu des années 2020, le nombre de jeunes dans le monde entame une tendance baissière sous l'effet d'une fécondité, en moyenne mondiale, devenue proche du seuil de remplacement des générations, soit environ 2,2 enfants par femme. La situation d'hiver démographique tend à se généraliser : elle caractérise aujourd'hui les trois quarts des pays du monde, et la dépopulation devient la norme<sup>9</sup>.

Les pays d'Afrique subsaharienne constituent un cas à part : ils continuent d'avoir une fécondité élevée, même si elle est également en baisse (6,4 enfants par femme en 1950, 4,3 en 2023). De ce fait, ce continent abrite encore une population très jeune : plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans<sup>10</sup>.

La baisse peu intense du nombre absolu de jeunes à l'échelle mondiale ne doit pas masquer la diminution considérable de leur pourcentage dans la totalité de la population du monde. Ce pourcentage augmente de 1950 aux années 1960, c'est-à-dire la période historique où, en moyenne mondiale, le taux annuel d'accroissement naturel atteint son maximum (plus de

2 %) avant de redescendre selon la logique de la transition démographique. À compter des années 1970, le double processus de baisse de la fécondité et de hausse de l'espérance de vie des personnes âgées engendre une diminution rapide du poids des jeunes dans la population du monde, de près de 48 % en 1970 à moins de 34 % depuis 2020, soit une baisse de 14 points de pourcentage en un demi-siècle.

La projection moyenne annonce une poursuite de cette baisse, avec un poids des jeunes inférieur au quart de la population mondiale à l'horizon 2070. Même si, dans le monde, la juvénodécroissance est ralentie par le calendrier tardif de la transition démographique en Afrique subsaharienne, c'est un changement majeur dans la composition par âges des populations.

Le XXI<sup>e</sup> siècle présente donc une configuration démographique inédite. En effet, historiquement, il a pu y avoir des périodes de juvénodécroissance et de vieillissement de la population, mais elles se présentaient comme des crises. C'est, désormais, un phénomène structurel. ●

9. Gérard-François Dumont, « Le futur démographique de l'humanité. De la crainte de la surpopulation à l'ère de la dépopulation? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 56, avril 2026. <https://doi.org/10.3917/lap.056>.

10. Gil Bellis, Jean-François Léger, Alain Parant « L'Afrique sub-saharienne, moteur de la croissance démographique mondiale », *Espace populations sociétés* [en ligne], hors-série 2, 2025. <https://doi.org/10.4000/15m0g>.

Olivier Galland

Sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS

# Mais qu'est-ce que la jeunesse ?

La jeunesse ne peut être définie par le seul usage des catégories statistiques habituelles. Si l'on ne suit pas Pierre Bourdieu, selon qui « la jeunesse n'est qu'un mot », une définition plus substantielle consiste à considérer cette phase de la vie comme une transition définie par des seuils de passage, scolaires, professionnels et familiaux. Cette approche permet d'observer la déconnexion des principales étapes qui la caractérisent.

**T**oute catégorie sociale demande à être définie. Concernant la jeunesse, on s'est pendant longtemps contenté de suivre la nomenclature par âges de l'INSEE, et de considérer donc que la jeunesse était la classe d'âge comprise entre 15 et 24 ans. En réalité, rien ne justifie réellement, sur le plan sociologique, de décréter que la jeunesse commence à 15 ans et s'interrompt à 24 ans. Il s'agit simplement d'une commodité statistique.

## La jeunesse n'est pas que statistique...

Comment, alors, produire une définition plus solide ? En France, après la guerre, le débat sur la jeunesse a été initié par Edgar Morin. Il a été le premier sociologue, au début des années 1960, à pressentir qu'un nouveau phénomène générationnel était en cours de formation, en mettant en évidence l'importance grandissante du fait juvénile et de la culture qui y était associée. Morin<sup>1</sup> avançait l'idée que la culture juvénile peut orienter la culture de masse et, surtout, l'infiltrer en « juvénilisant » les modèles dominants : « Ainsi la culture de masse désagrège les valeurs gérontocratiques, elle accentue la dévaluation de la vieillesse, elle donne forme à la promotion des valeurs juvéniles, elle assimile une partie des expériences adolescentes. » La promotion de la culture juvénile correspond aussi à la réorientation du système de valeurs vers les thèmes du changement culturel et de la modernité. Morin conçoit donc la jeunesse essentiellement comme un phénomène culturel et il ne s'intéresse pas véritablement à la question de sa définition démographique et sociologique. Néanmoins, son approche revient à considérer

que la jeunesse présente des traits spécifiques qui la différencient assez radicalement des autres classes d'âge et lui confèrent une certaine homogénéité.

Cette idée sera contestée par d'autres sociologues proches de Pierre Bourdieu et par Bourdieu lui-même. Jean-Claude Chamboredon, par exemple, dénonce les deux illusions qui, selon lui, entourent la question juvénile et contribuent à alimenter « les spéculations sur la montée des jeunes », « l'illusion de la nouveauté », qui veut faire croire à l'avènement d'une nouvelle génération et de nouveaux comportements, et « l'illusion culturaliste », qui veut faire croire au caractère extensif et homogène de la culture juvénile. Chamboredon<sup>2</sup> développe une hypothèse « diffusionniste », dont l'école et la montée des classes moyennes seraient le moteur : la culture juvénile ne serait rien d'autre que l'adoption du modèle étudiant, redéfini et altéré, « réinterprété selon la logique du chahut », par les jeunes des classes moyennes, que la prolongation scolaire catégorise comme une nouvelle classe d'âge.

On voit la différence avec la thèse culturaliste. Pour Chamboredon, la culture adolescente n'est qu'un conformisme adopté pour vivre une indétermination statutaire ; pour les culturalistes, elle serait l'expression symbolique originale d'un système de valeurs et d'une échelle de prestige en rupture avec les normes et les rôles adultes.

## La jeunesse n'est-elle qu'un mot ?

La réponse de Pierre Bourdieu sera plus lapidaire encore : pour lui, « la jeunesse n'est qu'un mot<sup>3</sup> ».

1. Edgar Morin, *L'Esprit du temps. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962.

2. Jean-Claude Chamboredon, « La société française et sa jeunesse », in Darras (dir.), *Le Partage des bénéfices. Expansion et inégalités en France*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1966.

3. Pierre Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », in *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, pp. 143-154.

Bourdieu ne dénie pas par là toute validité à une analyse sociologique des questions d'âge, mais limite celle-ci à une étude des luttes de classement; « la jeunesse n'est qu'un mot » doit se comprendre dans le sens que l'âge est d'abord une forme de marquage social que s'appliquent des groupes concurrents – en gros les « jeunes » et les « vieux » – pour

marquer symboliquement leur prééminence actuelle ou à venir.

Mais cette perspective a semblé à certains chercheurs trop limitative. Elle revenait à enfermer la question sociologique de la jeunesse dans une sorte de nominalisme sociohistorique et à lui ôter toute autre consistance.

## Pierre Bourdieu « La jeunesse n'est qu'un mot »

Bourdieu remet en cause l'idée d'une « jeunesse » comme catégorie sociale homogène. Pour lui, « la jeunesse n'est qu'un mot »: c'est un abus de langage que de regrouper sous un même terme des réalités sociales très différentes. La jeunesse (comme la vieillesse) n'est pas une donnée naturelle, mais une construction sociale, le produit de luttes symboliques et de rapports de domination entre groupes d'âges et entre classes sociales.

C'est l'hétérogénéité des jeunesses qui rend caduque l'idée d'une classe d'âge homogène pourvue de caractéristiques communes. Bourdieu distingue notamment une jeunesse étudiante (héritiers, souvent issus de milieux favorisés) d'une jeunesse au travail (jeunes ouvriers ou employés, souvent issus de milieux populaires). Ces groupes n'ont ni les mêmes conditions de vie, ni les mêmes enjeux, ni les mêmes rapports au pouvoir.

La frontière entre jeunesse et vieillesse est un enjeu de lutte: les détenteurs du pouvoir (les « vieux ») définissent souvent ce qu'est la jeunesse pour maintenir leur domination. La jeunesse est donc un outil de légitimation des inégalités sociales.

Aussi, pour Bourdieu, parler des « jeunes » comme d'un groupe uni par des intérêts communs (liés à l'âge biologique) est une manipulation. Cela masquerait les divisions réelles (de classe, de genre, de capital culturel, etc.) et servirait souvent les intérêts des dominants. Bourdieu se réfère à la Florence du XVI<sup>e</sup> siècle ou au Moyen Âge, quand les « vieux » imposaient aux jeunes une idéologie (virilité, violence) pour mieux conserver le pouvoir (sagesse, patrimoine).

En conclusion, il invite à analyser les différences entre les jeunesses plutôt qu'à essentialiser la catégorie.

### Une clé sociologique: l'entrée dans la vie adulte

L'âge a une dimension biologique qui ne ressortit pas au domaine sociologique mais on a trop souvent pris argument de cette dimension pour invalider définitivement toute perspective sociologique. La dimension biologique de l'âge, qui n'est qu'une dimension parmi d'autres, ne rend pas caduque *a priori* l'analyse sociologique.

Un autre argument, souvent avancé à l'encontre d'une définition substantielle de la jeunesse, a été celui selon lequel on commettrait un coup de force et un abus de langage en regroupant sous un même vocable – « les jeunes » – des catégories qui n'ont

rien de commun, en particulier du point de vue de l'origine sociale et de l'*ethos* de classe. Deux sortes de réponses ont été apportées à cet argument. Tout d'abord, avant d'affirmer que l'âge n'a aucune influence sur les représentations et les comportements sociaux qui soit peu ou prou externe à l'influence de classe et qui corresponde donc à une forme au moins partielle d'unité de la classe d'âge, il faut en entreprendre la vérification et se donner les concepts utiles à celle-ci. En second lieu, la diversité sociale, évidente, de la catégorie des jeunes n'invalide pas en elle-même le concept; toute catégorie opératoire recouvre des réalités socialement diversifiées. Vouloir faire une sociologie de la jeunesse n'implique pas que l'on suppose une homogénéité complète du groupe social considéré. Au contraire, il

apparaîtra rapidement que l'intérêt sociologique de la démarche sera de faire une sociologie comparative des jeunes.

L'ensemble de ces réflexions critiques – rejet d'une démarche strictement nominaliste, d'un naturalisme à consonance bio-psychologique, ou d'un culturalisme postulant l'homogénéité de la classe d'âge – a conduit les sociologues à retenir le concept d'« entrée dans la vie adulte ». L'idée est d'étudier d'abord les conditions sociales, professionnelles, matrimoniales et résidentielles du passage à l'âge adulte. L'« entrée dans la vie adulte » est définie à partir de critères significatifs qui correspondent à des changements fondamentaux de statut – la fin de la scolarité initiale, le début de la vie professionnelle, le départ de la famille d'origine, la mise en couple et la naissance du premier enfant. L'intérêt d'une approche « biographique » intégrant ces différents aspects est de permettre une lecture du passage à l'âge adulte en fonction des interactions pouvant exister entre ces différents calendriers rarement homothétiques. Et c'est précisément dans les décalages entre ces âges « combinés » de manière spécifique par chaque classe sociale que devraient surgir des différences socialement significatives<sup>4</sup>.

Cette définition de la jeunesse par le franchissement de seuils de passage liés à la fin des études, au début de la vie professionnelle et à la fondation d'une famille revient à considérer que la jeunesse est la phase préparatoire à l'exercice des rôles adultes. Selon cette conception, les âges de la vie correspondent à des statuts et à des rôles sociaux spécifiques. Le statut adulte est défini par des statuts et des rôles professionnels et familiaux, et la jeunesse est l'âge au cours duquel se forme l'apprentissage (la socialisation) à ces rôles sociaux, qui permettront d'occuper les statuts correspondants.

La jeunesse se différencie néanmoins de l'enfance par le fait que les jeunes disposent d'une certaine autonomie dans leurs goûts et leurs orientations culturelles. Cette conception classique est néanmoins critiquée et partiellement remise en cause par certains sociologues au nom de deux types d'arguments.

### Encore des débats sur l'identité et le statut

Certains pensent que le concept d'identité serait aujourd'hui préférable à ceux de statut et de rôle pour comprendre sociologiquement la jeunesse, thèse développée par exemple dans les travaux de François de Singly ou de Cécile Van de Velde<sup>5</sup>. L'idée est que l'identité adulte se détacherait des attributs statutaires qui la fondaient jusqu'à présent. Cela peut être le cas d'étudiants qui, tout en restant dépendants de leurs parents, ont le sentiment d'accéder à une forme d'identité adulte. Il n'en reste pas moins que

cette phase, qu'on peut définir comme une forme de postadolescence, doit bien s'achever pour accéder aux statuts adultes.

L'autre argument porte sur la définition statutaire de l'âge adulte lui-même. Les incertitudes entourant cette définition tiendraient pour une part à des aspects objectifs (la précarisation qui, se généralisant progressivement, ôterait son fondement principal – l'emploi stable – au statut adulte) et à des aspects subjectifs (l'autonomisation identitaire serait un processus perpétuellement inachevé).

Cependant, plusieurs résultats permettent de douter de la solidité de ces arguments. D'une part, dans les sociétés européennes, la flexibilité s'est plutôt concentrée sur les entrants et les sortants du marché du travail, les adultes dans la force de l'âge restant souvent remarquablement épargnés<sup>6</sup>. Par ailleurs, de nombreuses enquêtes d'opinion montrent que les éléments les plus classiques du statut adulte – lié notamment au travail et à la famille – demeurent de solides références dans les représentations qu'ont les jeunes de leur avenir.

Par ailleurs, des travaux ont montré que l'auto-perception de l'identité adulte (le fait de se définir comme adulte) est liée aux transitions familiales effectivement vécues par les individus, bien plus qu'à des critères de type individuel. Les marqueurs de la transition familiale restent bien associés à la définition subjective de l'âge adulte et en constituent le principal déterminant.

Au total, jusqu'à présent, la définition classique de la jeunesse comme phase préparatoire aux rôles adultes semble toujours opératoire.

### Prolongation de la jeunesse et déconnexion des seuils de passage

Si l'on retient ces critères, il est indéniable que la jeunesse s'est prolongée. Un des facteurs principaux de cette prolongation est évidemment le report de l'âge de la fin des études, qui a été lié tout d'abord à la généralisation de l'accès aux études secondaires, puis à l'accès d'une grande partie des jeunes aux études supérieures. D'après les données du ministère de l'Éducation nationale, on a atteint aujourd'hui le taux de 80 % de bacheliers dans une génération, et une grande partie de ces jeunes poursuivent des études supérieures après l'obtention de leur diplôme de fin d'études secondaires. *De facto*, ce report de l'âge de fin des études contribue au report des autres seuils d'entrée dans la vie adulte.

Non seulement la jeunesse s'est prolongée, mais les seuils qui la définissent se sont également en partie déconnectés. Au début des années 1950, prévalait

4. Olivier Galland, « Précarité et entrées dans la vie », *Revue française de sociologie*, vol. 25, n° 1, 1984, pp. 49-66.

5. Voir François de Singly, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan, 2000, et Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2008.

6. Voir Luc Behaghel, « Insécurité de l'emploi : le rôle protecteur de l'ancienneté a-t-il baissé en France ? », *Économie et statistique*, n° 366, 2003, pp. 3-29.

chez la plupart des jeunes un modèle de la synchronie: finir ses études, quitter ses parents, prendre un travail (après le service militaire pour les garçons) et fonder une famille étaient des événements assez rapprochés. Progressivement, ces différents événements se sont dissociés. Un des facteurs importants qui y a contribué est le fait que les étudiants ont eu de plus en plus souvent la possibilité d'occuper durant leurs études un logement différent de celui de leurs parents (en partie grâce aux aides au logement qui, en France, ne sont pas conditionnées au niveau de revenu des parents). Départ définitif de chez les parents et accès complet à un logement indépendant (même s'il est souvent payé par les parents) ne coïncident plus aussi souvent.

D'un autre côté, les jeunes ont retardé le moment d'entrer dans les rôles familiaux: vie en couple dans le même logement et naissance d'un enfant. Selon l'INSEE, l'âge moyen des mères à la naissance du premier enfant est aujourd'hui de 29 ans, alors qu'il était de 24 ans au milieu des années 1970. Une nouvelle phase de la vie s'est intercalée entre la jeunesse proprement dite (qu'on l'appelle adolescence ou postadolescence) et l'âge adulte: des jeunes qui ont accédé aux statuts professionnels tout en repoussant le moment d'accéder aux statuts et rôles familiaux. On peut définir cette phase comme celle de « jeunes adultes ».

Ces jeunes adultes, lorsqu'ils en ont les moyens économiques, profitent des plaisirs de la jeunesse – une certaine liberté, les sorties entre amis – sans être immédiatement entravés par les contraintes de la vie familiale.

Un autre élément, concernant des jeunes de milieux moins favorisés, contribue à la dissociation des seuils: la précarité d'emploi que connaissent les jeunes qui finissent leurs études sans qualification ou avec une faible qualification. Bien qu'ils aient fini leurs études, ces jeunes sont souvent contraints, du fait de leurs faibles ressources, de prolonger la vie commune avec leurs parents.

Au total, la jeunesse peut être aujourd'hui distinguée en trois phases. L'adolescence est la période de la vie durant laquelle l'individu reste sous la complète dépendance de ses parents tout en acquérant une certaine autonomie dans ses goûts et ses orientations personnelles (ce qui distingue cette phase de l'enfance); la postadolescence est la phase qui combine des éléments de dépendance et d'indépendance à l'égard des parents: le cas typique est celui des étudiants qui vivent dans leur propre logement tout en étant au moins en partie dépendants économiquement de leurs parents; le dernier stade est celui des jeunes adultes qui ont accédé aux statuts professionnels définissant l'âge adulte tout en repoussant le moment d'accéder aux mêmes types de statuts sur le plan familial. ●

Angèle Malâtre-Lansac

Déléguée générale de l'Alliance pour la santé mentale

# Alerte sur la santé mentale des jeunes

Devenue une priorité publique affichée, la question de la santé mentale des jeunes reste prisonnière d'idées reçues et de diagnostics simplistes. Si de nombreux indicateurs témoignent d'une dégradation préoccupante, celle-ci s'explique par des facteurs multiples, anciens comme récents. Entre écrans, réseaux sociaux, addictions et difficultés d'accès aux soins, l'urgence est moins de céder au catastrophisme que de bâtir une stratégie efficace de prévention, de repérage précoce et d'accompagnement.

**« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. »**

Paul Nizan (*Aden Arabie*, 1931).

**L**a jeunesse française va mal, et ce n'est pas nouveau. Le changement récent tient sans doute davantage au fait que le sujet de la détresse des jeunes a quitté son statut de thème intime et honteux pour devenir un enjeu public, médiatique et désormais politique depuis que la santé mentale a été érigée en Grande Cause nationale deux années consécutives (2025 et 2026). Si l'on élargit le regard pour observer le reste des pays de l'OCDE, le phénomène de la dégradation de la santé mentale des jeunes constitue une préoccupation majeure dans l'ensemble des pays développés. Face à ce défi d'ampleur, la prise de conscience en France accuse un retard assez net. Alors que les pays anglo-saxons ont mis en avant ce sujet et en ont fait une priorité dès le début des années 2010, il a fallu attendre la crise sanitaire pour dessiller les yeux des Français.

## Santé mentale: la grande confusion

On parle de plus en plus de santé mentale, des personnalités dévoilent leurs troubles psychiques (on pense notamment au journaliste Nicolas Demorand, qui a récemment révélé souffrir de troubles bipolaires, comme environ 2 % de la population), les articles de presse se multiplient, les campagnes de sensibilisation également. Les jeunes sont, de leur côté, largement plus à l'aise avec ce sujet, dont ils débattent massivement sur les réseaux sociaux.

Malgré cela, la santé mentale, longtemps stigmatisée, continue de faire l'objet de nombreuses confusions: si, pour certains, elle est synonyme de bien-être, voire de développement personnel, pour d'autres, elle se résume au contraire aux troubles psychiatriques. L'Organisation mondiale de la santé nous fournit un cadre d'analyse intéressant en rappelant que la santé mentale fait pleinement partie de la santé et pose la définition suivante: la santé mentale est « l'état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive, et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté ».

Nous avons une santé mentale qui varie tout au long de notre vie. Être en mauvaise santé mentale ne signifie pas forcément présenter un trouble psychiatrique (et vice versa, puisqu'une personne souffrant d'un trouble psychique stabilisé peut être en bonne santé mentale).

Et côté chiffres, de quoi parle-t-on? Les chiffres alarmants égrenés à la une des magazines relèvent parfois davantage d'une logique sensationnaliste que de la réalité épidémiologique. Loin de nier la signification préoccupante de certains indicateurs et la dégradation de la santé mentale d'une partie de la jeunesse, il paraît important de ne pas verser dans un

catastrophisme qui pourrait, à terme, empêcher toute velléité d'action, alors même que ce sujet requiert de la volonté politique et un engagement de tous.

Il est couramment admis qu'une personne sur cinq souffre chaque année d'un trouble psychique, soit 13 millions de Français, chaque année. Les troubles les plus courants sont la dépression et les troubles anxieux. Soixante-quinze pour cent des maladies psychiques débutent avant l'âge de 25 ans. Agir tôt pour prévenir les troubles psychiques et faire de la santé mentale des jeunes une priorité politique constitue ainsi un impératif pour permettre à ces jeunes de réaliser leur plein potentiel à un moment de leur vie où se construisent les choix éducatifs, professionnels ou encore familiaux (voir notamment le récent rapport « 10 mesures d'urgence pour le repérage et l'intervention précoce en santé mentale »). Ainsi, agir pour la santé mentale<sup>1</sup> des jeunes, c'est agir pour l'ensemble de la société actuelle et préparer notre futur commun.

## Une dégradation de l'état de la santé mentale des jeunes

Rappelons avant tout que les jeunes sont, en moyenne, en meilleure santé mentale et physique que le reste de la population : lorsque l'on interroge les collégiens et les lycéens, 82 % des collégiens et 78 % des lycéens se sont déclarés en excellente ou en bonne santé, et les deux tiers d'entre eux déclarent un bon niveau de bien-être mental (enquête EnClass 2024).

Toutefois, de nombreux indicateurs montrent une dégradation récente, qui doit nous préoccuper. Cette situation ne date pas de la crise sanitaire, même si cette dernière a sans aucun doute accentué la péjoration de la santé mentale d'une partie de la jeunesse et, surtout, levé le voile sur une situation jusqu'alors restée taboue.

L'augmentation de la prévalence d'épisodes dépressifs caractérisés chez les 18-24 ans a augmenté de près de 10 points entre 2017 et 2021, pour atteindre 21 % (Santé publique France). Ce sont 20 % des lycéens qui déclarent avoir eu des pensées suicidaires au cours des douze derniers mois et 15 % d'entre eux qui déclarent avoir fait une tentative de suicide au cours de leur vie (avec une proportion presque deux fois plus élevée chez les filles).

Autre marqueur inquiétant : la solitude grandissante chez les plus jeunes, avec 20 % des lycéens (enquête EnClass) et 40 % des 18-24 ans qui déclarent un sentiment de solitude (Astrée-IFOP, 2025).

Cette dégradation de l'état de la santé mentale des jeunes se lit également dans l'augmentation de la consommation des médicaments psychotropes chez les 12-17 ans depuis 2010, et notamment les hypnotiques (pour lutter contre les troubles du sommeil : + 137 %), les antidépresseurs (+ 88 %), ou encore les psychostimulants (+ 40 %)<sup>2</sup>. Lecture complémentaire possible : cette augmentation peut également se comprendre comme la résultante de la déstigmatisation des troubles et d'un meilleur accès aux soins et aux traitements.

La jeunesse ne constitue pas un groupe homogène, et, à ce titre, il est important d'avoir en tête qu'à tout âge les femmes sont davantage touchées par le mal-être – les troubles anxieux comme les troubles dépressifs – que les hommes, que ce soit pendant l'enfance, l'adolescence ou à l'âge adulte. L'un des révélateurs les plus préoccupants de cette dégradation de la santé mentale des jeunes filles est sans aucun doute l'augmentation massive des hospitalisations en lien avec une tentative de suicide : + 118 % pour les jeunes filles âgées de 10 à 14 ans en cinq ans, + 76 % pour celles âgées de 20 à 24 ans, selon les derniers chiffres de la Fédération hospitalière de France (FHF, 2026). Globalement, les filles ont une moins bonne santé mentale que les garçons.

Face à ce défi, l'accès aux soins n'est pas au rendez-vous : 79 % des 18-24 ans confrontés à des problèmes de santé mentale ont rencontré au moins une difficulté d'accès aux soins (délais d'attente, coûts excessifs, absence de professionnels de santé, etc.), contre 62 % en moyenne sur l'ensemble de la population, toujours selon l'enquête de la FHF. Or, on sait que, comme pour tout problème de santé, plus on agit vite et tôt, plus les chances de guérison et de rétablissement seront élevées. Trop souvent, c'est l'arrivée aux urgences qui, de façon traumatisante, permet la prise de conscience.

## C'était mieux avant ?

Comment expliquer ces chiffres et, au fond, quels sont les déterminants d'une bonne ou d'une mauvaise santé mentale ? Notre époque est-elle la grande fautive ?

1. Rapport élaboré par la docteure Rachel Bocher, la professeure Marie-Odile Krebs et Angèle Malâtre-Lansac, remis en février 2026 à la ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, <https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/2026-02-25-rapport-mission-intervention-precoce.pdf>.

2. Voir le rapport « Quand les enfants vont mal : comment les aider ? », Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 2023, <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/enfants-mal-aider>.

L'état de santé mentale, plurifactoriel, résulte d'un ensemble de caractéristiques et de ressources à la fois individuelles, environnementales et sociales. Ainsi, les violences vécues dans l'enfance ou encore la précarité, loin d'être des faits nouveaux, constituent des déterminants majeurs d'une mauvaise santé mentale.

D'autres phénomènes plus récents impactent fortement notre santé mentale : information en continu sur les crises environnementales, politiques et géopolitiques, nouvelles formes d'addiction, surconsommation des écrans, arrivée de l'intelligence artificielle, accessibilité des drogues de synthèse, etc.

Parmi tous ces phénomènes, c'est sans aucun doute l'arrivée massive et brutale des écrans dans nos vies qui frappe le plus les esprits et constitue sans aucun doute un facteur important dans la montée de la dégradation de la santé mentale des jeunes. En moyenne, en 2022, un foyer français disposait de 10 appareils avec écran (Baromètre du numérique) et 87 % des plus de 12 ans avaient un smartphone. Le temps passé sur écran, source d'inquiétude sans fin des parents, ne cesse d'augmenter, avec plus de 5 heures par jour pour les 16-19 ans contre 18 minutes consacrées à la lecture, selon le Centre national du livre (2026).

## Doomscrolling et #SkinnyTok : que se passe-t-il sur les réseaux ?

En avril 2024, une commission d'experts présidée par le docteur Servane Mouton et le professeur Amine Benyamina remettait au président de la République un rapport sur le sujet des enfants et des écrans, poétiquement intitulé « À la recherche du temps perdu », dans lequel on pouvait lire : « Il se dégage un consensus très net sur les effets négatifs, directs et indirects, des écrans sur le sommeil, sur la sédentarité, le manque d'activité physique et les risques de surpoids, voire d'obésité (avec, en cascade, les pathologies qui en découlent) ainsi que sur la vue. »

Manque de sommeil, sédentarité, baisse de l'activité physique : autant de facteurs qui impactent négativement la santé mentale. La question des réseaux sociaux, bien plus que tout autre usage des écrans, est centrale. Leur impact sur la santé mentale des jeunes continue toutefois à faire débat dans la communauté scientifique. Leurs effets dépendraient d'un ensemble de facteurs à la fois individuels et environnementaux : vulnérabilités personnelles, contexte socio-économique, contenus consultés, etc.

Amnesty International, dans un rapport de 2023, pointait les mécanismes de conception des plateformes, qui cherchent à retenir l'attention des utilisateurs le plus longtemps possible et à personnaliser les recommandations, enfermant certains adolescents dans des contenus répétitifs et de plus en plus angoissants. C'est la pratique du *doomscrolling*, qui consiste à scroller sans fin en cherchant des informations négatives (catastrophes naturelles, actes de violence, crises, etc.) pouvant pousser certains jeunes à l'automutilation et aux idées suicidaires. D'autres phénomènes émergent, comme le « SkinnyTok », tendance virale consistant à valoriser la maigreur extrême et les comportements alimentaires restrictifs auprès des jeunes sur les réseaux, participant à une dévalorisation de l'image de soi et à l'amplification des troubles du comportement alimentaire, notamment chez les jeunes filles.

Face à ces phénomènes particulièrement préoccupants, les décideurs tentent d'agir, et la volonté française d'interdire l'usage des réseaux sociaux aux moins de 15 ans constitue à ce titre une initiative importante, dans la droite ligne de l'interdiction australienne (qui a porté l'âge limite à 16 ans). Reste à voir si cette interdiction portera ses effets. La littérature tend à montrer que ce sont les actions de prévention, d'apprentissage à l'esprit critique face aux écrans et à leur utilisation raisonnée qui sont les plus efficaces.

## Quand une addiction chasse l'autre

La plupart des addictions débutent à l'adolescence, un âge de fortes vulnérabilités et de développement cérébral intense. Toutefois, les données françaises relatives à l'utilisation des drogues « classiques » par les adolescents sont encourageantes. L'enquête de référence ESPAD (*European School Survey Project on Alcohol and other Drugs*) menée dans 37 pays tous les quatre ans auprès de plus de 100 000 élèves de 16 ans place désormais la France largement au-dessous de la moyenne européenne pour la consommation de tabac (nous sommes ainsi passés d'un tiers de jeunes consommateurs quotidiens en 1999 à 3 % en 2024), l'expérimentation de l'alcool (de 85 % en 1999 à 70 % en 2024) ou encore la consommation de cannabis, qui atteint des niveaux particulièrement bas chez les jeunes de 16 ans (35 % en 1999 contre 8 % en 2024).

Alors, cocorico ? On peut se réjouir de ces chiffres encourageants, qui sont le résultat conjugué de politiques de prévention plurielles, mais aussi de changements culturels et sociaux, ainsi que de la baisse massive des sorties et des contextes festifs pour les jeunes (ici, les réseaux sociaux, qui entraînent d'autres types d'addictions, jouent un rôle plutôt favorable dans le fait que les jeunes sortent et consomment moins).

Toutefois, les drogues évoluent en permanence, se diversifient et sont de plus en plus abordables financièrement, avec une hausse massive de la consommation de cocaïne, l'arrivée de produits de synthèse et du *chemsex* (prise de substances psychoactives en contexte sexuel), ou encore la hausse de la consommation du protoxyde d'azote – ou gaz hilarant – chez les jeunes, avec une multiplication par 3 des signalements d'intoxication entre 2022 et 2023. Les addictions comportementales (jeux vidéo, paris en ligne ou réseaux sociaux, notamment) ne sont pas en reste.

### Et maintenant, que fait-on ?

Après le constat vient le temps de l'action. Face à une souffrance psychique qui touche une part croissante des jeunes, il ne s'agit pas de tout médicaliser ni d'attendre que les difficultés s'installent. L'enjeu est de basculer du curatif au préventif et d'agir à chaque étape, en construisant une stratégie graduée : mettre en place les conditions d'une bonne santé mentale, prévenir avant que les troubles n'apparaissent, repérer rapidement les premiers signes de fragilité, puis orienter sans délai vers les bonnes ressources. Cette approche suppose de mobiliser l'ensemble de la société – familles, écoles, professionnels de santé, monde du travail, associations, collectivités et pouvoirs publics.

La priorité est de créer un environnement plus favorable à la santé mentale des jeunes. Cela passe d'abord par une meilleure information sur le sujet et une lutte résolue contre les idées reçues, afin que les troubles psychiques puissent être évoqués aussi naturellement que tout autre problème de santé. Si les jeunes en parlent plus facilement, ce n'est pas toujours le cas des adultes qui les entourent et vers qui les jeunes devraient pouvoir se tourner pour chercher de l'aide ou être orientés. Le travail de

déstigmatisation, amorcé depuis quelques années, doit être amplifié.

Prévenir, c'est aussi développer ce qu'on appelle les « compétences psychosociales » (ou CPS), ces compétences cognitives, sociales et émotionnelles dont le nom encore abscons ne doit pas en faire oublier l'importance, dès l'enfance. Il s'agit là de former les enfants, les adolescents, les jeunes adultes mais aussi tous ceux qui les entourent à résoudre les conflits, à réguler leurs émotions et leur stress, à demander de l'aide, à résister à la pression des pairs, à développer un esprit critique ou encore à faire preuve d'empathie –, un domaine dans lequel la France accuse encore un retard par rapport à de nombreux pays qui ont démontré l'intérêt de ces CPS dans l'amélioration de la santé physique et mentale de leur population.

Cette prévention doit également agir sur les déterminants d'une bonne santé mentale et physique : lutter contre les violences faites aux enfants, promouvoir l'activité physique, mieux protéger le sommeil en adaptant les rythmes scolaires, et encadrer davantage les usages numériques, qu'il s'agisse de limiter l'exposition des plus jeunes aux écrans, d'améliorer l'information des familles ou d'instaurer de véritables temps de déconnexion.

Prévenir ne suffit toutefois pas : encore faut-il repérer et soigner les jeunes qui vont mal. L'école est un lieu clé pour y parvenir. Former les enseignants, les personnels éducatifs et les étudiants eux-mêmes à détecter les signaux faibles, renforcer la présence de psychologues, déployer des outils de repérage systématiques à des moments clés de la scolarité et développer les dispositifs d'écoute, y compris à distance, permettraient d'identifier plus précocement les situations de détresse.

Enfin, le parcours de soins et d'accompagnement doit devenir beaucoup plus accessible et simple. Aujourd'hui, le système de soins est à bout de souffle, avec moins de 600 pédopsychiatres en activité, dont la moyenne d'âge flirte avec les 62 ans : autant dire que nous sommes devant la falaise.

D'autres professionnels peuvent agir : médecins généralistes, psychologues, infirmiers en pratique avancée, pair-aidants, etc. Mais encore faut-il savoir où aller et vers qui se tourner. Les dispositifs sont souvent mal connus, dispersés et difficiles à comprendre, pour les jeunes comme pour leurs familles. Maisons des adolescents, Points d'accueil écoute jeunes, services de santé étudiante, Bureaux d'aide psychologique universitaires, lignes d'écoute, centres médico-psychologiques (CMPP, CMP-IJ, CMPEA), etc. : l'enjeu n'est pas seulement de renforcer ces structures, mais surtout de les rendre lisibles, coordonnées et facilement accessibles. Car lorsqu'un jeune décide enfin de demander de l'aide, la pire réponse est de lui opposer un labyrinthe administratif. En matière de santé mentale, chaque porte doit pouvoir être la bonne<sup>3</sup>. ●

3. Pour aller plus loin sur le thème de l'article, voir notamment les sites Internet du Psycom, de Santé psy jeunes, de la Nightline ainsi que la ligne de prévention du suicide 3114.

Pierre Valentin

Essayiste, fondateur de la chaîne YouTube Transmission

# Le malaise juvénile contemporain : une crise du sens

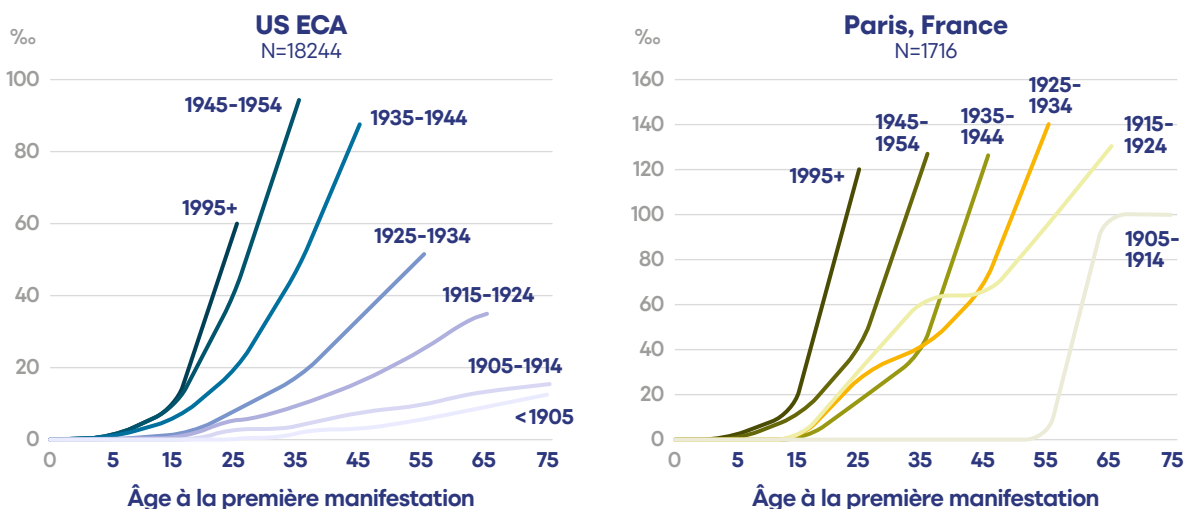
Pourquoi les jeunes vont-ils si mal ? Au-delà des écrans et de la pandémie de COVID, le véritable mal de la génération Z procède d'une crise du sens. Individualisation, érosion des horizons collectifs et triomphe de la « culture thérapeutique » composent les ressorts d'un malaise qui dépasse largement la seule santé mentale. À tout vouloir psychologiser, on risque de manquer l'essentiel.

## Il y a bien une crise de la santé mentale des jeunes

Dans la chronologie de la crise de la santé mentale de la jeunesse française et américaine, il y a trois moments : une tendance et deux cassures<sup>1</sup>. Premièrement, et ce n'est pas le sociologue et théoricien de « l'anomie » Émile Durkheim qui serait surpris, chaque

génération du XX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis, et, dans une moindre mesure, en Europe, a connu une trajectoire dépressive supérieure à la précédente. On peut probablement relier ici les débuts de l'individualisation avec l'effritement du lien social. C'est notamment le constat effectué par le chercheur au CNRS Hugues Lagrange dans *Les Maladies du bonheur*, d'où nous tirons le graphique en figure 1<sup>2</sup>.

**Figure 1. Prévalence cumulée (%) des troubles dépressifs majeurs selon l'âge à la première manifestation et la génération de naissance**



Note: ECA signifie « Epidemiologic Catchment Area ».

1. Le lecteur avide de nuances et de détails pourra se reporter à notre ouvrage *Malaise dans la génération Z*, Gallimard, 2026.

2. Hugues Lagrange, *Les Maladies du bonheur*, Paris, PUF, 2020

Cette progression au temps long à partir des années 1900 permet de comprendre que si notre crise avance si vite, c'est qu'elle a pu prendre de l'élan. Toutefois, dans notre histoire plus récente, on note deux cassures considérablement plus brutales, rapides et soudaines. Elles ont eu lieu au début de nos deux dernières décennies (au point qu'un raisonnement superstitieux pourrait nous pousser à craindre le début de la prochaine!).

La première cassure se joue ainsi entre 2010 et 2015 (nous reviendrons ultérieurement sur ce créneau, tant il aura été riche en bouleversements). L'ouvrage *Génération anxieuse* (2024), du psychologue américain Jonathan Haidt, fournit nombre de graphiques qui démontrent la brisure dans les courbes de la santé mentale autour de cette fourchette de quelques années, qu'il relie aux réseaux sociaux et aux smartphones.

La seconde cassure nette du mal-être s'aperçoit entre 2020 et 2022, en lien avec la période de la COVID. Aux États-Unis, le *Youth Risk Behavior Surveillance System*, mené par les *Centers for Disease Control and Prevention*, suit les comportements à risque chez les jeunes. Tous les deux ans, les comportements liés au suicide chez les lycéens américains (de la 3<sup>e</sup> à la terminale) sont mesurés. Avant le début de la pandémie, en 2019, le pourcentage d'entre eux qui déclaraient ressentir du désespoir ou une tristesse persistante était déjà très élevé (37 %). Il a progressé de cinq points deux ans plus tard (42 %), frôlant le phénomène majoritaire. Malgré une baisse, il n'a pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie en 2023 (40 %). En France, par rapport à la période d'avant la COVID, on constatait en 2022 une très forte augmentation des tentatives de suicide chez les Français de moins de 15 ans.

## Six causes de la crise

La première des causes, probablement dans tous les sens du terme, nous l'avons évoqué, est l'individualisation culturelle (peu ou prou depuis le XX<sup>e</sup> siècle). Vient ensuite, deuxième cause, « l'effondrement de l'avenir », soit l'incapacité de se projeter dans le temps et le sentiment de ne pas être maître de son destin (autour des années 1980). Puis, dans la cassure 2010-2015 nous trouvons à la fois la numérisation de la jeunesse (troisième cause), ainsi que la radicalisation idéologique d'une partie d'entre elle (quatrième cause). Enfin arrive la météorite causale que fut la séquence COVID (cinquième cause).

Plutôt que de démontrer ici en détail en quoi chaque cause affecte négativement la santé mentale de la génération Z, il pourrait être intéressant de démontrer en quoi l'individualisation est le seul facteur qui influe sur tous les autres. Il faudrait d'ailleurs rappeler que, globalement, les nations anglo-protestantes, comme

les États-Unis, le Canada ou le Royaume-Uni, ont vu débiter leur crise de la santé mentale avant nous, une crise d'ailleurs plus grave encore que la nôtre.

En quoi l'individualisation interagit-elle avec l'effondrement de l'avenir? En multipliant indéfiniment les possibles, passé un certain stade, on finit par fragmenter l'horizon. Une société qui individualise toujours plus peut émanciper dans un premier temps, mais morcelle les options, ce qui émiette la notion d'avenir au point de la faire disparaître. Le sociologue et philosophe Hartmut Rosa fait remarquer que l'accélération, intrinsèque au projet moderne, d'abord condition de l'autonomisation de l'individu, passé un certain stade, se retourne contre elle. La « dynamisation du monde », enclenchée au nom de la liberté individuelle – les rôles fixes distribués à la naissance sont abolis au profit d'une méritocratie concurrentielle –, finit par la trahir en rendant le monde aliénant du fait de sa trop grande vitesse. La durée de nos pronostics plausibles rétrécissant constamment, le futur devient encore plus illisible que d'ordinaire, et l'incapacité à se projeter dans le temps, la norme. Pour les jeunes, « l'avenir n'apparaît pas comme un espace de possibilités infinies guidé par le progrès, mais principalement comme un horizon *incertain* [...]». Ainsi, 71 % des 18-24 ans expriment leurs difficultés à se *projeter dans le futur*, et même leur impossibilité à le faire pour 11 % des jeunes interrogés<sup>3</sup>.

Lorsque l'on prend au sérieux des facteurs culturels, le contre-exemple le plus fréquent réside dans la mise en avant de facteurs technologiques. Soyons clairs : l'arrivée des smartphones et des réseaux sociaux a énormément joué dans la dégradation de la santé mentale des jeunes. Mais, même ici, l'individualisation a exacerbé les effets de cette cause. Les nations les plus historiquement individualistes se sont ruées avec plus d'entrain que les autres dans le tout-numérique. En France, 15 % des enfants de petite section (3-4 ans) possèdent leur propre tablette<sup>4</sup>. Ce chiffre peut paraître imposant. Pourtant, il monte à 40 % quand on prend les Américains de... zéro à deux ans<sup>5</sup>. Ainsi, même si l'on souhaitait à tout prix réduire la crise à un facteur technologique et défendre la thèse du « Facebook émissaire », il faut bien admettre que toutes les cultures n'entretiennent pas le même rapport à la technologie.

L'atomisation sociale qui résulte de l'individualisation est également l'une des conditions identifiées par les sociologues Jason Manning et Bradley Campbell de l'émergence d'une radicalisation idéologique qu'ils nomment « culture de la victimisation<sup>6</sup> », plus connue en France sous l'appellation d'idéologie woke, et qui émerge aux États-Unis dans la cassure 2010-2015.

De même, les discours « constructivistes » concernant les différences entre les hommes et les femmes (la notion selon laquelle l'*intégralité* des différences

3. Mutualité française, Institut Montaigne, Institut Terram, *Santé mentale des jeunes de l'Hexagone aux Outre-mer. Cartographie des inégalités*, septembre 2025.

4. Meriam Barhoumi, « Usage des écrans par les enfants de 3 à 4 ans : pratiques et liens avec les apprentissages », Note d'information n° 25-37, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale, 2025.

5. Niccolò Conte, « Charted: Cellphone and Tablet Ownership Among U.S. Kids », *Visual Capitalist*, 26 septembre 2025, accessible en ligne.

6. *The Rise of Victimhood Culture: Microaggressions, Safe Spaces, and the New Culture Wars*, Palgrave Macmillan, 2018.

moyennes de comportement s'expliqueraient par la culture et *qu'aucune* ne s'expliquerait par la nature) peuvent être lus comme un résultat de l'individualisation. C'était déjà une des hypothèses de l'historien Christopher Lasch dans son ouvrage *La Culture du narcissisme* (1979), qui reliait la progression de cette idée à la crainte contemporaine de la dépendance. Quand on proclame l'indifférenciation des sexes, on souhaite affirmer son indépendance totale. Car qui dit, au contraire, « complémentarité sexuelle » admet également « je vais avoir besoin de quelqu'un, et quelqu'un aura besoin de moi ». Or, l'individu qui se conçoit comme autonome peut justement redouter le fait de dépendre d'un autre, volonté qui s'étend désormais à la reproduction.

« Sauvez des vies, restez chez vous » : du jour au lendemain, pour la première fois, le bon citoyen devenait, avec les confinements, celui qui ne côtoyait plus autrui, et la sociabilité en face-à-face s'effondrait, favorisant l'isolement (facteur objectif) et, par ricochet, la solitude (perception subjective

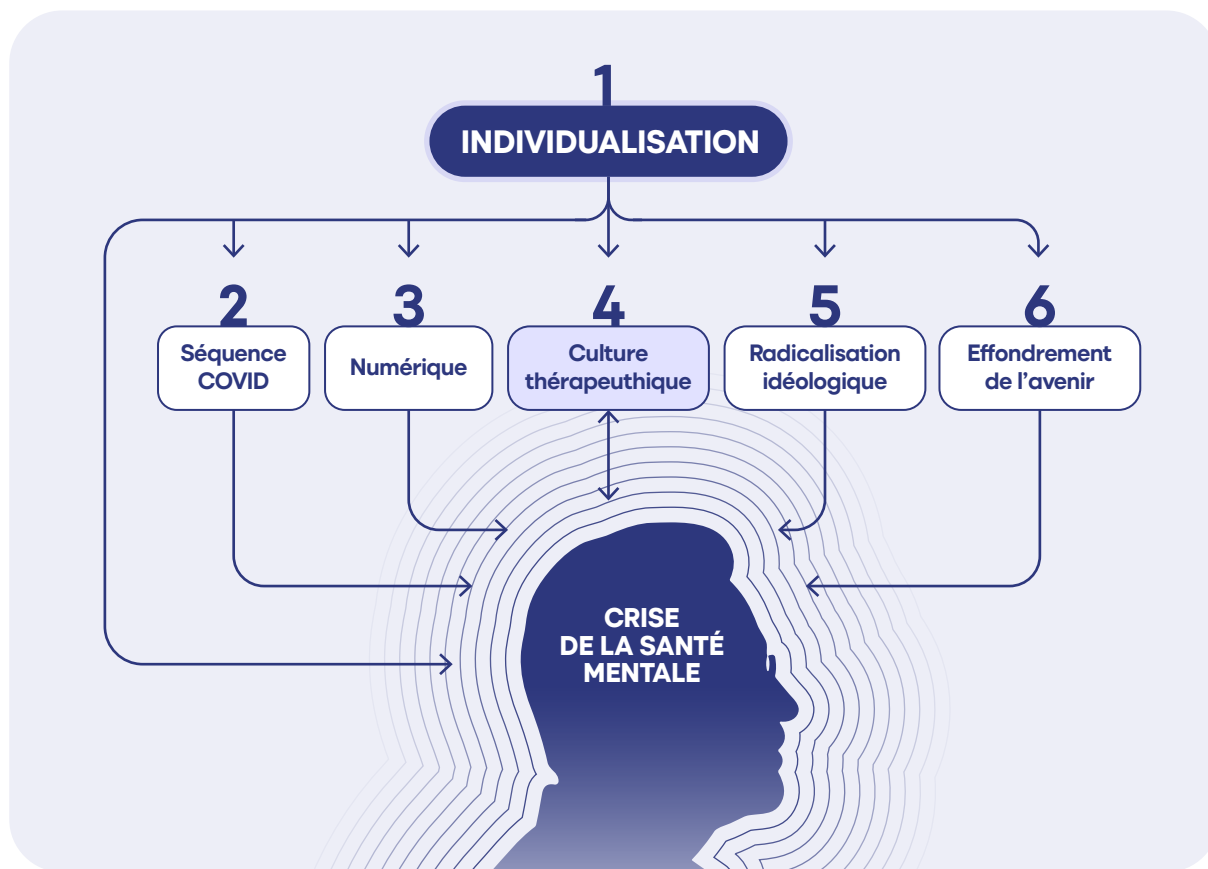
et facteur prédictif de troubles). L'État se faisait alors indirectement le relais des injonctions publicitaires en accélérant l'individualisation solitaire. Quand la population se voyait contrainte par la force étatique de vivre la vie du plus asocial des *geeks*, une part importante d'entre elle a découvert qu'un mode de vie autarcique s'avérait plutôt soutenable, voire plaisant.

Cette séquence fut également celle du tout-numérique, aussi bien pour le travail que pour les loisirs.

### Quand l'individualisme thérapeutique se présente comme une solution

Le lecteur attentif aura noté que sur les six causes annoncées, seules cinq ont été révélées jusqu'ici. C'est que la sixième est quelque peu particulière dans la mesure où elle est généralement présentée non pas comme une *cause* de la crise, mais une *solution*, et parfois même une solution miraculeuse : la culture thérapeutique.

Figure 2. Les six causes de la crise de la santé mentale



Dans le sillage de Christopher Lasch, je définis ce paradigme « thérapeutique » comme étant une approche psychologique individualiste, qui sacralise le ressenti du patient, réfute la notion de jugement moral, cherche à discréditer la notion d'autorité, déculpabilise et déresponsabilise l'individu, tout en étant elle-même une forme de paternalisme moral qui ne s'assume pas.

Pour commencer, on pourrait déjà noter que l'approche strictement thérapeutique prend rarement au sérieux les cinq causes mentionnées jusqu'ici, se condamnant déjà, ce faisant, partiellement à l'impuissance.

Le paradigme thérapeutique marque son lien avec le fil rouge de l'individualisation en ce qu'il contient un éloge indirect mais appuyé de l'autarcie. À force de répétition, elle menace de transformer la formule « personnes toxiques » en pléonasme. Le risque de se sentir seul pèse moins lourd que celui d'être « sous emprise ». Appuyée par l'imaginaire sanitaire de la pandémie et sous les assauts répétés de l'individualisation et de la culture thérapeutique, l'idée s'installe selon laquelle un lien profond vis-à-vis d'autrui serait pathologique, un état de « dépendance » détestable.

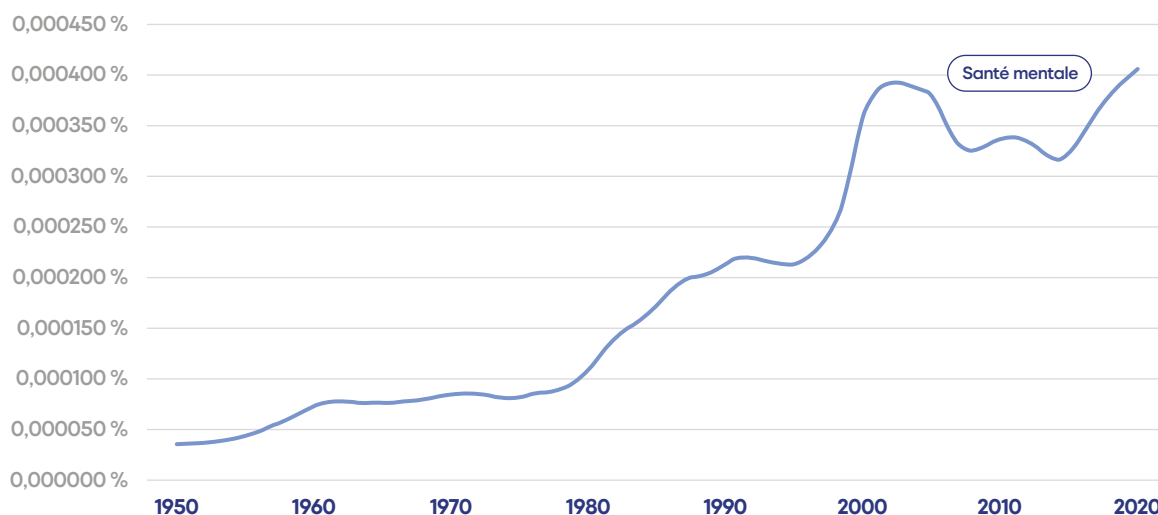
Les mots issus du divan ont inondé notre quotidien : « narcissique », « empathie », « stress », « déni », « libido », « addiction » et, plus récemment, « trigger warning », « trauma », « parano », « burn-out », « phobie », « toxique », « surdoué », « HPI », etc. Les épisodes de la série « HPI » (« haut potentiel intel-

lectuel ») écrasent d'ailleurs des records d'audience, tandis que la série « En thérapie », sur Arte, est la plus vue de l'histoire de la plateforme. De nombreux champions de la Coupe du monde de football de 2018 ont été mobilisés pour s'épancher sur leurs difficultés psychologiques dans le documentaire « Têtes plongeantes : faire équipe pour la santé mentale », émission qui fut multidiffusée le mardi 2 décembre 2025 sur, entre autres, TMC, TF1+, L'Équipe, YouTube, ou encore TV5 Monde. La gagnante de Miss France 2026 a utilisé son temps d'antenne pour parler de sa santé mentale. Afin de promouvoir son album en 2022, Stromae profitait d'un entretien au journal télévisé de TF1 pour chanter *Santé*, les yeux dans la caméra, dont le refrain est un « coming-out » suicidaire.

Jérôme Fourquet note que le nombre de psychologues en France est passé de 27 000 en 2008 à 66 000 en 2018, et que la proportion de Français ayant suivi une psychothérapie est passée de 5 % en 2001 à 28 % en 2013<sup>7</sup>. Depuis peu, la Sécurité sociale peut rembourser douze séances chez des psychologues.

Fait notable, l'analyse *via* le logiciel Ngram de Google de la fréquence d'apparition du terme « santé mentale » dans les ouvrages français montre que son explosion date de la fin des années 1990, soit bien avant la première véritable cassure dans le mal-être des jeunes (2010-2015). Cela tord quelque peu le cou à l'idée qui consiste à faire de notre culture thérapeutique une pure « réponse » mécanique à la crise (dans la mesure où elle l'anticipe assez nettement).

**Figure 3. Occurrences de l'expression « santé mentale » par rapport à la totalité des mots publiés dans des ouvrages en français**



Source : GoogleBooks Ngram Viewer.

7. Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux. Économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Paris, Seuil, 2021.

Cette progression de la culture thérapeutique en France est néanmoins faible et tardive par rapport à ce que connaissent nos voisins américains. Déjà, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les adhésions à l'*American Psychological Association* quadruplait de 1946 à 1960, puis quadruplait encore de 1970 à 1995, et de 1986 à aujourd'hui. Chaque décennie a vu une multiplication par deux des dépenses liées à la santé mentale. Conséquence prévisible, les troubles liés à la santé mentale font désormais partie intégrante de l'identité de l'écrasante majorité des jeunes Américains, particulièrement chez les femmes.

### D'abord une crise du sens

De fait, cette culture thérapeutique échoue à résoudre notre problème, voire l'aggrave, car il est d'une tout autre nature. La génération Z traverse une crise du sens. Une enquête américaine menée depuis plu-

sieurs décennies auprès des lycéens, *Monitoring the Future*, montre, entre 2010 et 2015 – on y revient toujours – une rupture nette. En effet, l'affirmation selon laquelle « ma vie semble parfois dénuée de sens » augmente alors fortement et dépasse les 20 % chez les jeunes interrogés<sup>8</sup>. Nous médicalisons donc une crise existentielle.

Toutefois, au moment où nous écrivons ces dernières lignes, on constate un frémissement outre-Atlantique, où de nombreux journaux particulièrement prescripteurs publient des articles qui s'inquiètent des effets de la culture thérapeutique<sup>9</sup>.

Une véritable volonté d'éviter la réduction abusive du civique au chimique semble renaître, et avec elle la possibilité de regarder cette crise du sens en face. L'espoir est permis: l'erreur semble en passe d'être collectivement perçue. ●

8. Voir Jonathan Haidt, *Génération anxieuse. Comment les réseaux sociaux menacent la santé mentale des jeunes*, traduit de l'anglais par Jenny Bussek, Paris, Les Arènes, 2025.

9. Outre les contributions du *Financial Times* citées plus haut, relevons les articles de Clay Routledge, « Stop pathologizing ordinary life », *The New York Times*, 26 juillet 2026, et d'Elizabeth Bernstein, « Are Therapists to Blame for the Rise of Adults Cutting Off Their Parents? », *The Wall Street Journal*, 21 juillet 2026.

Tom Chevalier

Chargé de recherche au CNRS (Sciences Po)

# L'autonomie des jeunes : une Europe à quatre vitesses

Dans l'Europe contemporaine, la jeunesse apparaît comme un nouvel âge de la vulnérabilité sociale. Mais les difficultés rencontrées par les jeunes et les réponses qui leur sont apportées diffèrent d'un pays à l'autre. Entre soutien prolongé de la famille et accès direct aux prestations, entre priorité donnée à la formation et politiques favorisant une insertion rapide dans l'emploi, les États sociaux nationaux façonnent des trajectoires très contrastées vers l'âge adulte.

**A**lors qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale les populations les plus âgées souffraient particulièrement de la pauvreté, ce sont aujourd'hui, en Europe, les jeunes qui concentrent désormais les difficultés socioéconomiques, avec, par exemple, selon les données européennes, un taux de 26 % de pauvreté monétaire chez les 15-29 ans en 2025, contre 21 % en population générale, et seulement 16 % pour les 60 ans et plus.

Pourtant, de fortes disparités demeurent entre les pays. Alors que le taux de chômage des 15-29 ans est de 20 % en France en 2025, il monte à 25 % en Espagne, mais plafonne à 7 % en Allemagne. Si la jeunesse est bien un « nouveau risque social<sup>1</sup> », c'est-à-dire une nouvelle période de la vie qui cumule les difficultés économiques et sociales, ce risque se présente sous des formes variées en Europe. Comment les politiques publiques prennent-elles en compte ce nouveau risque social ? Comment structurent-elles de façon différenciée l'entrée dans l'âge adulte ?

## Le problème de la jeunesse pour l'État social

La jeunesse est généralement définie comme une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte. L'allongement et la déconnexion de ces transitions ont contribué à faire émerger un « nouvel âge de la vie<sup>2</sup> ». Et les modalités de transition à l'âge adulte sont très différentes d'un pays à l'autre, comme l'a montré Cécile Van de Velde<sup>3</sup>.

L'État social joue un rôle essentiel dans la structuration du cycle de vie, traditionnellement organisé autour de trois âges : enfance, âge adulte et vieillesse. L'enfance correspond à un statut de dépendance, tandis que l'âge adulte est associé à l'indépendance et à l'autonomie. Mais qu'en est-il alors de la jeunesse ?

L'indépendance peut être comprise comme une indépendance économique vis-à-vis de la famille. Mais si les ressources des individus ne proviennent pas de la famille, elles peuvent être obtenues ou bien sur le marché du travail ou bien *via* l'État – ce qui renvoie à des politiques publiques bien distinctes. Promouvoir l'accès à un revenu par l'emploi correspond à l'enjeu de « citoyenneté économique », tandis que l'accès à un revenu par des aides publiques renvoie davantage à la « citoyenneté sociale ».

En ce qui concerne les jeunes, les politiques publiques de citoyenneté économique visent notamment à faciliter l'entrée sur le marché du travail après la formation initiale. Cet objectif peut mobiliser de nombreux instruments de politique publique, comme la politique éducative, la régulation du marché du travail et les politiques de l'emploi. La citoyenneté sociale repose, quant à elle, sur les aides publiques : allocations familiales, aides fiscales aux familles, couverture chômage, aides au logement, bourses et prêts étudiants. Et c'est à la fois l'agencement et le contenu de ces politiques qui varient fortement d'un pays à l'autre.

1. Voir Giuliano Bonoli, « The politics of the new social policies: providing coverage against new social risks in mature welfare states », *Policy & politics*, 2005, vol. 33, n° 3, pp. 431-449.

2. Olivier Galland, « Un nouvel âge de la vie », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n° 4, 1990, pp. 529-551.

3. Voir son livre *Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2008.

Les régimes d'autonomie des jeunes en Europe

On repère deux modèles de citoyenneté économique : la stratégie inclusive et la stratégie sélective. La stratégie inclusive vise à distribuer des compétences à tous les jeunes afin de faciliter leur accès à l'emploi. Elle privilégie la formation et agit principalement sur l'offre de travail (les jeunes demandeurs d'emploi) en soutenant le capital humain. La formation professionnelle est particulièrement utilisée pour permettre aux jeunes les moins qualifiés de monter en compétence afin d'accéder à des emplois de qualité.

La stratégie sélective réserve davantage les compétences à une partie de la jeunesse, notamment en raison d'un élitisme dans le système éducatif qui exacerbe les inégalités de compétence, en produisant notamment davantage de décrochage scolaire. Pour les jeunes peu qualifiés en difficulté, la priorité est l'accès rapide à l'emploi plutôt que le développement de la formation. L'État agit alors surtout sur la demande de travail, par exemple en réduisant le coût du travail des jeunes, en exonérant les entreprises de certaines contributions sociales, ou en créant des emplois aidés dans le secteur public. Il ne s'agit pas de permettre aux jeunes d'accéder à des emplois de qualité, mais de créer artificiel-

lement des emplois atypiques pour leur permettre d'accéder malgré tout à l'emploi.

Deux modèles s'opposent également en matière de citoyenneté sociale. Celle-ci peut être « familialisée », lorsque les jeunes sont institutionnellement considérés comme des enfants, et leurs parents censés continuer à les prendre en charge. Les prestations sont alors souvent versées aux parents plutôt qu'aux jeunes. Les limites d'âge pour ces versements sont relativement tardives (autour de 25 ans) et les étudiants sont principalement aidés par la politique familiale ou par des bourses dépendant du revenu parental.

À l'inverse, la citoyenneté sociale peut être « individualisée » lorsque les jeunes sont considérés comme des adultes dès la fin de la scolarité obligatoire ou à leur majorité civile. Les limites d'âge sont plus précoces et les aides aux étudiants sont plus indépendantes du revenu des parents, notamment sous la forme de bourses et de prêts, ce qui permet à la quasi-totalité des étudiants de percevoir une aide. Le croisement de ces deux dimensions permet d'identifier quatre régimes de promotion de l'autonomie des jeunes. Nous présentons brièvement un exemple de pays illustrant chacun de ces régimes dans la partie suivante.

Les régimes d'autonomie des jeunes en Europe

|                                  | Citoyenneté sociale familialisée                     | Citoyenneté sociale individualisée                                     |
|----------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Citoyenneté économique sélective | Régime d'autonomie refusée<br>Exemple : la France    | Régime d'autonomie de 2 <sup>de</sup> classe<br>Exemple : l'Angleterre |
| Citoyenneté économique inclusive | Régime d'autonomie encadrée<br>Exemple : l'Allemagne | Régime d'autonomie habilitante<br>Exemple : la Suède                   |

Source : Tom Chevalier, La Jeunesse dans tous ses États, Paris, PUF, 2018..

France: une autonomie refusée

Sur le plan social, le droit français prévoit une obligation alimentaire des parents envers leur enfant majeur tant que celui-ci n'est pas économiquement indépendant. Cette obligation est particulièrement forte lorsque le jeune poursuit des études. Les limites d'âge des prestations sont relativement tardives, comme avec la limite de 25 ans pour accéder au RSA. Et de nombreuses aides sont familialisées, comme

les aides fiscales aux parents en fonction du nombre d'enfants.

Les aides aux étudiants restent, elles aussi, fortement familialisées. Les parents bénéficient de dispositifs fiscaux lorsqu'un enfant majeur poursuit des études, tandis que les bourses étudiantes dépendent du revenu parental. Les allocations logement, accessibles dès 18 ans, constituent toutefois une exception importante à cette logique.

La citoyenneté économique est, quant à elle, sélective. L'élitisme du système éducatif français produit des inégalités de compétence importantes et un décrochage scolaire conséquent. Et ce sont ces jeunes peu qualifiés qui se retrouvent ensuite davantage en difficulté sur le marché du travail. L'intervention publique s'est donc largement orientée vers des dispositifs d'insertion centrés sur la demande de travail: exonérations de cotisations sociales, emplois aidés et créations d'emplois dans les secteurs marchand et non marchand. La formation professionnelle existe également, notamment *via* l'apprentissage, mais elle bénéficie davantage aux jeunes diplômés qu'aux jeunes peu qualifiés en difficulté. La France correspond ainsi largement à un régime d'« autonomie refusée ».

### Allemagne: une autonomie encadrée

Comme pour la France, on trouve en Allemagne une citoyenneté sociale familialisée. Les parents doivent subvenir aux besoins de leur enfant majeur encore dépendant économiquement, et cette obligation est prioritaire sur l'assistance sociale.

Les allocations familiales sont versées jusqu'à 18 ans, 21 ans en cas de chômage et 25 ans en cas de poursuite d'études. Une aide fiscale existe dans des conditions similaires. L'assistance sociale est théoriquement accessible dès 15 ans, mais les moins de 25 ans restent fortement rattachés à la situation de leurs parents: s'ils vivent avec leurs parents, les ressources de ceux-ci sont prises en compte pour délivrer la prestation (*Bürgergeld* de 2023 à 2026). En revanche, ils doivent justifier de raisons sérieuses pour quitter le domicile parental et constituer un ménage autonome, et ainsi bénéficier de la prestation en leur nom propre. Les aides étudiantes, notamment le *BAföG*, dépendent également en partie du revenu des parents.

La différence majeure avec la France concerne la citoyenneté économique. L'entrée des jeunes sur le marché du travail est facilitée par l'importance de la formation professionnelle et du système dual d'apprentissage. Malgré une sélection scolaire précoce, le système vise à fournir à l'ensemble des jeunes des compétences liées à un métier, facilitant leur insertion professionnelle.

Pour les jeunes qui n'acquiescent pas ces compétences, les politiques publiques privilégient également la formation: développement des places d'apprentissage et mise en place d'un « système de transition » destiné notamment à préparer les jeunes peu qualifiés à reprendre une formation professionnelle. L'Allemagne associe donc familialisation de la protection

sociale et stratégie économique inclusive: elle relève d'une « autonomie encadrée ».

### Suède: une autonomie habilitante

La Suède associe, à l'inverse, une citoyenneté sociale individualisée et une stratégie économique inclusive.

Son système éducatif est vaste et plutôt égalitariste: il limite le décrochage scolaire et favorise l'acquisition de compétences générales, notamment dans l'enseignement supérieur. La formation professionnelle est également largement développée dans le cadre des politiques actives du marché du travail. Les jeunes, notamment les moins qualifiés, constituent un public privilégié de ces politiques. Les « garanties jeunesse » conditionnent notamment l'accès à certaines formes d'assistance à la participation à une formation, un stage ou une reprise d'emploi.

La protection sociale n'est pas fondée sur une prise en charge prolongée par les parents, et les jeunes sont considérés comme des adultes assez tôt. Les obligations alimentaires cessent entre 18 ans et 21 ans. La politique familiale joue donc un rôle limité pour les jeunes majeurs. Les aides aux étudiants sont individualisées: bourses et prêts ne dépendent pas du revenu des parents, ce qui favorise un accès large à ces dispositifs, autour de 70 % en 2025 pour les étudiants cumulant bourses et prêts.

La Suède combine ainsi individualisation de la citoyenneté sociale et investissement dans les compétences: elle correspond à une « autonomie habilitante ».

### Royaume-Uni: une autonomie de seconde classe

Le Royaume-Uni présente, comme la Suède, une citoyenneté sociale individualisée, mais adopte une stratégie économique plus sélective.

Les obligations alimentaires prennent fin à 16 ans, ou 19 ans si le jeune poursuit le second cycle du secondaire. La politique familiale a donc peu de place dans le soutien aux jeunes. Depuis les années 1990, un système de prêts à remboursement contingent aux revenus permet aux étudiants de l'enseignement supérieur d'obtenir une aide pour les frais de scolarité et les dépenses courantes, indépendamment du revenu parental. Si les jeunes ni en emploi ni en formation (les NEET) peuvent accéder aux prestations de revenu minimum dès 18 ans, celles-ci voient leur montant réduit pour les moins de 25 ans, et peuvent parfois être conditionnées à une participation à des programmes de la politique de l'emploi.

Sur le plan de la citoyenneté économique, le Royaume-Uni s'appuie davantage sur une stratégie sélective. Le modèle éducatif est très élitiste, dont le symbole est la prééminence dans l'enseignement supérieur du système Oxbridge (universités d'Oxford et Cambridge), avec de fortes inégalités de compétence et un décrochage scolaire important. Pour lutter contre le chômage des jeunes peu qualifiés, les politiques publiques se focalisent moins sur le développement des deuxièmes chances de formation, et privilégient la demande de travail, notamment par la dérégulation du marché du travail et la réduction du coût du travail des jeunes. Le Royaume-Uni relève ainsi d'une « autonomie de seconde classe ».

## Conclusion

Pour comprendre les modalités d'entrée dans l'âge adulte, il faut bien prendre en compte les politiques publiques en direction des jeunes. Celles-ci varient selon deux dimensions. La première dimension distingue une citoyenneté sociale familialisée, dans laquelle la famille conserve un rôle central dans la

prise en charge des jeunes, et une citoyenneté individualisée, dans laquelle les jeunes bénéficient directement des prestations publiques. La seconde oppose une stratégie économique inclusive, qui cherche à développer les compétences de tous les jeunes par la formation, à une stratégie sélective, qui ne permet qu'à une partie des jeunes d'accéder à la formation, tandis que, pour l'autre partie, les politiques publiques cherchent à développer des emplois de plus faible qualité.

Ces dimensions débouchent sur quatre configurations typiques que nous avons présentées ici. Mais il ne faut pas sous-estimer les hybridations à l'œuvre dans chaque pays au gré des réformes mises en place. En France, la mise en place de la Garantie jeunes, remplacée par le Contrat d'engagement jeune, par exemple, dénote une volonté d'importation de politiques de jeunesse provenant des pays nordiques, articulant promotion de la formation et allocation reçue par les jeunes directement, mais qui prend place en parallèle des logiques familialistes et sélectives, toujours à l'œuvre par ailleurs. ●

Pierre-Yves Cusset

Agrégé de sciences sociales

# Des jeunes vraiment « déclassés » ?

Les jeunes vivent-ils moins bien que leurs parents au même âge ? La réponse ne se réduit ni au récit d'un déclassement généralisé ni à celui d'un progrès continu. La jeunesse contemporaine bénéficie d'indéniables progrès tout en faisant face à des contraintes plus prononcées, notamment en matière d'emploi et de patrimoine. Un ensemble d'évolutions contrastées invite à fortement nuancer le diagnostic d'une « génération sacrifiée »<sup>1</sup>.

**E**n 2024, un sondage Ipsos révélait que 73 % des Français considéraient que, « en France, c'était mieux avant », une opinion partagée par 67 % des moins de 35 ans<sup>2</sup>. Les jeunes sont donc devenus nostalgiques du monde dans lequel vivaient leurs parents, ce qui n'était certainement pas le cas de leurs parents au même âge. Cette nostalgie se double parfois d'une acrimonie à l'égard de la génération des baby-boomers qui s'exprime assez librement sur les forums et autres réseaux sociaux. Alors, les jeunes ont-ils raison d'être nostalgiques et d'en vouloir à leurs aînés ?

## Des jeunes plus diplômés, mais aux diplômes moins rentables

Commençons par ce qui est le plus simple à établir : les jeunes sont aujourd'hui plus diplômés que ceux des générations précédentes. Au tournant des années 1980, moins de 30 % d'une génération pouvait espérer obtenir le baccalauréat, contre près de 80 % aujourd'hui. En 2024, 53 % des 25-34 ans étaient diplômés de l'enseignement supérieur. Par comparaison, en 1975, seulement 21 % des 20-24 ans étaient inscrits en études supérieures. La progression est d'autant plus marquante chez les femmes, qui ont rattrapé, puis dépassé les hommes en matière de réussite scolaire et de présence dans le supérieur.

Mais si la jeunesse d'aujourd'hui est davantage diplômée que celle des années 1970, le rendement de ses diplômes n'est plus le même.

Les générations des années 1970 ont bénéficié d'un contexte économique favorable, caractérisé par une forte croissance économique et un taux de chômage très faible. Si l'emploi est devenu plus rare, il est aussi plus précaire. En 1982, 75 % des jeunes de moins de 25 ans en emploi occupaient un emploi stable (CDI ou fonctionnaire), ils n'étaient plus que 41 % à être dans ce cas en 2025.

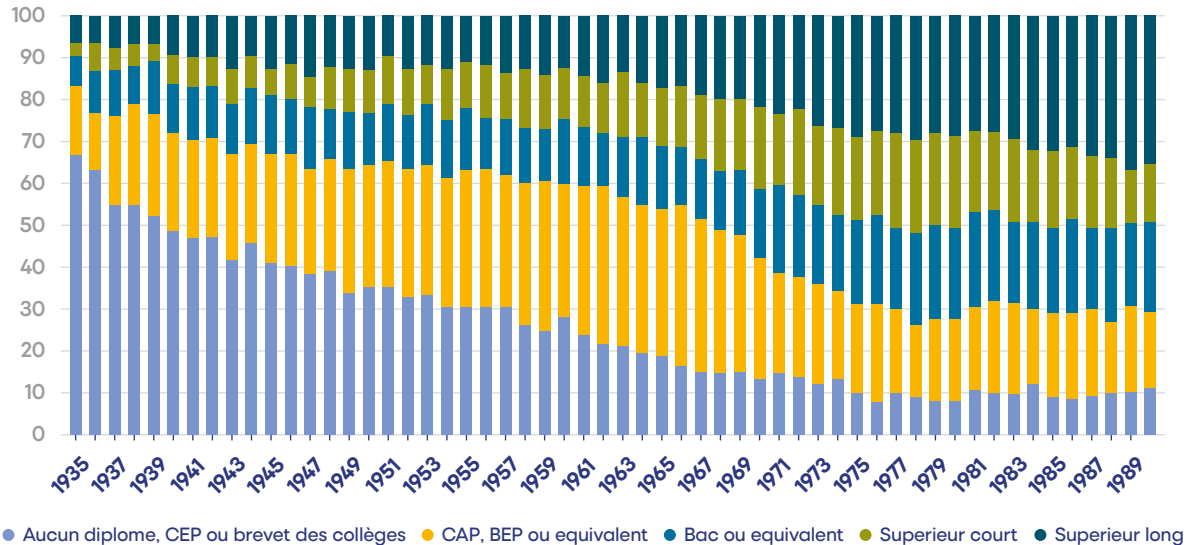
Surtout, la hausse du niveau de diplôme ne s'est pas traduite par une transformation équivalente de la structure des emplois.

Par conséquent, le rendement des diplômes a diminué. En 1983, entre un et quatre ans après leur sortie de formation initiale, 11 % seulement des diplômés d'un baccalauréat en emploi occupaient un poste d'ouvrier ou d'emploi peu qualifié. En 2023, c'était le cas de 34 % d'entre eux. Chez les titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2, la part des cadres ou professions intermédiaires était de 77 % en 1983. Elle n'était plus que de 45 % en 2023. Pour obtenir le même niveau dans l'échelle des emplois, il faut donc faire davantage d'études.

1. Cet article synthétise, met à jour et complète des éléments présentés dans Antoine Bristielle, Anne Bucher et Pierre-Yves Cusset, « Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui : le grand déclassement ? », *Note Flash* n° 4, Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, octobre 2025. <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/jeunesse-dhier-et-daujourd'hui-le-grand-declassement>.

2. <https://www.ipsos.com/fr-fr/fractures-francaises-2024-une-crise-de-confiance>.

## Niveau de diplôme selon l'année de naissance



Champs: personnes nées et résidant en France métropolitaine, nées entre 1935 et 1990 et ayant terminé leurs études initiales.  
Lecture: 67 % des personnes nées en 1935 n'ont aucun diplôme, le certificat d'études primaires (CEP) ou le brevet des collèges.  
Sources: INSEE, DARES.

## Le revenu des jeunes a progressé... mais moins que celui des plus âgés

En cinquante ans, le niveau de vie de la nation a considérablement augmenté. En 2025, le PIB par habitant en France est deux fois supérieur, en monnaie constante, à celui de 1975. Il faut cependant être juste: les salaires annuels nets moyens n'ont, entre 1975 et 2022, augmenté « que » de 34 % en euros constants.

Le partage de la valeur ajoutée s'est en effet modifié. Et il a fallu financer des dépenses sociales en forte augmentation, augmentation tirée dans un premier temps par une extension des risques couverts et désormais par une démographie de moins en moins favorable.

Les jeunes ont, comme les autres classes d'âge, pris l'ascenseur de cette croissance économique. Mais leur ascenseur a été moins rapide, ce qui les a fait reculer dans la hiérarchie des salaires. En 1979, le revenu moyen des 30-34 ans, net des prélèvements obligatoires, était supérieur de 9 % à celui des 50-54 ans. En 2019, il lui était au contraire inférieur de 13 %.

## Un accès au patrimoine moins aisé

En cinquante ans, le patrimoine s'est concentré dans les mains des plus âgés. En 1986, le patrimoine net médian des ménages de 30-39 ans représentait un peu moins de la moitié (48 %) de celui des ménages

de 50-59 ans. En 2021, il n'en valait plus que 28 %. À l'inverse, le patrimoine net médian des plus de 70 ans valait seulement 36 % de celui des 50-59 ans en 1986, il en vaut aujourd'hui 118 %.

Une des raisons de cette concentration tient au recul de l'âge auquel on hérite: alors qu'au début des années 1980 l'âge moyen des héritiers en ligne directe était de 43 ans, il se situait aux alentours de 52 ans en 2020. Une autre raison tient aux évolutions de l'accès à la propriété de son logement, premier patrimoine des Français.

Contrairement à une idée reçue, la part des propriétaires occupants chez les 30-39 ans a bel et bien progressé entre 1975 et 2015, passant de 40 % à 46 %. Mais cette progression intervient dans un contexte où la part des ménages propriétaires, tous âges confondus, augmente encore plus fortement, passant de 45 % à 58 %. Surtout, l'accès à la propriété est devenu plus inégalitaire: en 1973, le quart des 25-45 ans aux revenus les plus faibles étaient 35 % à être propriétaires, contre 43 % pour le quart des 25-45 ans aux revenus les plus élevés. En 2013, les premiers n'étaient plus que 17 % à être propriétaires (baisse de 18 points), les seconds, 67 % (augmentation de 24 points).

L'accès à la propriété demande en effet aujourd'hui un effort financier beaucoup plus important que par le passé. Pour acquérir le même logement, avec le même

taux d'effort initial et le même apport personnel, il faudrait compter théoriquement 23,5 ans de remboursements en 2026 contre une dizaine d'années seulement en 1975 si l'on tient compte des effets de l'inflation. En pratique, la durée moyenne des emprunts immobiliers est passée de 14 ans en 1975 à 23 ans en 2026.

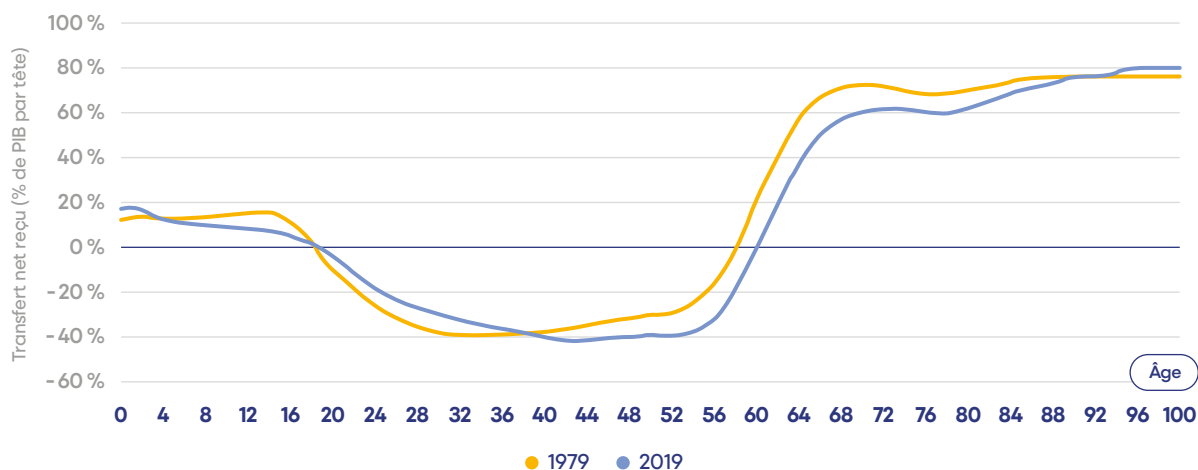
### La protection sociale: un coût croissant, mais pas uniquement pour les jeunes

La nation consacre une part croissante de ses revenus au financement de la protection sociale. En 1975, les dépenses de protection sociale représentaient 21 % du PIB, contre 32 % en 2024. Mais si la protection sociale coûte de plus en plus cher, ce n'est pas parce qu'elle est de plus en plus généreuse avec les seniors. Depuis maintenant plus d'une décennie, le montant des prestations de protection sociale reçues en moyenne par une personne de plus de 60 ans augmente moins vite que le PIB par habitant. L'augmentation des dépenses de protection sociale est aujourd'hui tirée non par l'augmentation de la générosité des prestations, mais par celle de la part des personnes âgées<sup>3</sup>.

Pour financer la croissance des dépenses sociales, les jeunes ont été davantage mis à contribution. La part des revenus des 30-34 ans destinée à financer la protection sociale est ainsi passée de 32 % en 1979 à 38 % en 2019. Mais cette croissance de l'effort financier concerne aussi les autres catégories d'âge, et singulièrement, ce qui n'est pas toujours rappelé, les plus de 60 ans. Ainsi, la part des revenus des 60-79 ans consacrée au financement de la protection sociale est passée de 12 % en 1979 à 27 % en 2019<sup>4</sup>.

Les dernières décennies ont été en effet marquées par des réformes qui ont permis à la fois de freiner l'alourdissement des dépenses de protection sociale liées au vieillissement (ces dépenses sont, de fait, relativement stables en points de PIB depuis 2012) et d'élargir la base des contributeurs potentiels, notamment en matière de classes d'âge: recul de l'âge de départ à la retraite, introduction puis montée en charge de la contribution sociale généralisée (CSG), allègements de charges sociales compensées par des transferts de TVA, etc.

### Profil par âges du transfert net moyen de protection sociale (part de PIB/tête) en 1979 et 2019



**Lecture :** en 1979, à 60 ans, un individu bénéficiait en moyenne d'un transfert net de protection sociale positif, équivalant à 20 % du PIB par tête de l'époque. En 2019, ce transfert net est en moyenne nul.  
**Sources :** comptes de transferts nationaux et comptes de la protection sociale.

### Des conditions de vie améliorées dans un cadre bouleversé

Par rapport aux jeunes d'il y a cinquante ans, les jeunes d'aujourd'hui vivent globalement dans une société où les conditions de vie se sont améliorées:

logements mieux équipés, moyens de transport plus sûrs et plus confortables, accès facilité aux loisirs. Les voyages en avion, par exemple, apanage d'une minorité il y a cinquante ans, se sont largement démocratisés, et les jeunes ne sont pas les derniers à profiter de cette démocratisation.

3. Pour une perspective générale, voir Hippolyte d'Albis, *Économie des âges de la vie. En finir avec la guerre des générations*, Paris, Odile Jacob, 2026.

4. À ce sujet, voir Hippolyte d'Albis, Pierre-Yves Cusset, Julien Navaux et Jacques Pelletan, « Protection sociale: qui paie le coût du vieillissement de la population? », *La Note d'analyse*, n° 103, France Stratégie, décembre 2021. <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/protection-sociale-paie-cout-vieillessement-de-population>.

L'une des plus emblématiques de ces améliorations concerne la durée du travail: depuis le milieu des années 1970, la durée annuelle effective du travail en France a reculé d'environ 17 % en moyenne, soit près de 350 heures, pour s'établir à 1 585 heures en 2025.

On rétorquera peut-être que la durée de la vie professionnelle s'est allongée. Ce n'est pas nécessairement le cas: on termine sa carrière plus tardivement, mais l'entrée dans la vie active est, elle aussi, décalée du fait d'études plus longues. En tout état de cause, le nombre d'heures de travail nécessaires sur une carrière complète pour bénéficier d'une retraite à taux plein était de 73 000 heures pour les générations nées au début des années 1940, contre moins de 69 000 heures pour celles nées à partir de la fin des années 1970.

Les jeunes d'aujourd'hui bénéficient aussi de davantage de libertés, notamment en matière sexuelle ou conjugale. Le mariage devient optionnel en même temps qu'accessible à tous. En 1975, seulement 10 % des naissances avaient lieu hors mariage, contre plus de 60 % en 2020. À 30 ans, seulement 22 % des femmes et 26 % des hommes de la génération 1948-1952 avaient déjà vécu au moins deux fois en couple avec cohabitation, contre respectivement 54 % et 51 % pour celles et ceux nés entre 1978 et 1982. Dans le même temps, les jeunes restent plus longtemps dépendants financièrement de leurs parents. La part des 25-29 ans vivant chez leurs parents est par exemple passée de 14 % en 1973 à 21 % en 2013.

L'univers culturel des jeunes a beaucoup évolué, ce qui, sur ce point au moins, rend peut-être la comparaison des situations des différentes générations sans objet. Les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français en donnent un aperçu. Si l'usage de certains médias évolue peu (télévision, par exemple), d'autres usages progressent beaucoup ou, au contraire, régressent fortement. Ainsi, 39 % des 15-28 ans de la génération née entre 1955 et 1964 écoutaient de la musique tous les jours, contre 86 % des 15-28 ans de la génération née entre 1995 et 2004.

La pratique quotidienne des jeux vidéo, inexistante chez les jeunes nés entre 1955 et 1964, concerne 83 % des jeunes nés trente ans plus tard. L'écoute quotidienne de la radio se replie: elle concernait 69 % des jeunes nés entre 1955 et 1964 contre 35 % de la génération 1995-2004. Enfin, alors que 84 % des jeunes de la génération 1955-1964 avaient lu au moins un livre au cours des douze derniers mois, ils n'étaient plus que 58 % dans ce cas dans la génération 1995-2004.

## Conclusion

Finalement, peut-on dire que les jeunes ont subi un déclassement depuis cinquante ans? La réponse dépend un peu de ceux à qui on les compare. S'agit-il de les comparer aux jeunes d'il y a cinquante ans ou bien de les comparer, aujourd'hui, aux plus âgés?

Par rapport aux jeunes d'il y a cinquante ans, les jeunes de 2026 sont plus diplômés et mieux payés, leurs semaines de travail sont plus courtes, ils disposent de plus de temps libre et ils ont accès à des biens et des services qui n'existaient pas hier. Mais ils ont aussi des emplois plus précaires, le rendement de leurs diplômes s'est érodé et ils ont des difficultés d'accès au logement que les jeunes des années 1970 ne connaissaient pas.

Si l'on compare, en 2026, les jeunes et les moins jeunes, le constat est peut-être plus amer: les jeunes ont en effet reculé dans la hiérarchie des salaires, et plus encore dans celle des patrimoines. Les jeunes peuvent certes devenir propriétaires, mais au prix d'un effort financier considérablement plus élevé que celui exigé pour leurs parents, et dans un contexte où les aides familiales jouent un rôle plus déterminant.

Surtout, les jeunes de 2026 devront faire face à des défis auxquels leurs aînés n'étaient pas confrontés. La jeunesse d'aujourd'hui est sans doute moins insouciante, plus inquiète pour l'avenir que la jeunesse de la fin des Trente Glorieuses. La France des années 1970 est un pays où le taux de chômage est proche de 4 % (quand celui-ci dépasse, parfois largement, les 7 % depuis les années 1980), où le taux de croissance économique annuel moyen est supérieur à 4 % (contre 0,9 % en 2025), où la dette publique représente moins d'un quart du PIB (contre 116 % fin 2025) et les dépenses publiques sont inférieures de 10 points de PIB à celles d'aujourd'hui.

La France des années 1970, c'est aussi, entre autres, un territoire métropolitain moins artificialisé (mais pas forcément moins pollué), où l'on ne parle pas encore de changement climatique, où le monde dans lequel on vit paraît soutenable à la majorité des gens. C'est sans doute moins dans leur situation à un instant T que dans leur perception de ces évolutions globales que peuvent se comprendre la nostalgie des jeunes et les reproches qu'ils font à leurs aînés. ●

Julien Damon

Rédacteur en chef de *Constructif*

# Les jeunes au miroir de *Constructif* en 2013

La jeunesse est, en tant que sujet, éternelle. En 2013, sous le titre « Place aux jeunes! », *Constructif* y consacrait un premier dossier. Le diagnostic était déjà plutôt sombre: précarité, difficultés d'accès au logement, sentiment de relégation. Mais ce volume ne décrivait pas une génération résignée. Les articles balisaient aussi des voies pour la réussite.

**L**a jeunesse est une catégorie étrange: tout le monde la célèbre, chacun prétend parler en son nom, mais les jeunes eux-mêmes ont souvent le sentiment de compter assez peu. C'est le paradoxe qui traverse le dossier que *Constructif* leur consacrait en novembre 2013.

Premier enseignement: la jeunesse perpétuelle n'existe pas. Chaque époque fabrique ses jeunes. Être jeune pendant une guerre, pendant les Trente Glorieuses ou au début du XXI<sup>e</sup> siècle ne signifie évidemment pas la même chose. Et derrière la jeunesse se cachent des situations profondément différentes selon l'origine sociale, le sexe, le diplôme et le soutien familial.

La singularité de la génération observée en 2013 tient à un paradoxe. Les jeunes sont beaucoup plus diplômés que leurs parents. L'allongement des études et la massification de l'enseignement supérieur auraient dû faciliter leur insertion et leur mobilité sociale. Or, l'installation dans la vie adulte est devenue plus tardive et plus incertaine.

L'emploi en constitue la première explication. La montée du chômage de masse a profondément modifié l'entrée sur le marché du travail. Le diplôme protège toujours, mais ne garantit plus un emploi immédiat ni stable. CDD, intérim, stages, périodes de chômage et déclassement jalonnent fréquemment les débuts professionnels.

Deux calendriers s'éloignent ainsi l'un de l'autre. Le calendrier scolaire pousse vers des études toujours

plus longues; le calendrier économique retarde l'autonomie. Premier CDI, départ définitif du domicile parental, installation en couple et premier enfant interviennent plus tard. La jeunesse n'est plus seulement un âge: elle devient une longue période de transition.

## Une société qui vieillit

Cette évolution transforme les rapports entre générations. Entre 1973 et 2013, la part des 15-24 ans dans la population française est passée de 16,3 % à 12,1 %, tandis que celle des plus de 60 ans progressait de 18,2 % à 24 %. La France célèbre culturellement la jeunesse tout en devenant démographiquement une société plus âgée.

À cela s'ajoute une inquiétude plus profonde: la conviction que le progrès d'une génération à l'autre n'est plus garanti. Longtemps, une promesse implicite voulait que les enfants vivent mieux que leurs parents. Elle se fissure. En 2013, 63 % des 18-25 ans pensent qu'ils ne vivront pas mieux que leurs parents. Près de six sur dix estiment qu'il existe un conflit entre les générations, et 67 % jugent les jeunes insuffisamment représentés dans la société.

Le sentiment de dépossession est particulièrement marqué en politique. Lors de la présidentielle de 2012, 87 % des 18-30 ans considéraient que les responsables politiques se préoccupaient peu de ce que pensait leur génération. Et 85 % estimaient ne pas disposer personnellement des moyens de « faire bouger les choses dans le pays ».

**La couverture du numéro 36  
(novembre 2013) de *Constructif***



La frustration ne concerne donc pas seulement les revenus. Elle touche aussi l'accès aux responsabilités et aux lieux de pouvoir. La question est moins celle d'une guerre ouverte entre jeunes et vieux que d'une guerre des places dans une société où la rotation des positions paraît ralentie.

Toutes ces informations et données, lues en 2026, surprennent peu. Les tendances repérées une petite quinzaine d'années auparavant se sont simplement renforcées.

### **Des jeunes très inégaux**

Ces articles de *Constructif* soulignaient qu'il serait pourtant trompeur de brosser le portrait d'une génération homogène, hier comme aujourd'hui. Les

inégalités au sein de la jeunesse peuvent être plus importantes que celles qui séparent globalement les jeunes de leurs aînés.

Le diplôme demeure une ligne de fracture majeure. Les diplômés des formations les plus recherchées conservent de bonnes perspectives. À l'autre extrême, les jeunes sortis du système scolaire sans qualification cumulent chômage, faibles revenus, difficultés de logement et dépendance familiale.

L'origine sociale reste également déterminante. Les familles compensent les difficultés du marché du travail et du logement, mais elles n'en ont pas toutes les mêmes moyens. Aide financière, hébergement, caution pour louer un appartement, financement des études: l'allongement de la jeunesse renforce parado-

xalement l'importance du soutien parental. La condition juvénile associe ainsi une dépendance familiale prolongée à une société qui exalte pourtant l'autonomie individuelle.

Cette fragilité n'empêche pas les jeunes de rester des consommateurs. Mais ils arbitrent. Technologies, communications, vêtements, loisirs et sorties conservent une place importante. Le numérique, surtout, ne constitue déjà plus en 2013 une dépense accessoire: Internet et le smartphone sont devenus des instruments d'intégration sociale, d'information et de recherche d'emploi. Par la suite, l'IA viendra renforcer la dépendance numérique. Mais c'est une autre histoire.

### L'engagement change de visage

Autre idée reçue battue en brèche en 2013: la jeunesse ne serait plus engagée. Sa distance vis-à-vis des institutions ne signifie pas son indifférence à la société.

Un paradoxe caractérise au contraire cette génération: elle conjugue pessimisme collectif et relatif optimisme personnel. Malgré leurs inquiétudes, 67 % des 18-25 ans se déclarent heureux et 66 % pensent qu'il reste possible d'améliorer les choses en France.

C'est surtout le répertoire de l'engagement qui change. Aux grandes idéologies, aux partis et aux appartenances durables succèdent plus volontiers les causes ponctuelles, les réseaux, les engagements associatifs ou locaux et les comportements individuels. Solidarité, respect et qualité de vie sont davantage valorisés que l'ambition ou la prise de risque. Le dossier évoque un « soft engagement »: moins vertical, moins institutionnel et moins porté sur l'affrontement, mais pas nécessairement moins profond.

Au bout du compte, presque tous les fils du dossier ramènent à l'emploi. Celui-ci n'est pas seulement une source de revenus. Dans le modèle social français, il ouvre l'accès à l'indépendance, au logement, à la protection sociale et à la reconnaissance. Retarder l'emploi stable revient donc à différer presque tous les autres attributs de l'âge adulte.

Mais la question dépasse la seule politique de l'emploi. Elle concerne la manière dont la société distribue les positions et les ressources entre les âges. Qui supporte le coût des crises? Qui détient le patrimoine? Comment répartir l'effort collectif entre les générations déjà installées et celles qui arrivent?

À la relecture, ce dossier de *Constructif* frappe par son actualité. Les mots ont changé: on parle désormais de génération Z, de crise climatique ou de santé mentale. Mais les difficultés d'accès à l'emploi stable et au logement, la dépendance envers les parents, le sentiment d'une faible représentation politique et la crainte de vivre moins bien que ses parents demeurent.

Cette jeunesse de 2013 n'était pourtant ni apathique ni sacrifiée en bloc. Elle était plus diplômée, connectée et mobile que les générations précédentes, mais évoluait dans un environnement économique moins sécurisant. Le problème n'était pas que les jeunes refusent de prendre leur place. C'était qu'il leur fallait davantage de temps et d'efforts pour parvenir à l'occuper.

Dans son éditorial, le président de la FFB appelait au volontarisme: « Mobilisons-nous pour les jeunes », titrait-il. La présentation des actions des fondations du secteur permettait de rappeler sa riche tradition d'intégration réussie. À relire ces textes, on voit la permanence de soucis et d'exigences qui mettent en avant non pas uniquement les difficultés, mais aussi l'intelligence, le courage et la volonté. ●



[www.constructif.fr](http://www.constructif.fr)

Retrouvez l'intégralité des  
numéros en téléchargement  
sur le site Internet.



# Les jeunes contre la société?

---

**39 Le « péril jeune » à travers  
les âges**

Kévin Badeau

**43 Les jeunes veulent bien  
travailler, mais pas comme  
leurs aînés**

Anne de Guigné

**46 Ce que la génération Z  
nous dit du management**

Élodie Gentina

**50 Un nouvel âge de  
l'engagement? Jeunesses,  
participation et inégalités**

Laurent Lardeux

**53 Les jeunes et l'avenir:  
quelles représentations?**

Régis Bigot

**56 Jeunes hommes et jeunes  
femmes: un clivage  
idéologique croissant**

Eugénie de Laubier

**61 Les jeunes au cœur  
du bâtiment:  
cinq parcours d'avenir**

Julien Damon

Kévin Badeau

Journaliste idées et débats au *Point*

# Le « péril jeune » à travers les âges

Depuis l'Antiquité, chaque génération se persuade que la suivante est moins travailleuse, moins respectueuse et plus dangereuse. Une plongée historique montre que les mêmes procès se répètent. Ce refrain du déclin, qui en dit davantage sur les inquiétudes des anciens que sur la jeunesse elle-même, rappelle que les jeunes ne seront jamais ce qu'ils étaient.

« **T**outes les générations disent que celle d'après fait n'importe quoi. » Cette punchline ironique, lancée par le rappeur Orelsan dans son célèbre titre *Basique* (2017), résume à elle seule des siècles et des siècles de procès faits à la jeunesse. De la Grèce antique à nos jours, les auteurs dénoncent leur époque décadente, et font des jeunes les boucs émissaires de l'Histoire. Il existe même une formule consacrée pour le dire : « le péril jeune », détournement du « péril jaune », expression qui désignait, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la menace géopolitique que l'Asie orientale représentait pour l'Occident.

L'un des premiers à coucher sur papyrus un constat froid sur la jeunesse fut Aristote, au IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Dans la *Rhétorique*, traité dans lequel il enseigne aux orateurs grecs l'art de convaincre en fonction de leur auditoire, le philosophe écrit que « les jeunes ont l'âme élevée parce qu'ils n'ont jamais été humiliés par les misères de la vie ni pressés par le besoin... Ils pensent tout savoir et soutiennent leur opinion avec force, ce qui vient aussi de ce qu'ils font tout avec excès ». En filigrane, le disciple de Platon brosse le portrait psychologique d'une jeunesse orgueilleuse, impulsive, idéaliste, encore incapable de la mesure que seule l'expérience procure.

Au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., le poète romain Horace poursuit la tradition dans les *Odes* : « Que n'altère pas le temps destructeur ? Nos pères étaient pires que leurs aïeux, nous sommes plus méchants que nos pères, et notre postérité sera plus dépravée encore. »

Bien plus tard, à la fin du Moyen Âge, les termes *jeune* et *jeunesse* sont parfois associés à « ignorant », voire « fou », comme l'a montré l'historienne Claude Gaudard, professeure émérite à Paris 1, spécialiste des

lettres de rémission par lesquelles le Prince accordait sa grâce à un condamné.

Continuons ces pas de géant à travers les âges avec cette pépite trouvée dans les archives du *Hull Daily Mail*, un journal régional britannique qui dessert la ville de Kingston upon Hull. En 1925, un anonyme croit savoir que le péril jeune atteint son paroxysme : « L'attitude émanant de la part des jeunes ne peut être décrite que comme irréfléchie, grossière et purement égoïste, comme jamais auparavant. » *God save the youth!*

## Un moteur de l'histoire

L'auteur de ces lignes, qui n'est probablement plus de ce monde un siècle plus tard, serait sans doute surpris d'apprendre que le pire n'est jamais sûr. Que disait-on, déjà, de la génération de mai 1968, pionnière de la libération sexuelle et des mœurs ? Que ne dit-on pas sur la génération Z (née entre 1996 et 2012), prétendument désengagée et accro à TikTok ? Que dira-t-on, bientôt, de la génération Bêta, qui a débuté en 2025 ? Probablement qu'elle héritera, comme toutes les autres avant elle, d'un procès en inconséquence dressé par ses aînés. Avec, en prime, un jeu de mots tout trouvé : en français, *bêta* est déjà, dans le langage courant, un synonyme pour désigner une personne naïve, un peu sotte, niaise.

Ce dénigrement intergénérationnel traverse les âges. « Les conflits de générations comptent [...] parmi les "moteurs de l'Histoire". Comme en matière de conflits sociaux, les frictions générationnelles sont permanentes », enseigne l'historien Jean-Jacques Yvorel dans *L'ennemi intime. La peur : perceptions, expressions, effets* (Presses universitaires de Rennes, 2011).

## Gamins de Paris

De cette constante se dégagent des tendances. Génération après génération, la jeunesse est perçue comme une classe incivilisée, délinquante, parfois violente, en tout cas dangereuse. Et c'est particulièrement le cas des garçons, les filles échappant largement aux foudres des anciens. « En deux siècles, plusieurs représentations archétypales de la dangerosité juvénile masculine ont vu le jour avant de s'estomper et de ne subsister dans la mémoire collective que sous une forme patrimoniale plus ou moins folklorisée », nous éclaire encore Jean-Jacques Yvarel.

Les gamins de Paris, nés sous la monarchie de Juillet (1830-1848), peuvent tenir lieu d'exemples. Chateaubriand qualifiait ces mômes de « singes laids et étiolés, libertins avant d'avoir le pouvoir de l'être, cruels et pervers... », dans ses *Mémoires d'outre-tombe*. Ces saligauds sont associés à la rue, aux insurrections populaires, aux barricades. On les retrouve symbolisés par Delacroix dans *La Liberté guidant le peuple* (1830), notamment avec ce très jeune étudiant brandissant deux pistolets. Victor Hugo leur construira la plus belle des réputations en en faisant une figure incontournable de la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec Gavroche, l'exilé de Guernesey fait oublier la peur et la détestation qu'inspiraient ces enfants chétifs et dépenaillés. L'écrivain « crée un personnage là où il n'existait qu'un être collectif. Et ce personnage présente une particularité décisive : il est la voix des misérables », explique Luce Abélès dans *Le Gamin de Paris* (1985).

Un demi-siècle plus tard, les apaches prennent la relève dans la capitale. Il s'agit en réalité d'un nom générique attribué par la presse racoleuse aux jeunes bandes de voyous – souvent rivaux d'ailleurs – qui terrorisent le Paris de la Belle Époque. « On est dans les années 1895-1910, Buffalo Bill a fait sa tournée en France [...]. Il y a un véritable mythe pour la conquête de l'Ouest américain, et les apaches deviennent une figure symbolique de la peur, de l'anxiété dans Paris », explique l'historien Jean-Marc Berlière, auteur, avec René Lévy, d'*Histoire des polices en France. De l'Ancien Régime à nos jours* (Nouveau Monde Éditions, 2011).

À la fin des années 1950 et jusque dans les années 1960, l'image du blouson noir émerge en France pour désigner une sous-culture juvénile influencée par des codes vestimentaires américains : cheveux mi-longs gominés vers l'arrière, blouson de cuir sur les épaules, jeans serrés aux mollets. Issus de milieux populaires, on les dit asociaux et toujours prêts pour la castagne. Les loubards leur succèdent après 1968, reprenant une partie des codes : culture de rue, bandes, valorisation de la force phy-

sique et goût prononcé pour la provocation ou la bagarre. Le chanteur Renaud les décrit mieux que personne dans son célèbre titre *Laisse béton* (1977).

## Jeunes de banlieue

La figure de classe dangereuse se focalise depuis les années 1980 sur les jeunes des banlieues défavorisées. « Parler des jeunes des cités aujourd'hui, c'est renvoyer à un stéréotype : ce sont des garçons de 14 à 25 ans, d'origine immigrée, vêtus de jeans et de Nike, ayant des activités à la limite de l'illégalité et vivant en bande au pied des tours des cités HLM », disait en 2001 la sociologue Joëlle Bordet.

Deux décennies plus tard, l'archétype a peu évolué. Cette classe de jeunes est toujours perçue comme infréquentable, agressive et mêlée aux trafics et à la délinquance. On les appelle « racailles », comme Nicolas Sarkozy en 2005, lorsqu'il désignait les perturbateurs du quartier Val-d'Argent, à Argenteuil. On les désigne parfois comme des « wesh-wesh », en référence à un terme issu de l'arabe qu'ils utilisent, comme une large partie de la jeunesse, pour dire « salut », « quoi ? » ou appuyer une émotion (« wesh, c'est chaud... »). Les plus jeunes parlent aussi de « Lacoste-TN » pour désigner leurs homologues générationnels peu fréquentables, abonnés aux survêtements à la marque au crocodile et aux iconiques sneakers à la virgule.

## Des feignants, des loques...

En plus de constituer une classe dangereuse, les jeunes seraient, selon leurs aînés, des feignants et des loques. C'est l'autre versant de ce péril jeune. Horace – encore lui – écrivait que « le jeune homme imberbe qui n'est plus surveillé se réjouit des chevaux, des chiens et du gazon du Champ-de-Mars ; il est de cire pour le vice, rebelle aux censeurs, lent à se pourvoir de choses utiles, prodigue d'argent, hautain, plein de désirs et prompt à délaisser ce qu'il aime ». Traduction : l'oisiveté le rend vulnérable à tous les excès. Deux millénaires plus tard, la presse britannique nous régale, une fois de plus, par son sens de la formule : « De nos jours, les jeunes sont tellement gâtés qu'ils en oublient le simple fait que l'on puisse marcher pour se rendre quelque part », lit-on en 1951 dans le *Falkirk Herald*.

Jean de La Bruyère nous impose un petit détour par l'enfance en développant l'idée d'une paresse congénitale dans *Les Caractères* (1688). « La paresse, l'indolence et l'oisiveté, vices si naturels aux enfants, disparaissent dans leurs jeux, où ils sont vifs, appliqués, exacts, amoureux des règles et de la symétrie », commence le moraliste, avant de poursuivre : « présages certains qu'ils pourront un jour négliger leurs devoirs, mais qu'ils n'oublieront rien pour leurs plaisirs. » Si on prolonge la courbe, le jeune est resté un grand enfant !

De manière contemporaine, la jeune génération est souvent décrite comme désengagée. Trois figures juvéniles ressortent du lot. L'adolescent mollaillon, accro à son smartphone, qui n'aurait pour seul loisir que de scroller des heures durant sur TikTok et Instagram. « Tes hormones aspirent ton fessier vers le canapé », lit-on, ébahi, dans le magazine *Phosphore* de février 2023. Les générations précédentes étaient elles-mêmes dépeintes comme accro au flipper, aux jeux de cartes, au poste de télévision ou à la PlayStation. Quoi qu'ils fassent, les plus jeunes emploient mal leur temps, si l'on en croit leurs aînés.

Autre figure, l'étudiant, et plus encore la représentation caricaturale de l'élève en sciences humaines, cheveux colorés, militant de gauche qui retape ses premières années à la fac et s'engouffre dans une voie de garage. Il est vrai que seul le tiers des étudiants inscrits en licence obtiennent leur diplôme dans la durée théorique (trois ans). Et, bien sûr, n'oublions pas la figure mollaillon du jeune au boulot. En 1974, Jean Rousselet publiait *L'Allergie au travail*, ouvrage dans lequel il explique que les jeunes de l'époque refusaient de sacrifier le travail, à la différence des aînés.

Une figure combine les deux, le NEET, de l'anglais « *not in education, employment or training* », qui signifie en français « ni en études, ni en emploi, ni en formation ». En France, près de 1,5 million de personnes âgées de 15 à 29 ans se trouvent dans cette situation. Elle recouvre des parcours divers, mais alimente le cliché selon lequel la jeunesse a un poil dans la main.

De manière systémique, l'essayiste Olivier Babeau dépeint une glaciation du sens de l'effort dans *L'Ère de la flemme* (Buchet-Chastel, 2025) : « Une énergie qui habitait l'humanité depuis toujours est en train de nous quitter. En particulier les plus jeunes. Nous perdons ce souffle vital qui avait permis notre survie et nos plus belles œuvres. »

## La décadence morale, un sillon antique

Aussi loin que remontent les archives, on sait que les auteurs ont cherché à raconter la décadence supposée de la jeunesse. Le plus souvent cité est assurément Hésiode, poète grec qui vécut au tournant des VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles av. J.-C. Dans *Les Travaux et les Jours*, il raconte ce déclin sous la forme de cinq âges de l'humanité, du règne de Cronos au sien propre. Après un âge d'or paisible et prospère, viennent un âge d'argent, enfantin et insensé, puis un âge de bronze voué à la guerre, avant que Zeus ne fasse surgir un âge des héros demi-dieux, plus amis de la justice, et enfin l'âge de fer, le plus malheureux, qui correspond à son présent.

Dans ce dernier âge, les hommes se fatiguent au travail sans répit, détruisent les villes, honorent les violents plutôt que les justes et, surtout, « méprisent leurs parents », les accablant de paroles cruelles, tandis que la pudeur et la juste indignation abandonnent la terre pour rejoindre l'Olympe...

Chez Hésiode, le malheur des temps n'est donc pas imputé d'abord à une génération particulière de jeunes, mais à une humanité entière engagée dans un processus de décadence morale, qui empire génération après génération.

## Des réalités parallèles

Voilà pour la légende, mais il est plus intéressant encore de se pencher sur la production scientifique. Le sociologue Kingsley Davis développe, au début des années 1940, l'idée que l'hostilité récurrente des aînés à l'égard de la jeunesse ne renvoie pas à une supposée « décadence morale » des jeunes, mais à la manière dont la structure sociale moderne organise la place des âges.

Pour le comprendre, il faut s'accrocher un peu. Si les vieux ont sans cesse le sentiment que la jeunesse part à vau-l'eau, c'est parce que les sociétés modernes créent un décalage structurel entre la maturité physique et la maturité sociale. Ainsi, les jeunes, individus déjà adultes biologiquement, sont maintenus longtemps dans une position subalterne, sans responsabilités ni fonctions centrales reconnues. Isolés dans l'univers scolaire et entre pairs, ils élaborent une culture propre – centrée sur les loisirs, la bande, la sexualité et le rejet du contrôle adulte – que l'ordre social global, défini et contrôlé par les plus âgés, refuse de reconnaître comme légitime et requalifie comme une exubérance folle, décadente et destructrice, plutôt que comme une forme normale de socialisation générationnelle.

Dans son essai *Le Problème des générations* (1928), le sociologue et philosophe Karl Mannheim montre lui aussi que les tensions entre jeunes et vieux ne relèvent pas d'un éternel déclin moral de la jeunesse, mais d'un décalage historique entre cohortes. Chaque génération se forme au contact d'événements spécifiques et développe, à partir de là, un style propre : les plus âgés restent attachés au monde de leur jeunesse, érigé en norme, tandis que les plus jeunes abordent la réalité avec un « contact frais », et sont plus disponibles pour la rupture et la réinterprétation de l'héritage.

On comprend mieux, dès lors, pourquoi les baby-boomers (nés entre 1946 et 1964) sont si prompts à juger que la génération Z fait n'importe quoi, qu'elle gaspille les acquis et ne respecte plus rien.

Et l'on saisit tout aussi bien pourquoi cette dernière, en retour, accable les boomeurs, génération qu'elle estime gâtée par les Trente Glorieuses, qu'elle accuse d'avoir acheté son pavillon pour une bouchée de pain, d'avoir profité du plein-emploi et laissé en héri-

tage une planète en surchauffe. De tout temps, finalement, les anciens ont vu dans la jeunesse une bande de « jeunes cons », et les jeunes n'ont jamais cessé, en miroir, de traiter leurs aînés de « vieux cons ». « Simple, basique », comme dirait Orelsan. ●

## La musique jeune: du rock au rap

Si le rock s'est imposé comme la bande-son des jeunes boomeurs et de certains *millennials*, le rap et la culture hip-hop lui ont depuis chipé le titre de musique des jeunes.

« *Les gens m'appellent l'idole des jeunes...* » Quand Johnny Hallyday fredonne d'une voix douce et mélancolique *L'idole des jeunes* en 1962, il n'a que 19 ans et s'est déjà hissé au rang de figure du rock auprès des adolescents du baby-boom. Dans les années 1960, la France se laisse emporter par la vague du rock'n'roll venue des États-Unis. Sous l'influence d'Elvis Presley et de Chuck Berry, puis des groupes britanniques The Beatles et The Rolling Stones, le rock s'impose même dans le monde occidental comme la musique de la jeunesse.

Si le rock et ses sous-genres sont vite adoptés par les jeunes baby-boomeurs (nés entre 1946 et 1964) – puis par la génération X (1965-1980) et une partie des *millennials* (1981-1996) –, c'est que, au-delà de sa rythmique, il aborde des thèmes directement liés à l'expérience juvénile. Le rock parle de conflit générationnel (*My Generation*, The Who, 1965), d'amour et de pulsions sexuelles (*Whole Lotta Love*, Led Zeppelin, 1969) ou explore la quête de sens (*Imagine*, John Lennon, 1971).

Il se combine aussi aux mouvements de contestation, notamment aux États-Unis – droits civiques, guerre du Vietnam –, ce qui renforce son attrait auprès d'une jeunesse sensible à une posture anti-establishment et prompt à faire différemment que les anciens. Le rock, c'est la rébellion !

Ce quasi-monopole du rock comme bande-son des jeunes Occidentaux va peu à peu s'effriter à mesure que le rap et la culture hip-hop gagnent des parts de marché. Le passage de flambeau démarre dans les années 1970, dans le Bronx, à New York. Le rap s'inscrit dans un contexte de pauvreté urbaine et exprime la ségrégation, les violences et les inégalités sociales. Il se diffuse dans les années 1980 grâce à des précurseurs comme Public Enemy, avant de conquérir le grand public dans les années 1990. En France, les jeunes se passionnent pour IAM et NTM.

Pour tout un public, même éloigné des réalités décrites, la posture générale de défi face aux institutions et le discours antipolice est irrésistible. L'ouverture à des thématiques plus crues – l'argent, la drogue – séduit d'abord la jeunesse des quartiers, puis essaime dans toutes les jeunesses au fil des années 2000 et 2010, à mesure que le rap devient *mainstream*, s'éloignant ainsi de son registre « ghetto ».

La conquête de la jeunesse par le rap se vérifie dans les chiffres. Les rapports annuels de Nielsen/MRC Data indiquent que le hip-hop est devenu, depuis la fin des années 2010, le genre le plus écouté aux États-Unis, en particulier chez les publics jeunes. Les données du *Pew Research Center* publiées en 2018 montraient que les adultes de moins de 50 ans déclaraient écouter plus souvent du hip-hop que leurs aînés, chez qui le rock reste davantage ancré. En France, selon le Syndicat national de l'édition phonographique, les trois artistes les plus écoutés en 2025 étaient les rappeurs Gims, Werenoi et le groupe L2B.

Anne de Guigné

Journaliste au *Figaro*

# Les jeunes veulent bien travailler, mais pas comme leurs aînés

Les crispations entre managers et jeunes recrues ne sont probablement que la partie visible d'un bouleversement plus profond. Les procès en fainéantise masquent une réalité plus profonde. Derrière les débats sur le télétravail, l'engagement, l'autorité ou l'IA, une redéfinition du travail s'opère. Les entreprises ont moins affaire à une génération difficile qu'à un changement d'époque.

« **A** 17h50, ils commencent à ranger leur bureau, à 18h01, il n'y a plus personne! » Les managers chenus sont intarissables sur leurs jeunes recrues. Refusant tout travail hors des horaires habituels, voire toute responsabilité, prenant leurs congés au pire moment pour l'entreprise... À écouter ces cadres, de nombreux jeunes gens auraient perdu non seulement le goût de l'effort, mais le sens même du travail collectif. Les anecdotes recueillies témoignent en effet d'une relation différente au travail. Dans ce cabinet de conseil parisien, les entretiens annuels de février donnent lieu, depuis quelques années, à une épidémie d'arrêts de travail chez les jeunes collaborateurs qui s'estiment avoir été traités injustement. Tandis qu'un industriel raconte avoir perdu, du jour au lendemain, un commercial talentueux de 26 ans, jamais rentré de vacances, ce patron d'une grosse start-up s'arrache les cheveux pour recruter : de nombreux jeunes candidats exigent quatre ou cinq jours de télétravail pour envisager de le rejoindre, ce qu'il refuse. Même dans les banques d'affaires, où les stagiaires pouvaient, au début des années 2000, assurer des semaines de 100 heures, les nouvelles générations ont remis les pendules à l'heure : à en croire des quadragénaires mi-désabusés, mi-admiratifs, il est devenu impossible de solliciter les juniors hors des horaires balisés.

À lire *Les Choses* (1965), de Perec, la situation n'a rien de neuf : les jeunes diplômés ont toujours répugné à suivre les pas de leurs aînés au démarrage de leur vie professionnelle. « Leurs conditions de travail étaient plus qu'agréables : ils arrivaient quand bon leur semblait, lisaient leur journal au bureau, descendaient

fréquemment boire une bière ou un café, et même, ils ressentaient pour le travail qu'ils effectuaient, en traînant, une sympathie certaine [...]. Mais ils ne tinrent pas longtemps. [...] Ils se sentaient enfermés, pris au piège, faits comme des rats. Ils ne pouvaient s'y résigner. Ils croyaient encore que tant et tant de choses pouvaient leur arriver, que la régularité même des horaires, la succession des jours, des semaines leur semblaient une entrave qu'ils n'hésitaient pas à qualifier d'infamale », écrit ainsi l'auteur au milieu des années 1960. Alors, le malaise actuel exprimé par les jeunes actifs ne témoigne-t-il que d'une nouvelle variante de l'éternel conflit entre les Anciens et les Modernes, ou faut-il y percevoir les symptômes plus structurels d'une nouvelle révolution du travail ?

## La rupture de la Covid

Les enquêtes d'opinion comme les données économiques plaident plutôt pour la seconde voie. La vigueur des débats actuels s'explique par l'épisode de la crise sanitaire, qui est venue accélérer, en 2020, des tendances déjà à l'œuvre depuis le début du siècle. Une étude de la Fondation Jean Jaurès, intitulée *Grosse fatigue et épidémie de flemme : quand une partie des Français a mis les pouces*, se penchait ainsi, en 2022, sur ce nouveau rapport au travail. « Notre enquête corrobore l'hypothèse d'une fragilisation psychologique et mentale accrue depuis la crise sanitaire, et plus particulièrement une perte de résistance psychologique et mentale dans la jeune génération pour faire face aux événements et aux aléas de la vie. En effet, si 31 % des Français disent ne pas se sentir suffisamment solides

mentalement pour tout affronter dans leur vie quotidienne, c'est le cas de 40 % des 25-34 ans », écrivaient les auteurs, Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier. Selon eux, c'est le travail qui devient alors la variable d'ajustement. La pandémie de coronavirus a ainsi cristallisé les nouvelles aspirations, suscitant, après les semaines d'inactivité confinée, une multiplication des démissions. Le flux des départs demeure aujourd'hui élevé, ce qui pourrait indiquer un réel changement d'appréhension du lien à l'employeur. En 2024, environ 2 millions de personnes ont ainsi quitté leur poste, dont 1,8 million qui étaient en CDI, soit un bond considérable par rapport à 2020 (1,4 million). Ainsi, la « vague de démissions [post-Covid] dit aussi beaucoup de l'accélération de la modification du rapport au travail des Français, la crise sanitaire étant venue booster une tendance déjà à l'œuvre préalablement », écrivent encore les auteurs de la Fondation Jean Jaurès.

Les premiers intéressés semblent confirmer la spécificité de leurs aspirations. La majorité des jeunes, de tous milieux, déclare préférer gagner moins d'argent mais avoir davantage de temps libre, selon une enquête Elabe pour le Cercle des économistes, de février 2026. Pour 56 %, réussir sa vie professionnelle signifie encore plutôt « vivre de sa passion, même en gagnant moins ». Enfin, 60 % préfèrent « faire le métier qui leur plaît, même sans monter en grade » plutôt que « faire une carrière avec beaucoup de responsabilités ». Selon ce sondage, le critère « avoir de l'autonomie et des responsabilités » arrive très bas dans les paramètres de choix au moment de sélectionner un employeur. Ces données ne doivent toutefois pas être prises au pied de la lettre. Une étude du Crédoc datant de 2023 les nuance. « Le baromètre Crédoc sur la jeunesse montre que, depuis la crise sanitaire, les jeunes continuent à avoir de très fortes attentes à l'égard du travail. Ils sont plus nombreux que les plus âgés à considérer que le travail, c'est une source d'épanouissement et de fierté », commentait ainsi, en juin 2026, la sociologue Dominique Méda, lors d'une conférence dans le cadre de l'Onisep, l'institut public chargé de l'information sur les formations et les métiers. Les données de l'OCDE témoignent, de leur côté, d'une légère baisse des heures hebdomadaires réalisées par les plus jeunes ces dernières années. Selon l'institution, en France, les 25-54 ans ont augmenté à la marge leur temps de travail hebdomadaire depuis 2014, quand les actifs de 15 à 24 ans (une proportion largement minoritaire, bien sûr, au sein de cette génération) réduisaient au même moment leur rythme d'une bonne heure.

## Le sens du travail

Les jeunes générations se distinguent encore, suivant la classique pyramide des besoins de Maslow, par l'intense quête de sens qu'elles projettent dans leur travail. Le psychologue classait ainsi les besoins humains, des plus urgents – sécurité, se loger, se vêtir... – aux plus évolués – reconnaissance, respect, sentiment d'accom-

plissement... –, qui dominent à notre époque. « Tous les jeunes employés viennent me demander, un jour ou l'autre: "Mais quel est le sens de mon travail? Je réponds que je ne suis pas agent de la circulation! », s'amuse alors cet industriel à la tête d'une PME, avant de se faire plus sérieux: « J'essaie de leur expliquer que c'est le fait d'assumer des responsabilités qui donne du sens au travail! » Mais la définition même de responsabilité semble évoluer: pour les moins de 30 ans, à en croire les enquêtes, elle a perdu sa dimension collective pour correspondre essentiellement à l'idée de trouver l'emploi qui répond à ses aspirations.

Et la prochaine génération fait déjà entendre sa voix. Selon une étude Visa auprès de représentants de la génération Alpha, des enfants nés après 2010, qui grandissent avec l'IA générative, maintenir un sens du collectif s'annonce comme le grand défi des prochaines décennies. Soixante-seize pour cent des 8-14 ans interrogés souhaiteraient en effet devenir entrepreneurs ou travailler à leur compte. Dans un surprenant retournement, cette volonté de sortie du salariat des plus jeunes renvoie, dans une version individualiste, au mot d'ordre de la CFDT dans les années 1970. Le syndicat modéré « prévoyait que les travailleurs deviennent collectivement leur propre employeur », selon les mots d'Edmond Maire, le secrétaire général de la confédération à cette époque.

Cette recherche d'indépendance et de sens nourrit une nouvelle demande de mobilité, déstabilisante pour les entreprises et peu conforme à l'idéal français du CDI, mais potentiellement source de croissance pour le pays. L'économiste spécialiste du marché du travail et professeur à l'université de Berkeley Benjamin Schoefer démontrait dans une étude de 2025, « Eurosclerosis at 40: Labour Market Institutions, Dynamism, and European Competitiveness », les gains en matière de compétitivité des économies dont les salariés affichent des taux de rotation de postes élevés, les bonnes pratiques comme les nouvelles technologies se diffusant plus rapidement.

Les aspirations à l'autonomie professionnelle supposent toutefois une solide formation. Prérequis qui manque aujourd'hui, en France, à de nombreux jeunes diplômés, malgré des parcours qui paraissent, sur le papier, flatteurs, mais dont la qualité ne cesse de décliner, comme l'illustrent les enquêtes PIAAC sur les compétences des adultes de l'OCDE. Le dernier rapport montrait ainsi que la France reste dans la moyenne basse des pays développés pour les compétences de base (littératie, numératie, résolution de problèmes), avec un quart environ des adultes en difficulté, de fortes inégalités sociales et un accès à la formation tout au long de la vie très inégalement réparti. Le dirigeant d'un grand groupe d'e-commerce confirmait récemment ce déclin: « J'embauche aujourd'hui des bac + 5 au SMIC dans des métiers très basiques. Ce n'est pas simple pour eux ni pour nous. Nous essayons de les faire rapidement grandir, mais leur formation ne les a

souvent absolument pas préparés au marché du travail. » Une affirmation à laquelle fait écho une enquête de l'INSEE : en 2024, un quart des jeunes employés et ouvriers peu qualifiés s'estimaient déclassés.

### Quel lien de subordination aujourd'hui ?

Le rapport des nouvelles générations à la vie professionnelle illustre surtout les transformations plus vastes à l'œuvre dans le monde du travail depuis vingt ans : plateformes avec mise en relation directe de l'offre et de la demande d'emploi, robotisation, travail à distance, lente dilution du salariat classique... Une évolution qui répond aux mutations du capitalisme mais aussi au mouvement d'autonomisation des individus touchant la France comme l'ensemble de l'Occident. Les frontières du travail évoluent : il suffit d'une voiture, d'un vélo ou d'un ordinateur pour gagner de l'argent. Comme l'avance l'économiste Branko Milanovic, dans *Le Monde à l'ère capitaliste* (Le Cherche midi, 2026), « nos capitaux morts – notre temps libre ou nos logements – se transforment en ressources monétisables : nous pouvons conduire notre propre voiture pour en tirer un bénéfice ou louer notre appartement pour arrondir nos fins de mois ; se retrouver seul offre un contrepoint à cette marchandisation ininterrompue. On ne fait pas de réseautage avec soi-même ». La solitude, dernier luxe de l'Occidental ? L'économiste explique même la hausse du célibat dans les sociétés contemporaines par ce potentiel de monétisation désormais sous-jacent à toute relation.

Dans ce contexte, « le contrat de travail du salariat à l'ancienne est devenu répulsif pour de nombreux salariés. Ces derniers n'acceptent plus le simple principe de lien de subordination et se trouvent en quelque sorte confortés par les juges, qui reconnaissent d'ailleurs les droits fondamentaux au sein du milieu professionnel », explique Emmanuelle Barbara, avocate spécialiste en droit du travail, associée chez August Debouzy. Les plus jeunes apparaissent particulièrement sensibles à cette tendance : armés de leur smartphone, avec accès direct aux logiciels d'intelligence artificielle, qui nourrissent un sentiment de maîtrise des sujets, ils entendent bénéficier d'une reconnaissance parfaite de leur individualité et de leurs convictions. D'autant que, compte tenu de l'horizontalité croissante de l'éducation, le monde professionnel est bien souvent devenu le premier environnement où ils se trouvent confrontés à une notion de hiérarchie et au fameux lien de subordination. Leurs dirigeants leur fixent des objectifs, accompagnés d'instructions pour les atteindre. Et, pire, évaluent leurs performances. Des exigences devenues quasiment intolérables !

Une grande partie de l'effort de conciliation entre les aspirations des jeunes recrues et les contraintes de l'entreprise repose sur les épaules des managers intermédiaires, qui sont malheureusement bien souvent peu formés à la tâche, comme le constatait l'Inspection générale des affaires sociales en 2024

dans un rapport sur le management. L'administration décrivait les habitudes managériales françaises comme « très verticales et hiérarchiques », avec un management descendant, pyramidal, peu enclin à développer l'autonomie et la participation directe des salariés.

### La révolution de l'intelligence artificielle

La révolution de l'IA va exiger une profonde révision de ces pratiques. Pour l'instant, ce sont essentiellement les jeunes diplômés qui essuient les plâtres des premières vagues de déploiement. Un mouvement qui renforce encore leurs appréhensions face à la vie professionnelle. Aux États-Unis, une étude parue fin 2025, exploitant des données administratives de paie à haute fréquence, a mis en évidence une baisse relative de l'emploi des 22-25 ans de l'ordre de 16 % dans les métiers les plus exposés, depuis la diffusion de l'IA générative jusqu'à septembre 2025. Dans sa note de conjoncture du printemps 2026, l'INSEE remarque aussi qu'en France, dans les secteurs des activités informatiques et services d'information, « depuis 2023, l'emploi baisse, tandis que la valeur ajoutée conserve une trajectoire sans inflexion marquée ». L'institut note que le phénomène touche en premier lieu les jeunes entrants sur le marché du travail. « Plus précisément, les ajustements liés à l'IA pourraient, à court terme, se concentrer moins sur l'emploi total que sur la structure des embauches, en particulier sur les positions d'entrée dans certains métiers (fonctions support, administratif, conseil, certaines tâches de développement et d'analyse), et pénaliser fortement les jeunes », écrivent les experts de l'institution.

Un des défis des services RH ces prochaines années sera alors de concevoir de nouveaux parcours pour les jeunes embauchés. Différentes pistes sont déjà en débat. Conserver, pour de simples vertus de formation, des tâches simples, codifiées et répétitives, ou au contraire utiliser l'IA afin de permettre aux nouvelles recrues d'accéder directement à des missions plus complexes, sans passer par l'apprentissage pas à pas des tâches codifiées. Une gageure, qui nécessitera un intense accompagnement humain mais aussi une révolution de l'enseignement supérieur. « On ne construirait plus l'expérience par accumulation progressive de gestes et de routines, mais en plongeant d'emblée dans des situations qui exigent réflexion, prise de décision et responsabilité », décrit l'économiste Antonin Bergeaud dans son essai *La Prospérité retrouvée* (Odile Jacob, 2026).

Bien plus que les goûts d'une nouvelle génération, le malaise exprimé par les jeunes au travail révèle les immenses défis qui pèsent sur le travail. Il a le grand mérite d'obliger les entreprises, les syndicats mais aussi les pouvoirs publics à regarder en face ce qui est esquivé depuis vingt ans, c'est-à-dire le profond décalage du modèle traditionnel français de l'emploi face aux mutations contemporaines du capitalisme. ●

Élodie Gentina

Professeur à l'IESEG School of Management

# Ce que la génération Z nous dit du management

La génération Z est souvent décrite comme exigeante, instable, difficile à manager. Ces jugements disent probablement davantage des organisations que des jeunes eux-mêmes. Ces nouveaux salariés expriment des attentes qui dépassent largement leur génération: recherche de sens, apprentissage continu, confiance, qualité des relations et développement des compétences. Dès lors, la question n'est plus de savoir comment manager la génération Z, mais quel management permettra à toutes les générations de progresser ensemble.

---

**L**a génération Z (les personnes nées entre 1996 et 2012) suscite autant de curiosité que d'interrogations. À peine arrivée sur le marché du travail, elle fait déjà l'objet de nombreux commentaires. On lui prête une faible fidélité, une exigence accrue vis-à-vis de l'entreprise, une quête permanente de sens, un besoin de reconnaissance immédiate ou encore une difficulté à accepter les règles établies. Pour certains, elle serait même devenue impossible à manager.

Ces jugements traduisent surtout le désarroi de nombreuses organisations face à des attentes qui bousculent leurs pratiques. Les entreprises cherchent à comprendre comment recruter, fidéliser et manager ces nouveaux collaborateurs. Elles adaptent leurs politiques RH, expérimentent de nouvelles formes d'organisation et multiplient les dispositifs destinés à attirer les jeunes talents.

Le véritable défi n'est peut-être pas de manager une nouvelle génération. Il consiste plutôt à comprendre ce que cette génération révèle de l'évolution du travail. La génération Z n'a pas inventé les transformations auxquelles les entreprises sont confrontées. Elle est simplement la première à entrer pleinement dans le monde professionnel après avoir grandi dans un environnement marqué par le numérique, les réseaux sociaux, les crises successives, l'urgence climatique, la pandémie de Covid-19 et, désormais, l'essor de l'intelligence artificielle. Pour elle, le changement n'est pas un événement exceptionnel; il constitue la normalité.

Cette réalité façonne naturellement son rapport au travail. Là où les générations précédentes recherchaient avant tout la stabilité, ces jeunes cherchent d'abord à développer leur capacité d'adaptation. Là où l'entreprise promettait autrefois une carrière, ils attendent aujourd'hui des opportunités d'apprentissage. Là où la fidélité se construisait dans la durée, elle se bâtit désormais dans la qualité de l'expérience vécue au quotidien. Cette évolution dépasse largement les frontières générationnelles. Les attentes exprimées par la génération Z – autonomie, confiance, reconnaissance, qualité des relations de travail, possibilités de développement ou cohérence entre les discours et les pratiques – sont aujourd'hui partagées par un nombre croissant de salariés, quel que soit leur âge. La génération Z n'est donc pas une exception. Ses attentes et comportements constituent des révélateurs d'une transformation beaucoup plus profonde: celle du management lui-même.

## Une génération qui révèle un nouveau contrat entre le salarié et l'entreprise

Chaque génération est façonnée par son époque. Les baby-boomers ont construit leur carrière dans une période de forte croissance économique, où la stabilité de l'emploi représentait une valeur essentielle. La génération X a connu les premières grandes restructurations et la mondialisation. Les *millennials* (1981-1995) ont accompagné la révolution numérique et l'apparition de nouvelles formes de travail. La génération Z, quant à elle, entre dans l'entreprise dans un monde où l'incertitude est devenue permanente.

Depuis leur enfance, ces jeunes vivent dans un environnement où l'information circule instantanément, où les technologies se renouvellent sans cesse et où les crises se succèdent à un rythme inédit. Ils ont vu des entreprises disparaître en quelques mois, des métiers se transformer sous l'effet du numérique, des organisations basculer massivement vers le télétravail pendant la pandémie puis intégrer, en quelques années seulement, les outils d'intelligence artificielle générative. Dans un tel contexte, il serait surprenant que leur rapport au travail soit identique à celui de leurs aînés.

Contrairement à certaines idées reçues, la génération Z ne rejette ni le travail, ni l'entreprise. Les jeunes investissent massivement dans leurs études, développent rapidement de nouvelles compétences et témoignent d'une incontestable envie de réussir. En revanche, ils ne considèrent plus que la réussite professionnelle doive nécessairement s'obtenir au prix d'un déséquilibre durable entre vie professionnelle et vie personnelle, d'une perte de sens ou d'une dégradation de leur santé.

Cette évolution traduit moins une rupture générationnelle qu'une transformation du contrat psychologique entre le salarié et son employeur. Pendant plusieurs décennies, ce contrat reposait sur un échange relativement stable : l'entreprise offrait un emploi durable, une progression de carrière et une sécurité ; le collaborateur apportait en retour son engagement et sa fidélité. Cette logique correspondait à un environnement où les organisations évoluaient lentement et où les trajectoires professionnelles étaient largement prévisibles. Ce modèle s'effrite aujourd'hui. Les entreprises

elles-mêmes ne peuvent plus promettre les mêmes garanties. Les réorganisations se multiplient, les compétences deviennent rapidement obsolètes et les parcours professionnels sont de plus en plus diversifiés.

La génération Z ne remet donc pas en cause ce contrat ; elle le redéfinit. Elle attend moins une sécurité à vie qu'une employabilité durable. Elle recherche moins une carrière linéaire que des possibilités d'apprendre, d'expérimenter et d'évoluer. L'engagement ne repose plus principalement sur la promesse d'un avenir lointain ; il se construit dans la qualité de l'expérience. Cette évolution modifie profondément les leviers de fidélisation. Pendant longtemps, les entreprises misaient principalement sur la rémunération, le statut ou les perspectives de carrière. Désormais, l'ambiance de travail, la qualité du management, les possibilités de développement, la reconnaissance et le sentiment d'appartenance deviennent des facteurs déterminants. La fidélité ne disparaît pas ; elle change de nature. Elle devient moins contractuelle que relationnelle, moins subie que choisie. Et c'est précisément cette évolution qui oblige aujourd'hui les entreprises à repenser leurs pratiques managériales.

Ces évolutions peuvent être résumées à travers les principaux changements qui caractérisent le passage du contrat psychologique d'hier à celui qui se dessine aujourd'hui. La figure 1 en propose une synthèse, en mettant en regard les principaux déplacements des attentes et des modes de fonctionnement qui structurent désormais la relation entre les collaborateurs et leur employeur.

**Figure 1. Du contrat d'hier au contrat d'aujourd'hui**

| Hier                    | Aujourd'hui                  |
|-------------------------|------------------------------|
| Sécurité de l'emploi    | Employabilité                |
| Carrière linéaire       | Développement continu        |
| Fidélité à l'entreprise | Engagement dans l'expérience |
| Autorité hiérarchique   | Légitimité du manager        |
| Contrôle                | Confiance                    |
| Présence physique       | Proximité relationnelle      |
| Ancienneté              | Apprentissage permanent      |

## Le manager : du contrôle des tâches au développement des capacités

Les attentes exprimées par la génération Z conduisent parfois à une lecture caricaturale du management. Certains y voient la fin de l'autorité, d'autres une remise en cause de l'effort ou encore une recherche permanente de confort. Cette interprétation est trompeuse. Ce que les jeunes mettent en question n'est pas l'existence du management ; c'est sa finalité.

Pendant longtemps, la mission première du manager consistait à organiser le travail. Il planifiait les activités, répartissait les tâches, contrôlait leur exécution et veillait au respect des procédures. Dans un environnement relativement stable, cette logique avait toute sa pertinence. Les organisations recherchaient avant tout la fiabilité, la standardisation et la maîtrise des processus.

Les entreprises évoluent désormais dans un contexte radicalement différent. Les cycles d'innovation sont plus courts, les compétences deviennent rapidement obsolètes, les projets sont transversaux et les collaborateurs disposent parfois d'une expertise plus pointue que leur responsable sur certains sujets. La valeur ne réside plus uniquement dans l'application de procédures connues, mais dans la capacité à apprendre, à coopérer et à résoudre des situations inédites. Cette évolution transforme profondément le rôle du manager. Son objectif n'est plus seulement d'atteindre des résultats à court terme, mais de développer les capacités individuelles et collectives qui permettront à son équipe de produire durablement de la performance.

Le management évolue ainsi progressivement d'une logique de conformité vers une logique de développement des capacités. Il ne s'agit plus uniquement de s'assurer que chacun respecte les règles et les processus, mais de créer un environnement propice à l'apprentissage, au partage des connaissances, à l'expérimentation et à l'innovation. Le manager devient alors un facilitateur du développement des compétences et de l'intelligence collective, en accompagnant ses collaborateurs dans leur progression plutôt qu'en contrôlant uniquement l'exécution de leurs tâches.

Cette évolution est particulièrement visible chez les jeunes employés de la génération Z, dont les attentes rendent plus explicites des transformations qui concernent désormais l'ensemble du monde du travail. Ces salariés ne demandent pas un allègement des exigences ; ils souhaitent comprendre ce que leur travail leur permet d'apprendre, comment il contribue à leur développement professionnel et en quoi il participe à un projet collectif porteur de sens.

Dans ce contexte, l'autorité du manager ne disparaît pas ; elle se transforme. Elle ne repose plus uniquement sur la position hiérarchique ou l'expertise technique, mais de plus en plus sur la capacité à accompagner le développement des compétences, à créer les conditions de l'apprentissage et à faire progresser les collaborateurs. Les organisations qui réussiront à s'adapter à ces mutations seront vraisemblablement celles qui considéreront le développement des compétences comme une responsabilité quotidienne du management, et non comme une mission relevant exclusivement de la fonction ressources humaines. En faisant de l'apprentissage continu un levier de management, elles renforceront à la fois l'engagement des collaborateurs, leur capacité d'adaptation et leur performance collective.

## Le feedback : un outil d'apprentissage plus que de reconnaissance

Parmi les attentes fréquemment associées à la génération Z, la demande de *feedback* revient presque systématiquement. Nombre de managers ont le sentiment que ces jeunes ont besoin d'être rassurés en permanence ou qu'ils attendent une validation constante de leur travail. Cette interprétation est pourtant réductrice.

Ayant grandi dans un environnement numérique où chaque action s'accompagne d'un retour quasi immédiat – une notification, un commentaire, une évaluation ou une réaction –, ils ont développé un rapport différent au *feedback*. Celui-ci est moins perçu comme une marque de reconnaissance que comme une information permettant d'ajuster rapidement ses pratiques et de progresser.

Le *feedback* s'inscrit ainsi dans une logique d'apprentissage continu. Dans des organisations où les projets s'enchaînent et où les compétences évoluent rapidement, attendre l'entretien annuel pour faire le point apparaît de moins en moins pertinent. Les collaborateurs, et pas seulement les plus jeunes, attendent des échanges réguliers, concrets et directement liés à leur activité.

Les recherches en management montrent d'ailleurs que les équipes progressent davantage lorsque les retours sont fréquents, précis et orientés vers le développement plutôt que vers le jugement. Le *feedback* facilite les ajustements, renforce la coopération et soutient la performance collective.

Dans cette perspective, le rôle du manager évolue. Il ne se limite plus à évaluer les résultats ; il accompagne les apprentissages, aide ses collaborateurs à progresser et favorise leur autonomie. Le *feedback* devient ainsi un véritable levier de développement des personnes et des équipes.

## Faire de la confiance le premier levier de performance

La confiance est devenue l'un des fondements du management contemporain. Cette évolution apparaît avec une acuité particulière chez les collaborateurs de la génération Z, dont les attentes révèlent une transformation plus profonde des relations de travail.

Pendant longtemps, la présence physique constituait un indicateur de l'engagement. Être au bureau, participer aux réunions et respecter des horaires communs étaient autant de signes d'implication. L'essor du travail hybride a profondément remis en cause cette logique. Les organisations ont progressivement constaté que la performance dépend moins de la proximité géographique que de la qualité des relations de travail.

Le sentiment de proximité ne repose ainsi plus principalement sur la présence physique. Il se construit à travers la réactivité des échanges, la qualité de la communication, le soutien perçu, la confiance, les valeurs partagées et le sentiment d'appartenance.

Cette évolution est particulièrement marquée dans la génération Z. Ayant grandi dans un environnement où les interactions numériques et présentes coexistent naturellement, ces jeunes collaborateurs associent davantage la proximité à la qualité de la relation qu'au lieu de travail. Un manager est perçu comme proche lorsqu'il est accessible, à l'écoute, disponible, transparent dans ses décisions et capable d'entretenir des échanges réguliers, quel que soit l'endroit où chacun travaille. À l'inverse, une présence quotidienne ne suffit pas à créer cette proximité si les échanges restent limités ou essentiellement descendants.

Cette proximité relationnelle nourrit directement la confiance, qui apparaît aujourd'hui comme l'un des

principaux moteurs de l'engagement, de la coopération et de l'autonomie. Lorsqu'elle est présente, les collaborateurs prennent davantage d'initiatives, partagent plus facilement leurs difficultés, apprennent de leurs erreurs et contribuent plus activement au collectif.

Le véritable enjeu n'est donc plus de contrôler la présence, mais de créer les conditions d'une relation de confiance. Pour la génération Z, comme pour l'ensemble des salariés, cette confiance devient moins une conséquence de la performance qu'une condition de sa réussite.

## Conclusion

La génération Z n'est pas le problème que les entreprises doivent résoudre. Elle agit comme un révélateur. Ces jeunes, exprimant plus ouvertement leurs attentes, mettent en lumière les limites de pratiques managériales qui peinent à répondre aux transformations du travail.

Derrière les débats sur cette génération se joue en réalité une question beaucoup plus large : comment créer des organisations capables de faire grandir les personnes autant que la performance ? Car, dans un environnement marqué par l'incertitude, l'intelligence collective, l'apprentissage continu, la confiance et la qualité des relations deviennent des ressources aussi stratégiques que les compétences techniques.

La question n'est donc peut-être plus : « Comment manager la génération Z ? », mais plutôt : « Quel management permettra à des générations différentes de travailler, d'apprendre et de progresser ensemble ? » La génération Z ne demande pas un management différent. Elle anticipe le management dont toutes les générations auront besoin demain. ●

# Un nouvel âge de l'engagement?

## Jeunesses, participation et inégalités

Moins présente dans les urnes et les organisations traditionnelles, la jeunesse investit d'autres formes de participation, plus ponctuelles, plus directes, parfois plus radicales. Cette recomposition ne doit pas masquer la permanence d'inégalités sociales et territoriales. Toutes les jeunesses ne disposent pas des mêmes ressources pour faire entendre leur voix.

**A** chaque échéance électorale ou presque, le même constat revient : les jeunes voteraient moins, adhèreraient moins aux partis et aux syndicats et se détourneraient plus largement de la politique. Leur abstention alimente régulièrement le diagnostic d'une jeunesse désengagée, individualiste ou indifférente aux affaires de la cité. Pourtant, il suffit de déplacer le regard pour rencontrer une tout autre jeunesse. En 2019, lycéens et étudiants participent aux grèves scolaires et aux marches pour le climat, organisées notamment par *Youth for Climate*<sup>1</sup> ; certains passent ensuite de la manifestation aux blocages, occupations et actions de désobéissance civile. Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023, lycées et universités sont également bloqués. Dans d'autres registres, des jeunes donnent du temps à des associations, signent des pétitions ou utilisent les réseaux sociaux pour défendre une cause. Début 2025, 40 % des 15-30 ans déclaraient ainsi avoir signé une pétition ou défendu une cause en ligne au cours des douze mois précédents<sup>2</sup>.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Il tient en grande partie à ce que nous appelons « engagement » et aux pratiques retenues pour le mesurer. Le vote et l'adhésion à une organisation politique ont longtemps constitué les principaux étalons de la participation citoyenne. Or, les nouvelles générations investissent

un répertoire d'actions plus diversifié et entretiennent avec les institutions un rapport différent de celui de leurs aînés. Plus qu'à un effacement, nous assistons donc à une recomposition des formes de l'engagement. Mais celle-ci ne concerne pas uniformément « la jeunesse ». Derrière les moyennes par âges apparaissent de fortes inégalités selon le diplôme, la position sociale, l'insertion professionnelle, le genre, le territoire ou les expériences de socialisation. Comme l'avait montré Daniel Gaxie dès la fin des années 1970 avec la notion de « cens caché »<sup>3</sup>, dans une analyse qui conserve toute son actualité, les ressources et le sentiment de compétence politique restent très inégalement distribués. L'enjeu est donc de penser ensemble transformation des répertoires et inégalités d'accès à la participation.

### Que signifie encore « s'engager » ?

Une première difficulté tient au mot lui-même. La notion d'engagement peut désigner une mobilisation ponctuelle comme un investissement durable en faveur d'une cause. Elle mêle aussi deux significations : « s'engager à », qui renvoie à la promesse, au contrat ou à l'obligation, et « s'engager pour », qui insiste davantage sur le libre choix en faveur d'une cause ou d'un collectif<sup>4</sup>. Cette polysémie invite à ne pas définir *a priori* ce qui relève ou non de l'engage-

1. *Youth for Climate* est un mouvement international de jeunes mobilisés pour la justice climatique, notamment à travers des grèves scolaires, des manifestations et des actions de sensibilisation.

2. Voir Charlotte Millot, Jörg Müller, Sarah Nedjar Calvet, « État d'esprit et engagement des jeunes en 2025. Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse », INJEP, Notes & rapports, 2025. <https://injep.fr/publication/etat-desprit-et-engagement-des-jeunes-en-2025/>.

3. Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

4. Voir Laurent Lardeux, « L'engagement des jeunes : définitions et usages », Fiche repère n° 2024/09, Paris, INJEP, 2024. [https://injep.fr/wp-content/uploads/2024/12/FR-2024-09\\_Engagement.pdf](https://injep.fr/wp-content/uploads/2024/12/FR-2024-09_Engagement.pdf).

ment, mais à considérer la diversité des pratiques et des significations que les individus lui attribuent.

Or, tout dépend des pratiques incluses dans la catégorie. Vote, adhésion partisane ou syndicale, bénévolat, manifestation, pétition, boycott, mobilisation numérique ou désobéissance civile ne bénéficient pas de la même reconnaissance. La démocratie représentative a historiquement conféré au vote une légitimité particulière, tandis que les pratiques protestataires ont longtemps été considérées comme périphériques, voire concurrentes, de l'expression électorale. La distinction entre participation « conventionnelle » et « non conventionnelle » ne fait donc pas que classer les pratiques : elle contribue aussi à les hiérarchiser. Cette hiérarchie façonne le diagnostic porté sur la jeunesse. Lorsque le vote devient le principal baromètre de l'engagement, l'abstention donne à voir une jeunesse qui se retirerait de la vie collective. Élargir le répertoire des pratiques observées conduit à un diagnostic sensiblement différent.

### Le recul du vote ne signifie pas la disparition de la participation citoyenne

Il serait toutefois erroné de minimiser les fortes inégalités de participation électorale selon l'âge. En 2022, 67 % des électeurs de 18 à 29 ans ont voté au premier tour de l'élection présidentielle, contre 77 % des 65 ans ou plus<sup>5</sup>. Lors du second tour des élections législatives, seuls 28 % des moins de 30 ans ont voté, contre 59 % des 65 ans ou plus. Ces écarts prennent d'autant plus de poids qu'ils s'inscrivent dans une transformation démographique du corps électoral : sous l'effet du vieillissement de la population, les électeurs les plus âgés y occupent une place croissante. Leur influence est ainsi renforcée par un double effet, démographique et participatif : plus nombreux, ils votent également davantage. À l'inverse, le moindre poids démographique des jeunes, combiné à leur abstention plus fréquente, réduit leur poids dans la décision électorale.

Mais la participation électorale ne se résume pas à une opposition entre votants et abstentionnistes. Le développement du vote intermittent est devenu une caractéristique du rapport contemporain aux élections : la participation varie selon le scrutin, les enjeux, l'offre politique ou l'intensité de la campagne. Le vote tend ainsi à perdre une partie de sa dimension de devoir civique systématique pour devenir un droit dont l'usage est plus conditionnel. Surtout, une moindre fréquentation des urnes peut coexister avec d'autres investissements politiques. La distance avec les institutions ne saurait donc être automatiquement assimilée à une indifférence à la politique.

Cette évolution renvoie à une transformation plus générale du rapport aux institutions. Les nouvelles générations semblent moins disposées à accorder aux partis ou aux représentants une confiance de principe. Le passage de citoyens « déférents » à des citoyens

« critiques<sup>6</sup> » permet d'en rendre compte : le scepticisme institutionnel peut exprimer une exigence démocratique plutôt qu'un désintérêt pour la démocratie.

Ce déplacement s'accompagne d'aspirations à des formes plus directes et horizontales de participation. Les jeunes ne veulent pas nécessairement moins participer. Ils acceptent moins spontanément de déléguer à d'autres le pouvoir de décider. Dans les mouvements climat étudiés à l'INJEP, cette aspiration se retrouve dans le fonctionnement même des collectifs : aux organisations verticales sont préférées des structures plus souples et décentralisées, accordant une large place à la prise de parole individuelle.

### S'engager sans s'attacher ?

Cette évolution a notamment été saisie à travers la distinction proposée par le sociologue Jacques Ion entre l'engagement « timbre », durable et adossé à une appartenance collective, et l'engagement « Post-it », plus ponctuel, réversible et distancié<sup>7</sup>. Cette grille de lecture, largement reprise dans la littérature académique, a durablement structuré l'analyse des transformations de l'engagement. La métaphore est éclairante, à condition de ne pas y voir deux modèles exclusifs d'engagement. La réversibilité de l'engagement ne préjuge pas de son intensité, tandis que le pragmatisme qui caractérise certaines formes de mobilisation peut s'articuler à des convictions idéologiques fortes. Participer à une occupation, à une ZAD ou à une action de désobéissance civile peut en effet exiger un investissement personnel élevé. Les recherches menées auprès de jeunes activistes du mouvement climat montrent davantage des trajectoires progressives que des basculements soudains vers la radicalité.

La transformation tient donc moins à la disparition de l'engagement durable qu'à la diversification des manières d'entrer dans les collectifs, d'y circuler et d'en sortir. Les appartenances deviennent, de la sorte, moins exclusives, les causes peuvent se croiser et les nouvelles générations entendent conserver davantage d'autonomie vis-à-vis des organisations. Les réseaux sociaux accompagnent cette évolution sans en être la cause unique. Ils facilitent la circulation des informations et des appels à mobilisation et mettent les futurs activistes en relation avec des collectifs, prolongeant des sociabilités amicales, familiales ou scolaires, qui restent essentielles pour l'entrée dans l'engagement.

### Une « génération engagée » face aux « boomeurs » ?

Reste une question : ces transformations sont-elles véritablement propres à la jeunesse ? Le débat public tend volontiers à opposer les générations. L'expression « génération climat » dessine ainsi l'image d'une jeunesse progressiste, écologiste et protestataire face

5. Voir « Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser », INSEE Première, n° 1929, 2022. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6658143>.

6. Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF, 2017.

7. Jacques Ion, *La Fin des militants ?* Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

à des « boomeurs » plus conservateurs et beaucoup plus fidèles aux urnes.

Cette lecture rappelle utilement que les individus nés à des périodes différentes n'ont pas été socialisés dans les mêmes contextes. Grandir avec le changement climatique, les crises économiques, la pandémie, l'instabilité internationale et la précarisation des débuts de carrière ne produit pas exactement le même rapport au monde que grandir durant les décennies de forte croissance de l'après-guerre. Comme l'avait souligné Karl Mannheim, l'appartenance générationnelle tient aussi à l'exposition, à des âges proches, à des expériences historiques communes<sup>8</sup>. Mais une proximité d'âge ne suffit pas à produire des valeurs, des intérêts et des comportements identiques. Derrière les oppositions générationnelles se trouvent aussi des conditions et des expériences de socialisation différentes.

Les enquêtes menées sur le temps long conduisent d'ailleurs à relativiser l'idée d'une exception juvénile. Les données de l'Enquête européenne sur les valeurs montrent que les jeunes se distinguent assez peu des autres générations d'âge actif sur plusieurs dimensions de la participation. La génération la plus atypique est plutôt celle des plus de 65 ans : elle continue à voter massivement, demeure davantage attachée aux formes traditionnelles de participation et recourt moins aux modalités protestataires.

Le changement est donc moins celui d'une jeunesse ayant brutalement rompu avec ses aînés que celui d'un renouvellement progressif de la culture politique. Il faut ici distinguer effet d'âge et effet de génération. Une participation plus protestataire, plus éruptive ou plus radicale peut être liée au temps de la jeunesse et s'atténuer avec l'avancée en âge. En revanche, certaines transformations du rapport au vote, aux institutions ou aux appartenances politiques relèvent davantage d'un effet de génération : acquises au cours de la socialisation, elles perdurent à mesure que les individus vieillissent.

## Une génération, des jeunesse

La lecture générationnelle ne doit toutefois pas conduire à une nouvelle simplification. Les écarts au sein même de la jeunesse sont parfois plus importants que ceux qui séparent les générations. Le vote en offre une illustration nette. En 2022, parmi les 18-29 ans hors étudiants, 50 % des jeunes sans diplôme n'ont participé à aucun tour des élections présidentielles et législatives, contre 17 % des diplômés du supérieur. L'écart atteint 33 points, contre 21 en 2002.

Le diplôme constitue ici moins une explication en soi que l'indicateur d'une distribution inégale de ressources économiques et culturelles, de stabilité professionnelle, de familiarité avec les institutions et de sentiment de compétence politique. Les étudiants et les jeunes en emploi participent davantage aux

élections que les jeunes au chômage ou inactifs. Ces mécanismes opèrent également dans les formes institutionnalisées de participation. Les recherches sur les jeunes élus municipaux montrent ainsi combien l'accès précoce au mandat politique est socialement sélectif : pour compenser leur moindre expérience, les jeunes élus doivent souvent disposer d'importantes ressources scolaires, professionnelles et politiques<sup>9</sup>.

Être jeune ne neutralise donc nullement les mécanismes ordinaires de sélection sociale du politique. Les formes alternatives de participation ne leur échappent pas davantage. Disposer de temps pour un collectif, pouvoir se déplacer pour manifester, posséder les réseaux permettant d'entrer dans un mouvement, maîtriser les codes de la prise de parole publique ou supporter les coûts d'une action protestataire supposent des ressources inégalement distribuées.

À ces inégalités sociales s'ajoutent des inégalités territoriales. Offre associative et militante, présence d'établissements d'enseignement supérieur, transports, espaces de réunion ou proximité des lieux de décision diffèrent fortement entre métropoles, banlieues, petites villes et espaces ruraux. Les possibilités concrètes d'engagement dépendent ainsi non seulement des dispositions individuelles, mais aussi des contextes dans lesquels celles-ci peuvent (ou non) trouver à s'actualiser.

## Transformer le regard sur l'engagement

Les jeunes ne sont donc ni naturellement plus engagés que leurs aînés ni massivement retirés de la vie collective. Leurs pratiques donnent plutôt à voir une transformation plus générale de la citoyenneté : recul des affiliations durables, vote plus intermittent, défiance institutionnelle, volonté d'autonomie et développement de formes plus horizontales de mobilisation. Les pratiques traditionnelles ne disparaissent pas pour autant : vote, bénévolat, syndicalisme, manifestation et mobilisation numérique peuvent coexister chez un même individu. Les frontières entre participation conventionnelle et protestataire deviennent plus poreuses, et les trajectoires d'engagement, moins linéaires.

La question essentielle est alors moins celle du supposé désengagement d'une génération que celle des conditions sociales de la participation. Les ressources permettant de faire entendre sa voix restent très inégalement distribuées : tous les jeunes n'ont ni les mêmes possibilités d'accès à l'espace politique, ni les mêmes ressources pour y agir, ni les mêmes chances d'y être entendus. Le défi n'est donc probablement pas de « réengager les jeunes », mais de permettre à toutes les jeunesse de disposer des moyens de s'engager et de peser sur les décisions collectives. À condition, pour commencer, d'accepter que leur citoyenneté ne ressemble pas nécessairement à celle des générations qui les ont précédées. ●

8. Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Paris, Armand Colin, 2011 (1928).

9. Isabelle Lacroix et Laurent Lardeux, *Jeunes et déjà maires. Le prix de l'engagement dans la politique municipale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2022.

Régis Bigot

Directeur général du CREDOC

# Les jeunes et l'avenir : quelles représentations ?

Les portraits d'une jeunesse repliée sur elle-même et sur ses écrans ne sont pas flatteurs. Ils laissent présager un avenir difficile. Le tableau est en réalité plus nuancé. La sphère du travail reste considérée comme un sésame précieux vers l'âge adulte. Concernant l'environnement, les jeunes se montrent plus disposés que leurs aînés à fournir personnellement des efforts pour protéger la planète. Et leur recours massif aux intelligences artificielles traduit moins un désintérêt pour autrui qu'une certaine fragilité psychique à cet âge charnière.

« **É** coanxiété, quand le réchauffement climatique impacte la santé mentale des jeunes » (France Info), « Emploi: pourquoi de plus en plus de jeunes quittent leur CDI en début de carrière ? » (TF1), « La génération Z redessine les standards au travail » (France 2). Les médias français s'intéressent souvent à la jeunesse, partagés entre inquiétude et perplexité. On le comprend: par nature, les valeurs et les aspirations des jeunes soulèvent des questions notables pour l'avenir, questions qui intéressent les plus âgés en particulier. Chaque nouvelle génération contribue en effet à renouveler les modes de vie et les aspirations des générations précédentes. Les jeunes d'aujourd'hui étant les adultes de demain, il est intéressant d'étudier la manière dont ils voient le monde à venir et ce que sont leurs ambitions dans un univers qu'ils contribueront à transformer eux-mêmes. Nous avons, pour cela, analysé les résultats récents de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC, qui permet de comparer les moins de 30 ans à leurs aînés dans une perspective longitudinale<sup>1</sup>.

## Quelle place pour le travail ?

En premier lieu, nous confirmons plusieurs constats de l'enquête réalisée par Elabe pour le Cercle des économistes en janvier 2026, qui montre que le rapport au travail des jeunes est plus complexe qu'il n'y paraît<sup>2</sup>. Par exemple, on n'observe pas ce fameux désinvestissement qui serait propre à la génération Z. En réalité, les jeunes sont surtout confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle, un taux de chômage élevé, des contrats plus précaires et des rémunérations relativement faibles qui les mettent

sous pression financière. De fait, 61 % des jeunes qui bouclent difficilement leurs fins de mois voient l'entrée sur le marché du travail comme une étape angoissante, tandis que 83 % sont convaincus que le travail est le seul moyen d'acquiescer son indépendance. L'enquête du CREDOC confirme et précise ces résultats: les moins de 30 ans considèrent davantage que leurs aînés que le travail est un domaine très important de leur vie (47 % des moins de 30 ans attribuent des notes maximales au travail, contre seulement 34 % des 30 ans et plus) et ils accordent moins d'importance au temps libre et aux moments de détente que ne le font les plus âgés. Obtenir un emploi est, pour eux, un enjeu existentiel: ils savent très bien qu'ils ne pourront véritablement entrer dans la vie adulte que par cette étroite porte d'entrée. Corrélativement, ils sont beaucoup plus inquiets de perdre leur emploi et se préoccupent davantage des évolutions du marché de l'emploi en France. Ils sont également plus attentifs aux conflits sociaux qui émaillent l'actualité et se montrent plus indulgents vis-à-vis des tensions qui peuvent apparaître: 61 % d'entre eux comprennent ainsi que, pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement ou faire triompher une cause qui tient à cœur, on puisse en venir à occuper ou bloquer des lieux (des usines, des routes, des places publiques). Ils restent néanmoins minoritaires à cautionner que cela puisse aller jusqu'à la dégradation de biens publics (16 %) ou la violence physique (19 %).

Les jeunes se révèlent par ailleurs plus solidaires que leurs aînés vis-à-vis des publics en difficulté: ils pensent moins souvent que le RSA incite les bénéficiaires à s'en contenter plutôt qu'à chercher du travail (53 %, contre

1. <https://www.credoc.fr/>.

2. Voir le dossier publié sous le titre « Non-assistance à jeunesse en danger », <https://lecercledeeseconomistes.fr/formats/publications/etude-jeunes-2026/>.

63 %). Ils estiment plus fréquemment que les personnes en situation de pauvreté n'ont pas eu de chance plutôt qu'elles ne feraient pas assez d'efforts pour s'en sortir (63 %, contre 55 %) et moins fréquemment qu'il serait plus avantageux de bénéficier des minima sociaux que de travailler (64 %, contre 77 %). Une lecture attentive de ces chiffres indique néanmoins que, dans leur majorité, les jeunes partagent des valeurs liées à la responsabilité individuelle: ils n'attendent pas des pouvoirs publics une dispense de travail et ils défendent le principe de protection sociale à condition que chacun fournisse des efforts.

## Environnement: prendre les choses en main

Les jeunes prennent l'environnement bien plus au sérieux que leurs aînés. Ils sont davantage préoccupés par la dégradation de notre planète et plus souvent disposés à faire des sacrifices personnels pour améliorer la situation. Par exemple, ils sont bien plus favorables à une fiscalité « verte » qui serait spécifiquement affectée à la lutte contre le changement climatique ou, plus généralement, à des taxes permettant une meilleure protection l'environnement. Ils estiment d'ailleurs que la réduction de l'impact humain sur la planète devrait être une priorité du gouvernement, bien avant d'autres sujets, tels que l'aide aux entreprises, la flexibilité du marché du travail, la nationalisation ou la privatisation des entreprises ou les questions internationales. Un chiffre traduit bien ce sentiment d'urgence: 80 % des jeunes estiment que l'on devrait, pour lutter contre le réchauffement climatique, mobiliser autant de moyens qu'on en a déployés pour lutter contre la pandémie de COVID.

Autre point majeur de différenciation par rapport aux plus âgés: on constate, à partir de 2017 – à peu près au moment où Greta Thunberg a émergé sur la scène politique internationale –, une hausse sensible de l'engagement politique en faveur de l'environnement. Le taux d'adhésion des jeunes à des associations écologiques est ainsi passé de 2 %-3 % au début des années 2010 à 10 %-12 % aujourd'hui. On pourrait considérer que ces chiffres sont faibles, mais on conviendra que la dynamique est significative.

C'est aussi dans le rapport à la société de consommation que les choses pourraient changer à l'avenir: lorsqu'on leur demande quelles seraient les meilleures options pour lutter contre le réchauffement climatique, 42 % des jeunes classent au premier rang la modification de leurs propres comportements en vue d'aller vers une économie plus sobre, cette option n'étant retenue que par 34 % de leurs aînés. Ils évoquent, bien sûr, le recours aux énergies renouvelables, comptent aussi sur le progrès technique, ne rejettent pas le nucléaire. Mais, pour eux, les choses ne changeront vraiment

que si chacun, individuellement, consent à limiter sa consommation. D'ailleurs, des changements sont déjà en cours: année après année, les jeunes sont de moins en moins nombreux à s'équiper en automobile, chaque nouvelle génération recourt davantage aux transports en commun, préfère le train à l'avion pour les longues distances et se déplace plus souvent à pied, à vélo ou en covoiturage. Et il ne s'agit pas ici d'un seul effet d'âge. L'effet générationnel est très net, probablement durable.

On parle parfois d'écoanxiété chez les jeunes. C'est sans doute vrai chez certains. Mais on notera avec intérêt que 47 % des jeunes sont plutôt optimistes par rapport à leur avenir personnel face au dérèglement climatique, alors que la proportion n'est que 37 % chez les plus âgés. On peut le comprendre, étant donné qu'ils semblent plus mobilisés pour prendre les choses en main, davantage disposés à opérer des renoncements en matière de niveau de vie et tout simplement parce que cet avenir les concerne davantage.

## Quelle sociabilité à l'heure des IA ?

En trois années seulement, les intelligences artificielles ont fait irruption dans nos vies de manière spectaculaire, notamment dans le domaine des relations intimes. Les enquêtes du CREDOC indiquent que, en 2025, 35 % des moins de 30 ans déclaraient entretenir une relation amicale avec une IA, 33 % s'en servaient comme d'un soutien psychologique et 18 % entretenaient même une relation amoureuse. Au total, près d'un jeune sur deux utilisait une IA dans l'une ou l'autre de ces trois dimensions où l'intersubjectivité joue traditionnellement un rôle essentiel. Et environ 40 % d'entre eux déclarent que ces relations comptent vraiment pour eux.

Pour certains professionnels, ces comportements n'ont pas de sens, car l'amitié, l'amour et le soutien psychologique se nourrissent, par nature, des affects psychologiques interpersonnels. Échanger avec une machine soulève de nombreuses questions, surtout lorsque la pratique se développe aussi rapidement et avec une telle ampleur: qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans les relations humaines pour qu'autant de personnes préfèrent investir un lien avec un algorithme dépourvu, par construction, de sentiment ou d'émotion? Depuis Aristote, tout le monde semblait plutôt partager l'idée que les êtres humains sont des animaux sociaux: est-ce que ce sera toujours le cas avec les prochaines générations?

Les jeunes qui entretiennent une relation amicale avec une IA indiquent les motivations suivantes: elle est toujours disponible et elle répond rapidement (41 % des suffrages), on peut librement lui parler de sujets sensibles (34 %) et elle ne juge pas ni ne se moque (29 %). D'autres éléments jouent aussi, mais à

un moindre degré: 16 % mettent en avant le fait que cette relation ne génère pas de conflits et 13 % disent que l'IA, grâce à de nombreux échanges, finit par très bien nous connaître.

Première surprise: les personnes qui recourent à ces services développent par ailleurs une sociabilité et des pratiques culturelles plus riches qu'en moyenne. Toutes choses égales par ailleurs, elles fréquentent plus souvent des bibliothèques, font plus de sport, vont plus souvent au cinéma, au café, au restaurant, etc. Elles participent plus souvent à des associations (sportives, humanitaires, politiques, de protection de l'environnement, etc.), elles reçoivent plus souvent chez elles des amis ou des relations et voient leur famille tout aussi régulièrement que les jeunes n'utilisant pas les IA. Globalement, ces jeunes se sentent plus souvent libres de mener leur vie comme ils l'entendent et ils ont même plus souvent confiance en autrui. Une spécificité encore: leurs liens semblent un peu plus tournés vers l'extérieur du foyer, et ils accordent proportionnellement plus d'importance à leur environnement professionnel, à la cohésion sociale et à l'engagement politique.

Surtout, et ce résultat mérite une attention particulière, ces jeunes expriment plus souvent un certain mal-être; ils reconnaissent des difficultés dans leurs rapports aux autres. Les jeunes qui utilisent des IA à des fins « personnelles », par rapport aux autres, disent ainsi 2,5 fois plus souvent souffrir de dépression, ils se plaignent 2 fois plus souvent de mal dormir et admettent 1,8 fois plus souvent être anxieux. Ils reconnaissent plus souvent se sentir seuls (3 fois plus que les autres), s'ennuyer (2,8 fois plus) et signalent 4 fois plus souvent que les relations avec leurs proches sont source de tensions ou de conflits et que leurs discussions s'enveniment vite. On comprend mieux, dès lors, ce qu'ils recherchent dans les IA: la possibilité de parler de sujets sensibles dans un cadre sécurisant, dans lequel ils ne se sentiront pas jugés, car, de fait, les IA sont programmées pour ne jamais dégénérer en dispute ou en conflit ouvert.

Oui mais: les relations saines ne s'accompagnent-elles pas inévitablement – parfois – de tensions et de conflits? Les Grecs anciens encourageaient la *par-rêsia*, cette capacité à parler de manière franche et courageuse, notamment pour aider ses amis à sortir de l'erreur. Au risque de susciter la colère: Socrate finit par être condamné à mort à force de remettre en cause les certitudes de ses concitoyens. Comme le rappelle Pascal dans ses *Pensées*: « Dire la vérité est utile à celui à qui on la dit, mais désavantageux à ceux qui la disent parce qu'ils se font haïr. » La parole, en effet, peut blesser dans un cadre qui ne garantit pas la sécurité affective: tout le monde n'est pas en mesure de prendre soin de son interlocuteur ni, réciproquement, de supporter des propos déplacés. Le

rapport aux autres s'accompagne nécessairement de frottements, de heurts, de risques de blessures. Tout autant de désagréments que les IA nous épargnent.

Il est intéressant de noter que les jeunes qui recourent aux IA pour des relations amoureuses ou amicales ou pour un soutien psychologique sont également ceux pour qui la cohésion sociale est importante. Ce sont aussi des personnes qui sortent plus et qui se confrontent plus souvent aux autres. Ce faisant, elles s'exposent et s'épuisent peut-être parfois. Seules face à leur écran, elles retrouvent alors un espace sécurisé, au calme, avec le sentiment d'être « entendues », « comprises » et « accompagnées ». Sentiments qui, ici aussi, confinent au paradoxe, car les IA renvoient souvent le reflet de ce qu'on y projette, telle l'eau de la fontaine dans laquelle Narcisse se contemple, épris de sa propre beauté.

Le recours massif aux IA par la jeunesse – mais pas seulement, car ces pratiques se retrouvent en réalité dans de nombreuses tranches d'âge – amène donc à s'interroger en profondeur sur notre rapport à autrui, notre capacité à établir des relations permettant de vivre, de manière plus ou moins harmonieuse, ensemble. Il renvoie aussi aux ambivalences de la nature humaine, caractérisée par cette « insociable sociabilité » kantienne: nous recherchons le lien avec autrui, mais parfois celui-ci nous agace, nous gêne, et nous le fuyons.

Ces analyses soulignent surtout une fragilité psychique des jeunes, qui, à cet instant du cycle de leur vie, se trouvent en équilibre précaire dans plusieurs dimensions: une bascule entre les études et le travail, entre la maison familiale et un logement indépendant, entre le célibat et la mise en couple, au moment de devenir parent. Ces passages dans la vie adulte sont source de stress et de questionnements. Le recours massif aux IA pour des raisons intimes révèle, en creux, un manque de lien, d'écoute, de dialogue et de soutien psychique dans nos sociétés contemporaines. Il n'est pas certain que la meilleure réponse à ces difficultés soit de s'en remettre à des algorithmes.

Signe que rien n'est encore joué et que la situation va encore évoluer, on notera qu'entre janvier 2025 et janvier 2026, le recours aux IA pour ces relations intimes a reculé chez les jeunes: la fréquence est passée d'environ un jeune sur deux à seulement 24 % au début de cette année. Cette désaffection est-elle ponctuelle ou durable? Reflète-t-elle une prise de conscience des limites des IA dans le domaine affectif? Les conseils apportés par les IA ont-ils parfois été décevants, voire dommageables? Les prochaines enquêtes seront, de ce point de vue, très intéressantes à suivre. Il faudra aussi compter sur les évolutions d'algorithmes qui progressent à grande vitesse: ils corrigent très rapidement certaines de leurs lacunes. ●

# Jeunes hommes et jeunes femmes : un clivage idéologique croissant

Longtemps expliquées par l'origine sociale ou le niveau d'éducation, les préférences politiques des jeunes se construisent davantage en fonction du genre. Tandis que les jeunes femmes adoptent des positions plus progressistes – sur l'immigration, les minorités, l'égalité –, les jeunes hommes s'orientent vers des idées plus conservatrices.

L'écart croissant en matière de satisfaction de vie et de confiance envers autrui contribue à éclairer les origines de la divergence idéologique entre jeunes femmes et jeunes hommes. Alors que la satisfaction des jeunes femmes tend à diminuer, sous l'effet notamment d'une prise de conscience accrue des discriminations et des inégalités depuis #MeToo, la défiance envers autrui progresse chez les jeunes hommes, favorisant leur adhésion à des valeurs plus conservatrices.

Ce clivage à la fois générationnel et genré soulève un enjeu politique et social majeur : comment reconstruire le dialogue au sein d'une jeunesse dont les valeurs, les trajectoires idéologiques et les comportements électoraux apparaissent de plus en plus divergents ?

## Une fracture idéologique grandissante au sein des jeunes générations

Dans les démocraties occidentales, un clivage inédit semble émerger au sein des jeunes générations. Il est particulièrement visible en Corée du Sud : lors de l'élection présidentielle de 2022, près de 59 % des hommes de 20 à 29 ans ont voté pour le candidat conservateur Yoon Suk-yeol, contre seulement 34 % des femmes du même âge. À l'inverse, 58 % des jeunes femmes ont soutenu le candidat progressiste Lee Jae-myung, contre 36 % des jeunes hommes. En Allemagne, les dernières élections fédérales ont mis

en évidence une fracture comparable : les femmes de 18 à 24 ans ont massivement soutenu *Die Linke*, tandis que les hommes de la même tranche d'âge se sont davantage tournés vers l'AfD. Aux États-Unis, la présidentielle de 2024 a confirmé cette dynamique : les jeunes électrices ont apporté un soutien nettement plus marqué à Kamala Harris, tandis qu'une proportion plus importante de jeunes hommes se prononçait en faveur de Donald Trump. En France, les élections législatives de 2024 ont révélé un écart significatif : près d'une jeune femme sur deux a voté pour le Nouveau Front populaire, soit un niveau de soutien supérieur d'environ douze points à celui observé chez les jeunes hommes.

Mais cette divergence ne s'arrête pas aux urnes. Elle s'exprime aussi dans les attitudes face à des enjeux cruciaux, tels l'égalité des genres ou la place des minorités dans la société. Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE), dans son rapport de 2025, tire la sonnette d'alarme : en France, 94 % des jeunes femmes estiment qu'il est aujourd'hui plus difficile d'être une femme qu'un homme, contre 68 % des jeunes hommes – un écart de 26 points. Cette différence de perception tend à s'atténuer avec l'âge : elle chute à 14 points chez les 35-49 ans et tombe à seulement 6 points chez les plus de 65 ans.

Afin de mieux comprendre l'origine et l'ampleur de ce fossé, Yann Algan et moi-même avons analysé la dernière vague (2023) de l'*European Social Survey* (ESS)

et retracé l'évolution des attitudes des jeunes sur plus de vingt ans, entre 2002 et 2022. Notre étude porte sur plusieurs thématiques: l'immigration, l'homosexualité, la satisfaction à l'égard de la démocratie ou encore le rapport au bonheur<sup>1</sup>.

### Le positionnement politique des jeunes femmes et des jeunes hommes en France au cours des vingt dernières années

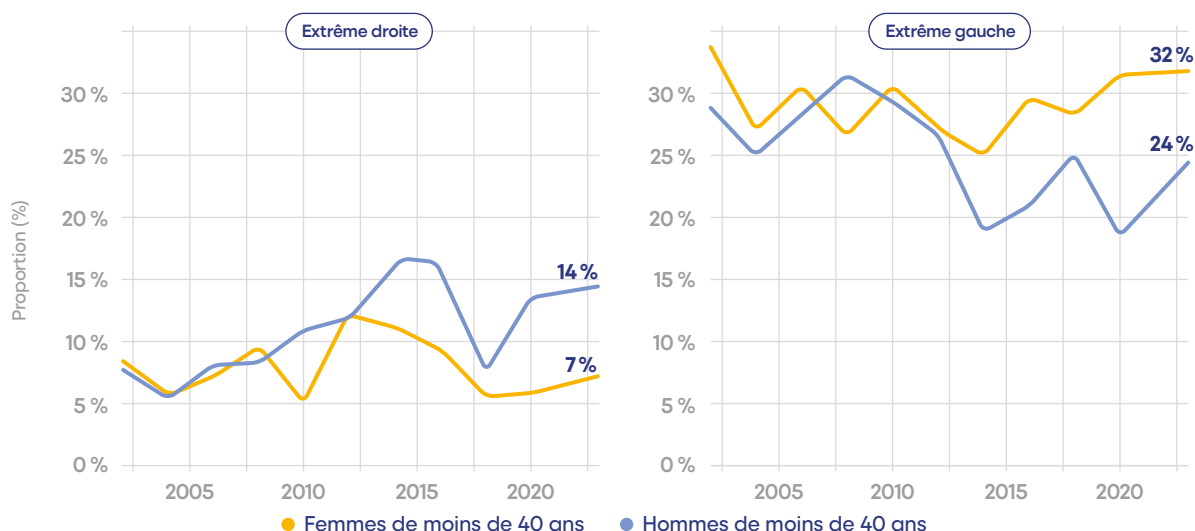
Les données de l'ESS révèlent un glissement politique global vers la droite en France entre 2002 et 2023. Cependant, derrière cette évolution d'ensemble se dessine une transformation plus profonde, marquée par des fractures générationnelles et de genre.

Ce basculement est principalement porté par deux groupes: les personnes âgées de 40 à 54 ans en 2023, qui ont évolué vers des positions plus conservatrices, et les hommes de moins de 40 ans, nettement plus ancrés à droite que leurs homologues de

la génération précédente. Les jeunes femmes, elles, évoluent dans la direction opposée. Un contraste saisissant apparaît ainsi au sein des jeunes générations, en particulier à partir des années 2010: tandis que les jeunes hommes sont devenus plus conservateurs, les jeunes femmes ont légèrement glissé vers la gauche. En vingt ans, l'écart entre hommes et femmes de moins de 40 ans s'est considérablement creusé.

Cette polarisation se confirme aux extrêmes. Chez les jeunes hommes, la proportion s'identifiant à la gauche radicale est passée de 29 % en 2002 à 24 % en 2023 (- 5 points), tandis que leur adhésion à la droite radicale atteignait 14 % en 2023 (+ 7 points). Chez les jeunes femmes, la dynamique est bien différente: leur identification à la gauche radicale reste élevée, à 32 % en 2023, avec même une hausse notable sur la période 2010-2023. Leur adhésion à la droite radicale demeure marginale et stable, à seulement 7 %.

**Figure 1. Évolution du positionnement à l'extrême gauche et à l'extrême droite en France entre 2002 et 2023 parmi les moins de 40 ans**



Source: ESS 2022-2023, France. Proportion pondérée des répondants s'autopositionnant aux extrêmes politiques.

### Immigration et homosexualité : des sujets polarisants

Sur l'immigration, au cours des vingt-trois dernières années, l'apport culturel des immigrés en France est perçu plus positivement. À la question: « Pensez-vous que la vie culturelle du pays est enrichie ou menacée par les immigrants? », la part des réponses

supérieures à 6 – indiquant une perception plus positive de l'immigration – est passée de 44 % en 2002 à 56 % en 2023.

Cette évolution peut sembler paradoxale au regard du discours politique et médiatique dominant, qui présente souvent l'immigration comme une menace – il est possible que la formulation généraliste de la ques-

1. Voir Yann Algan, Eugénie de Laubier, « Un fossé idéologique grandissant entre jeunes femmes et jeunes hommes en France », *Note de l'Observatoire du bien-être*, n° 7, CEPREMAP, 2025. <https://www.cepremap.fr/depot/2025/03/2025-07-Un-fosse-ideologique-grandissant.pdf>.

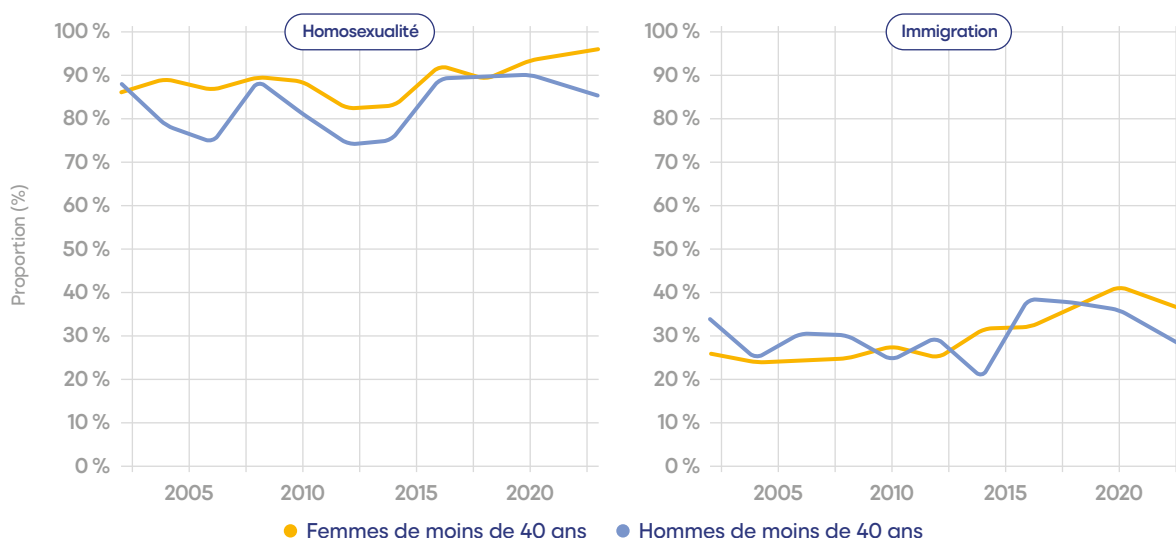
tion capte davantage une tolérance de principe que des attitudes politiques précises<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, ce sujet fait apparaître un net clivage de genre. Si la perception de l'immigration s'améliore d'une génération à l'autre, ce n'est pas le cas chez les jeunes hommes de moins de 40 ans, qui se montrent aujourd'hui plus réservés à son égard que leurs homologues de 2002 (- 7 points de pourcentage).

Sur l'homosexualité, depuis 2002, la tolérance a également globalement progressé en France. La part de la population approuvant l'affirmation : « Les homosexuels doivent être libres de vivre comme ils l'entendent » a augmenté dans toutes les tranches d'âge... à une exception près : les jeunes hommes de moins de 40 ans. Contrairement à la dynamique générale, leur soutien aux droits des personnes homosexuelles a reculé, passant de 89 % en 2002 à 85 % en 2023. Une enquête IPSOS de

2024 précise le tableau : 37 % des hommes de moins de 25 ans déclarent avoir une « mauvaise image des personnes LGBT+ », contre 13 % des femmes et 18 % de l'ensemble des sondés. Chez les hommes de 25 à 34 ans, ce chiffre atteint 30 %.

Ce revirement s'inscrit dans une tendance plus large : la montée du masculinisme en France. Les jeunes hommes expriment de plus en plus un sentiment de marginalisation et adhèrent davantage aux stéréotypes de genre. Les chiffres sont révélateurs. Selon le rapport du HCE du 22 janvier 2025, parmi les hommes de moins de 35 ans, 67 % estiment qu'un homme doit être sportif, 53 % considèrent qu'il doit savoir se battre, 46 % pensent qu'il ne doit pas montrer ses émotions. De même, selon l'édition 2024 de l'étude « Fractures françaises<sup>3</sup> », 29 % des hommes de moins de 23 ans estiment que l'égalité entre les sexes est allée trop loin.

**Figure 2. Évolution de la perception de l'immigration et de l'homosexualité en France entre 2002 et 2023 parmi les moins de 40 ans**



Source : ESS 2022-2023, France. Les homosexuels doivent être libres de vivre leur vie comme ils l'entendent. Tout à fait d'accord et d'accord. La vie culturelle du pays est enrichie par les personnes venant d'autres pays pour s'y installer, notation supérieure à 7 sur une échelle de 0 à 10. Proportion pondérée.

## Comprendre le fossé idéologique : le rôle de la solidarité, du bien-être et de la confiance sociale

Les divergences d'opinions entre jeunes femmes et jeunes hommes sur des sujets comme l'immigration ou l'homosexualité s'expliquent en grande partie par l'évolution contrastée de deux valeurs fondamentales :

l'ouverture à la différence et l'altruisme. En 2023, ces écarts se sont creusés de manière significative entre les genres. Les jeunes femmes accordent une importance croissante à la compréhension des personnes différentes d'elles, tout en manifestant un souci plus marqué pour le bien-être d'autrui. À l'inverse, les jeunes hommes semblent moins enclins à intégrer ces préoccupations dans leur vision du monde.

2. Voir sur cette question le débat entre Vincent Tiberj (*La droitisation française. Mythe et réalités*, Paris, PUF, 2024) et Monique Dagnaud et Gérard Grunberg, « Mythe contre mythe : la droitisation selon Tiberj » (Telos, 12 octobre 2024), <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/mythe-contre-mythe-la-droitisation-selon-tiberj.html>.  
3. <https://www.ipsos.com/fr-fr/fractures-francaises-2024-une-crise-de-confiance>.

Ce fossé générationnel a commencé à se creuser il y a moins de six ans, dans le sillage du mouvement #MeToo, mais il dépasse aujourd'hui largement cette seule question. L'influence des réseaux sociaux semble aussi jouer un rôle clé dans cette polarisation croissante. Ainsi, selon les articles de John Burn-Murdoch, éditorialiste au *Financial Times*, les jeunes hommes évoluent de plus en plus dans des sphères numériques où prédomine le ressentiment envers les féministes, les étrangers ou les classes défavorisées, alors que les jeunes femmes, de leur côté, sont exposées à des contenus mettant en avant les inégalités sociales et les dynamiques de domination. Cette divergence dans les environnements informationnels contribuerait à amplifier les clivages idéologiques au sein de la jeune génération.

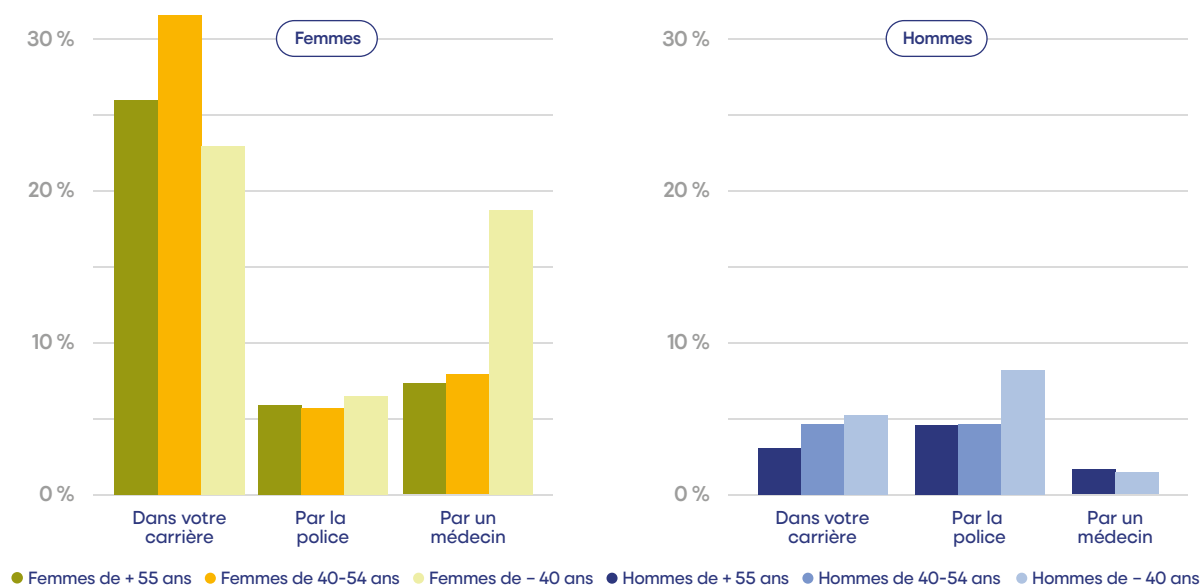
La véritable nouveauté réside dans l'évolution des jeunes femmes de 2023, qui affichent une vision nettement plus favorable à l'immigration et aux droits des personnes homosexuelles. Cette tendance s'explique par une montée des valeurs de solidarité et d'inclusion, qui constituent un marqueur fort de l'identité politique de gauche. À l'inverse, les jeunes hommes empruntent une trajectoire opposée, adoptant des positions plus conservatrices sur ces enjeux. Ce repli s'inscrit dans un contexte plus large de droitisation de la population masculine, marquant un tournant idéologique au sein des jeunes générations.

Par ailleurs, les données révèlent une corrélation claire entre satisfaction de vie et positionnement politique : plus une personne se déclare satisfaite (score supérieur à 7 sur une échelle de 0 à 10), plus elle a tendance à voter à droite. Or, entre 2002 et 2023, la part des Français se déclarant satisfaits de leur vie est passée de 41 % à 45 %, contribuant ainsi, en partie, au glissement global vers la droite observé ces dernières années. Une exception importante : les jeunes femmes. Contrairement aux autres groupes, elles se déclarent légèrement moins satisfaites que leurs homologues de 2002, ce qui peut expliquer leur positionnement politique plus à gauche par rapport au reste de la population. L'une des explications majeures réside dans une prise de conscience accrue des violences sexistes et sexuelles, dont elles sont les premières victimes.

Depuis le mouvement #MeToo, en 2017, la perception de ces violences a profondément évolué. Si les générations précédentes de femmes y étaient également exposées, la différence majeure réside dans une conscience collective accrue de l'ampleur du phénomène et de son impact sur les carrières et les trajectoires de vie.

Cette évolution se traduit par des perceptions d'inégalités et d'injustice persistantes, comme le montre la figure 3 : les jeunes femmes signalent plus fréquemment des traitements injustes dans le cadre médical, et entre 25 % et 30 % d'entre elles déclarent avoir été victimes de discriminations dans leur carrière.

**Figure 3. Injustice perçue dans les secteurs médical, professionnel et policier par âge et par sexe**  
Avez-vous eu le sentiment d'avoir été traité(e) injustement parce que vous êtes un homme ou une femme...



Enfin, en 2023, les jeunes femmes sont particulièrement exposées au sentiment d'insécurité lorsqu'elles se déplacent dans l'espace public. Ce ressenti s'est intensifié, touchant désormais près d'une sur deux (45 %).

Dans ce contexte, la prise de conscience des inégalités structurelles auxquelles elles sont confrontées semble peser durablement sur leur bien-être. Ces facteurs alimentent une perception plus critique de leur environnement social et professionnel et peuvent contribuer à freiner l'amélioration globale de leurs conditions de vie.

Du côté des jeunes hommes, la progression de la défiance envers autrui semble contribuer à leur droitisation. Si la défiance interpersonnelle a globalement reculé au sein de toutes les générations depuis 2002, une exception notable concerne les jeunes hommes de moins de 40 ans, dont la méfiance a augmenté, passant de 29 % en 2002 à 32 % en 2023. À l'inverse, les femmes de cette même tranche d'âge sont de moins en moins défiantes, avec une baisse de 10 points de pourcentage depuis 2015 (de 35 % à 25 % de défiance).

## Reconstruire le dialogue

Ce que révèlent vingt ans de données, ce n'est pas tant une « guerre des sexes » qu'une divergence croissante des expériences sociales, des perceptions et des valeurs au sein d'une même génération. D'un côté, les jeunes femmes développent une conscience plus aiguë des discriminations, des violences et des inégalités persistantes, qui nourrit leur adhésion à des valeurs d'égalité et d'inclusion. De l'autre, une partie des jeunes hommes exprime une défiance croissante envers autrui et les institutions sociales, ainsi qu'un sentiment de perte de repères ou de déclasserement symbolique.

Cette évolution constitue un défi majeur pour les démocraties contemporaines. Comment répondre simultanément aux aspirations d'égalité portées par les jeunes femmes et au malaise exprimé par une partie des jeunes hommes, sans opposer les uns aux autres? Comment reconstruire des espaces de dialogue et des récits collectifs capables de rassembler une jeunesse dont les trajectoires idéologiques tendent à s'éloigner? La réponse à ces questions sera sans doute déterminante pour l'évolution du débat public dans les années à venir. ●

Julien Damon

Rédacteur en chef de *Constructif*

# Les jeunes au cœur du bâtiment : cinq parcours d'avenir

Ils n'ont ni le même âge, ni le même parcours, ni les mêmes origines. Pourtant, Louane, Clara, Joseph, Inza et Julien partagent une même conviction : construire est bien davantage qu'un métier. De l'apprentissage à l'entrepreneuriat, de la restauration de Notre-Dame au Tour de France des Compagnons, leurs trajectoires racontent un secteur qui attire des talents, révèle des vocations et offre à une nouvelle génération l'occasion de bâtir son avenir.

**F**in juin 2026, au congrès de la FFB, organisé cette année à Biarritz, un premier moment intitulé « la force jeune » a mis sur scène et en valeur cinq jeunes investis dans le secteur. Aucun n'a encore 30 ans.

Pendant longtemps, les métiers du bâtiment ont souffert d'une image paradoxale. Indispensables au fonctionnement de la société, ils demeuraient souvent méconnus, parfois dévalorisés, régulièrement présentés comme des voies choisies par défaut. Les témoignages de ces cinq jeunes professionnels racontent une réalité tout autre. Ils parlent d'engagement, de passion, de responsabilité, d'excellence et d'ascension sociale. Ils montrent surtout que l'on ne devient pas artisan, conducteur de travaux, couvreur, électricienne ou entrepreneur par hasard. Derrière chaque parcours se cache un déclic, une rencontre, un chantier, une opportunité ou une intuition qui finit par s'imposer comme une évidence.

Ces cinq histoires sont très différentes. L'une commence dans un gymnase, une autre sur un chantier de restauration, une troisième dans un atelier de ferronnerie, une quatrième après un long parcours migratoire, une dernière dans l'entreprise familiale. Elles ont pourtant un point commun : toutes racontent une vocation. Non pas une vocation romantique ou idéalisée, mais le sentiment profond d'avoir trouvé sa place en fabriquant, en réparant, en construisant ou en dirigeant.

Elles disent aussi beaucoup de l'évolution du bâtiment. Les jeunes générations y trouvent désormais des métiers où les nouvelles technologies côtoient les savoir-faire ancestraux, où les responsabilités arrivent vite, où l'apprentissage ouvre de véritables carrières et où les femmes prennent toute leur place. Les parcours de Louane, Clara, Joseph, Inza et Julien démontrent également qu'il n'existe pas un seul chemin vers la réussite. Certains suivent un parcours académique ; d'autres trouvent leur voie dans l'apprentissage ; d'autres encore franchissent des obstacles autrement plus difficiles que des examens. Tous ont en commun le goût du travail bien fait et la conviction que construire, c'est aussi construire sa propre vie.

## Louane, la force des convictions

À 15 ans, Louane prend une décision qui surprend encore aujourd'hui son entourage. Élève sérieuse, promise à une poursuite d'études générales et passionnée de basket-ball, elle choisit délibérément de sortir du chemin que tout le monde semblait avoir tracé pour elle. Son objectif est clair : travailler dans le bâtiment. Pour y parvenir, elle va jusqu'à faire baisser volontairement ses résultats scolaires afin de pouvoir intégrer un baccalauréat professionnel !

Pourtant, rien ne la destinait naturellement à cette orientation. Le sport occupe alors une place centrale dans sa vie et un projet de sport-études semble s'ouvrir devant elle. Le déclic survient presque par hasard. Depuis l'enfance, elle aime bricoler avec son père. Puis, lors d'un

séjour dans un camping où celui-ci travaille comme maître-nageur, elle observe les artisans intervenir sur différents chantiers. Électriciens, maçons, plombiers, charpentiers... La diversité des métiers, leur complémentarité et l'atmosphère du chantier la fascinent. Elle comprend qu'elle veut faire partie de cet univers.

Cette conviction se heurte pourtant à l'incompréhension de ses parents. Pour eux, le bâtiment reste un secteur difficile, peu valorisé et surtout peu adapté à une jeune femme. L'annonce provoque inquiétude et déception. Sa mère va jusqu'à pleurer en apprenant son projet. Mais loin de renoncer, Louane redouble de détermination. Elle cherche une entreprise susceptible de l'accueillir pour son stage de découverte.

Grâce à des amis de la famille, elle décroche un stage en Seine-et-Marne, à plus de six cents kilomètres de son domicile. Ce qui devait durer une semaine se transforme en plusieurs semaines, puis en contrat d'alternance. Pendant trois ans, elle multiplie les allers-retours entre son établissement scolaire, sa famille et son entreprise. Des milliers de kilomètres parcourus pour apprendre un métier qu'elle sait désormais avoir choisi.

Les efforts finissent par porter leurs fruits. Après son baccalauréat professionnel, Louane poursuit ses études jusqu'au master et devient responsable d'affaires en éclairage public. Curieuse de nature, elle saisit également l'occasion de participer aux compétitions World-Skills. Cette expérience lui permet non seulement de perfectionner sa maîtrise technique, mais aussi de mesurer le niveau d'excellence atteint par les meilleurs jeunes professionnels européens. Représenter la France constitue pour elle une immense fierté et confirme qu'elle a eu raison de suivre son intuition.

Aujourd'hui, sa passion dépasse largement le cadre professionnel. Avec son compagnon, elle rénove entièrement leur maison, du gros œuvre jusqu'aux installations électriques et domotiques. Elle imagine déjà l'étape suivante: créer un jour sa propre entreprise. Entreprendre, transmettre et continuer à apprendre. Son parcours illustre combien la détermination peut faire tomber les préjugés. Ses parents eux-mêmes ont changé de regard. Sa mère, enseignante, encourage désormais ses élèves à choisir leur voie sans se laisser enfermer dans les stéréotypes.

## Clara, bâtir pour transmettre

Lorsque la toiture de Notre-Dame de Paris s'embrase, le 15 avril 2019, Clara devrait être plongée dans ses révisions. Le lendemain commencent les concours d'entrée aux écoles d'ingénieurs. Pourtant, comme des millions de personnes à travers le monde, elle reste des heures à suivre l'incendie. Pour elle, la catastrophe dépasse largement l'émotion patrimoniale. Elle

touche à ce qui l'anime depuis toujours: la transmission d'un héritage bâti par des générations d'artisans.

Cette sensibilité ne doit rien au hasard. Clara a grandi au milieu des ateliers et des chantiers. Son père est menuisier. Dès l'âge de 5 ans, elle insiste pour l'accompagner sur un chantier. Son anniversaire, cette année-là, ne se fête pas autour d'un gâteau mais sur le port de Gennevilliers, au milieu des ouvriers, des outils et des matériaux. Le souvenir restera fondateur. Là où d'autres découvrent les métiers du bâtiment à l'adolescence, elle les fréquente depuis l'enfance.

Les vacances scolaires prennent rapidement une autre saveur. Pendant que certains partent en colonie, Clara suit son père sur les chantiers. Elle visite des monuments fermés au public, grimpe dans les charpentes d'églises médiévales, découvre les coulisses d'édifices plusieurs fois centenaires.

Cette vocation ne l'éloigne pourtant jamais des études. Excellente élève, elle accumule les distinctions scolaires. Son baccalauréat est obtenu avec une moyenne exceptionnelle qui lui vaut les honneurs de la presse régionale. Pour autant, elle ne renonce jamais à son objectif initial. Les mathématiques, la physique ou la mécanique ne constituent pas une fin en soi; elles deviennent les outils qui lui permettront de revenir vers les chantiers.

Son parcours impressionne par son intensité. Classe préparatoire, école d'ingénieur, études d'architecture suivies en parallèle, stages de terrain: Clara refuse de choisir entre la réflexion et l'action. Elle veut comprendre les structures autant que les construire. Cette double compétence lui ouvre les portes d'une entreprise spécialisée dans la restauration des monuments historiques, où elle trouve rapidement sa place.

Quelques années seulement après la nuit où elle regardait brûler Notre-Dame, le destin lui offre une revanche inattendue. Elle participe à la restauration de la cathédrale. Pendant plusieurs années, l'édifice devient son quotidien. Avec les équipes de l'entreprise, elle intervient sur les dallages, les voûtes, les espaces liturgiques et les structures les plus complexes du monument. Elle découvre l'immense responsabilité que représente un chantier où chaque pierre engage plusieurs siècles d'histoire.

Ce qui la frappe le plus n'est pourtant pas la dimension médiatique du projet. C'est la conscience de travailler pour ceux qui viendront après. Les bâtisseurs des cathédrales médiévales savaient qu'ils n'achèveraient parfois jamais l'ouvrage qu'ils avaient commencé. Les restaurateurs d'aujourd'hui s'inscrivent dans cette même logique: intervenir sans effacer le passé, transmettre sans trahir.

Lorsque Notre-Dame rouvre ses portes au public, Clara ressent une immense fierté. Voir les visiteurs redécouvrir un monument auquel elle a consacré plusieurs années constitue une récompense incomparable. Mais l'aventure ne s'arrête pas là. Son entreprise est désormais engagée dans la reconstruction de la flèche de la basilique Saint-Denis, autre chef-d'œuvre du patrimoine français. Là encore, l'objectif est ambitieux : reconstruire une œuvre disparue de manière si fidèle que le visiteur oublie qu'elle est née au XXI<sup>e</sup> siècle.

Au-delà des prouesses techniques, Clara défend une conviction forte : les métiers du bâtiment sont des métiers d'intelligence autant que de savoir-faire.

À travers son parcours, elle souhaite aussi faire évoluer le regard porté sur ces professions. Trop souvent, estime-t-elle, les filières professionnelles sont encore présentées comme des choix par défaut. Son propre itinéraire démontre exactement l'inverse.

## Joseph, l'excellence comme horizon

À 18 ans, Joseph a déjà un parcours que beaucoup pourraient lui envier : médaillé au concours « Un des meilleurs apprentis de France », engagé sur le Tour de France des Compagnons, bientôt en route pour le Japon afin de poursuivre sa formation. Pourtant, rien dans son histoire ne relève de la recherche des récompenses. Ce qui le motive, depuis le début, c'est le plaisir d'apprendre.

Comme beaucoup de jeunes attirés par les métiers manuels, sa vocation naît dans le cadre familial. Son père aime bricoler et transmettre le goût du travail bien fait. Mais c'est surtout son frère aîné qui joue un rôle décisif. Après un stage de découverte en ferronnerie d'art au Puy du Fou, celui-ci revient à la maison avec des objets forgés de ses mains : couteaux, pièces décoratives, volutes de métal. Joseph est fasciné.

L'enseignement général ne lui convient guère. Rester assis plusieurs heures par jour, apprendre essentiellement de manière théorique ne correspond ni à son tempérament ni à sa façon de comprendre le monde. Loin de subir cette situation, il prend lui-même les choses en main. Il rencontre son directeur d'établissement, lui explique qu'il souhaite changer d'orientation, puis téléphone aux centres de formation pour trouver une place en cours d'année.

Son arrivée en entreprise constitue une nouvelle découverte. Il lui faut tout apprendre, depuis les gestes les plus élémentaires jusqu'au maniement des outils. Avec sa mère, il prépare sa première caisse à outils comme d'autres achètent les fournitures de la rentrée scolaire.

Rapidement, Joseph comprend que le métier de métallier ne se résume pas à fabriquer des ouvrages. Il exige une connaissance approfondie des matériaux, de la géométrie, du dessin technique et des procédés de fabrication. Chaque pièce réclame précision, patience et exigence. Ce goût du travail minutieux l'amène naturellement à accepter un nouveau défi : participer au concours « Un des meilleurs apprentis de France ».

Pendant plusieurs mois, il consacre une grande partie de son temps libre à la préparation de son œuvre. Les journées de travail se prolongent tard dans la soirée ; les week-ends deviennent des moments de perfectionnement. Son miroir en métal, réalisé pour le concours, lui vaut une médaille d'or départementale puis une médaille d'argent régionale.

Cette distinction marque le début d'un parcours plus ambitieux encore : celui du compagnonnage.

Depuis deux ans, il suit le Tour de France des Compagnons. Chaque année, il change de ville, d'entreprise et d'environnement de travail. Le rythme est exigeant. Après une journée complète sur les chantiers, les soirées sont consacrées à plusieurs heures de cours théoriques. Les samedis alternent entre perfectionnement pratique et réalisation d'ouvrages complexes. Cette discipline, loin de l'effrayer, le stimule. Elle nourrit sa conviction qu'il reste toujours quelque chose à apprendre.

Le prochain chapitre de cette aventure s'écrit au Japon. Dans le cadre d'un échange entre les Compagnons français et leurs homologues japonais, Joseph s'apprête à passer une année dans un nouvel environnement professionnel. Le projet l'enthousiasme autant pour les techniques qu'il découvrira que pour l'ouverture culturelle qu'il représente.

À travers son parcours, Joseph rappelle que l'excellence ne relève ni du hasard ni du talent seul. Elle naît d'une succession de gestes répétés, de conseils reçus, de remises en question et d'un profond respect pour ceux qui transmettent leur expérience.

## Inza, reconstruire sa vie en reconstruisant les toits

Lorsque Inza évoque son parcours, il parle peu des épreuves traversées. Pourtant, avant de découvrir les toits de la région parisienne, il a franchi treize frontières. Originaire d'Afghanistan, il a quitté son pays, laissant derrière lui sa famille, ses repères et une partie de son histoire.

Avant son départ, Inza avait entrepris des études d'économie. Rien ne le destinait alors aux métiers du bâtiment. Mais lorsqu'il cherche à reconstruire son

avenir en France, il comprend rapidement qu'un métier manuel peut lui offrir bien davantage qu'un emploi. Il y voit une possibilité d'intégration, d'autonomie et de reconnaissance. Son choix se porte sur la couverture, un métier exigeant où chaque geste compte.

Les débuts sont pourtant loin d'être simples. À la difficulté inhérente à l'apprentissage d'un nouveau métier s'ajoute celle de la langue. Comprendre des consignes techniques, retenir le nom des matériaux, maîtriser le vocabulaire professionnel : chaque journée constitue un défi.

Un entrepreneur spécialisé en plomberie et couverture décide de lui donner sa chance. Le pari n'est pas évident. Le jeune Afghan parle encore difficilement français et ne connaît presque rien au métier. Mais la volonté d'apprendre est forte.

Commence alors un véritable compagnonnage. Les premiers jours sur les chantiers restent gravés dans la mémoire d'Inza. Il se souvient de ces mots techniques qu'il ne comprend pas encore, des outils dont il ignore le nom, des matériaux qu'il découvre un à un.

Au fil des mois, le langage du chantier devient peu à peu le sien. Les gestes gagnent en précision, les échanges deviennent plus naturels, les responsabilités augmentent. Derrière les progrès techniques se dessine une réussite plus profonde : celle d'une intégration par le travail.

Pour Inza, la couverture dépasse largement la simple pose de tuiles ou d'ardoises. Un toit protège une maison, préserve une famille, traverse parfois plusieurs générations. Contribuer à cette protection lui procure une immense fierté.

Son histoire rappelle le rôle déterminant que peuvent jouer les entreprises dans l'intégration de personnes venues d'horizons très différents. Sans la confiance de son employeur, sans la patience de son maître d'apprentissage, sans l'accompagnement du centre de formation, son parcours aurait sans doute été tout autre. La transmission des savoir-faire est ici indissociable de la transmission de la confiance.

Quelques années après son arrivée, Inza maîtrise désormais son métier et s'exprime avec aisance en français. Il regarde le chemin parcouru avec une certaine pudeur. Plus que les difficultés passées, il préfère évoquer les projets qui l'attendent.

Il se souvient aussi d'un moment particulièrement symbolique. Invité à l'Élysée à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, il ose demander au président de la République une photographie. Ce cliché représente l'aboutissement d'un parcours.

Le destin d'Inza rappelle une évidence souvent oubliée : les métiers du bâtiment ne construisent pas seulement des logements, des écoles ou des entreprises. Ils permettent aussi de construire sa vie.

## Julien, entreprendre sans attendre

À 26 ans, beaucoup de jeunes professionnels cherchent encore leur voie. Julien, lui, dirige déjà une entreprise du bâtiment, manage des équipes, négocie avec les banques, développe son activité et prépare l'avenir. Comme si cela ne suffisait pas, il continue à pratiquer la pelote basque au plus haut niveau.

Chez Julien, le bâtiment est une histoire de famille. Son père est menuisier et possède son entreprise. Avec son frère jumeau, les vacances scolaires se passent rarement loin des ateliers ou des chantiers. Pendant que d'autres profitent des congés, les deux adolescents donnent un coup de main, découvrent les contraintes du métier et apprennent surtout une leçon essentielle : rien ne s'obtient sans effort.

Julien se souvient avec amusement de sa première paie. Fier de ce premier salaire, il décide avec son frère de l'utiliser immédiatement pour offrir un repas à toute la famille. L'argent dure le temps d'un dîner. Le souvenir, lui, restera beaucoup plus longtemps.

Lorsque vient le moment d'entrer dans la vie professionnelle, Julien aurait pu rejoindre directement l'entreprise familiale. Il choisit pourtant une autre voie. Convaincu qu'il doit d'abord faire ses preuves ailleurs, il rejoint une entreprise de construction de sa région.

Son employeur remarque rapidement son engagement. Peu à peu, les responsabilités s'accumulent. Julien devient conducteur d'affaires, pilote des chantiers, prend des décisions et démontre des qualités de management. Son dirigeant entrevoit alors une possibilité : lui transmettre un jour l'entreprise.

L'idée paraît audacieuse. Julien est encore très jeune. Pourtant, quelques années plus tard, lorsque le chef d'entreprise décide de céder son activité, c'est bien lui qui reprend le flambeau.

L'opération ne se fait pas sans difficulté. À 26 ans, convaincre des banques de financer une reprise d'entreprise n'a rien d'évident. Il faut chercher des partenaires, monter un projet solide, rassurer les établissements financiers. Cette période lui fait découvrir une autre réalité du métier d'entrepreneur : bâtir une entreprise demande parfois autant d'énergie que bâtir un immeuble !

Aujourd'hui, il dirige une société spécialisée dans la maçonnerie, la charpente et la menuiserie. Son quo-

tidien est fait de devis, de recrutements, de décisions stratégiques, mais aussi de présence sur le terrain. Il constate qu'être entrepreneur signifie porter la responsabilité de dizaines de salariés, d'investissements importants et de l'avenir d'une entreprise.

Son ambition est aujourd'hui claire: consolider l'entreprise qu'il vient de reprendre, poursuivre son développement et continuer à démontrer que la jeunesse n'est pas un obstacle à la prise de responsabilités.

## Conclusion

Ces cinq parcours ne prétendent pas résumer toute une génération. Ils en révèlent pourtant quelques traits essentiels. Ils racontent une jeunesse qui choisit l'engagement plutôt que la facilité, l'action plutôt que les idées reçues et la transmission plutôt que le repli. Chacun de ces itinéraires est singulier, mais tous témoignent d'une même exigence: apprendre, progresser, assumer des responsabilités et construire dans la durée.

Le bâtiment apparaît ici sous un jour bien différent des clichés qui lui sont encore parfois attachés. C'est un secteur où l'on peut trouver sa vocation très jeune,

où l'apprentissage ouvre des perspectives d'excellence, où les femmes prennent toute leur place, où l'entrepreneuriat est accessible, où le patrimoine dialogue avec l'innovation et où l'intégration passe d'abord par le travail bien fait.

Les parcours de Louane, Clara, Joseph, Inza et Julien montrent qu'il n'existe pas un seul chemin vers la réussite, mais une multitude de trajectoires rendues possibles par la confiance, la formation et l'envie d'avancer.

Ces cinq parcours, chacun à sa manière, révèlent une autre facette d'une génération qu'on a volontiers qualifiée de résignée et de blasée. En fait, ce n'est pas vrai. Ils montrent ce qu'attend cette génération: du sens, de l'engagement, du concret, être fier de ce que l'on fait.

Qu'il s'agisse de restaurer une cathédrale, de reprendre une entreprise, de représenter la France dans une compétition internationale, de parcourir le monde avec les Compagnons ou de reconstruire sa vie après l'exil, ces cinq jeunes portent finalement le même message: les métiers du bâtiment permettent bien davantage que de construire des ouvrages. Ils permettent de construire des destins. ●

# Face au bruit du monde, prendre de la hauteur



**Abonnez-vous  
ou offrez un abonnement**  
à la revue de référence  
réservée aux esprits curieux

**10,75 €/mois**

**11 NUMÉROS PAR AN**

**+ l'accès illimité  
au site Internet  
+ la newsletter mensuelle**

réservée aux abonnés

**F**ondée par les jésuites, les meilleurs spécialistes des questions contemporaines vous éclairent chaque mois pour vous aider à prendre du recul et de la hauteur sur le monde d'aujourd'hui.

**revue-etudes.com/s-abonner**

ou par courrier à Études - 14, rue d'Assas - 75006 Paris



## Notes



**www.constructif.fr**

Retrouvez l'intégralité des numéros en téléchargement sur le site Internet.

## Notes



**www.constructif.fr**

Retrouvez l'intégralité des numéros en téléchargement sur le site Internet.

## Thèmes des précédents numéros

**N° 1, janvier 2002:** Demain des villes plus sûres? / Bâtiment et risques sanitaires: des remèdes / Temps libre et nouveaux modes de vie • **N° 2, mai 2002:** Investir: la Bourse ou la pierre? / Défense et illustration du patrimoine industriel • **N° 3, novembre 2002:** Seniors: quels enjeux? / L'esthétique, un défi pour le bâtiment • **N° 4, février 2003:** Décentralisation: les clés du dossier / Météo, climat: où va-t-on? • **N° 5, juin 2003:** L'Europe: va-t-elle à vingt-cinq? / Mécénat et fondations: des partenariats d'intérêt mutuel • **N° 6, novembre 2003:** Le développement durable en débat / L'impact des cycles économiques sur l'activité • **N° 7, janvier 2004:** Se former tout au long de la vie • **N° 8, mai 2004:** Les premiers pas de l'intelligence économique en France / Mieux évaluer et contrôler les politiques publiques • **N° 9, novembre 2004:** Énergie: un risque de pénurie? / Économie: quel devenir pour les entreprises artisanales? • **N° 10, février 2005:** Jusqu'où ira la « judiciarisation » de la société? / La transmission d'entreprise, une affaire de psychologie • **N° 11, juin 2005:** Réformer l'État: pour quoi faire? / La montée de la défiance • **N° 12, novembre 2005:** Internet: prodige ou poison? / Défendre la langue française • **N° 13, février 2006:** Patrimoine bâti: préserver, transformer ou détruire? / Communautés et démocratie: la citoyenneté en question • **N° 14, juin 2006:** La nouvelle donne démographique mondiale / Financement de la protection sociale: quelles solutions? / Les élites sous le feu des critiques • **N° 15, octobre 2006:** Le bâtiment en perspective • **N° 16, février 2007:** Les rouages de l'opinion / Les nouvelles politiques urbaines • **N° 17, juin 2007:** L'élan du secteur des services / L'art comme lien social • **N° 18, novembre 2007:** Logement: comment sortir de la crise? / Le débat d'idées, facteur de progrès pour l'entreprise • **N° 19, février 2008:** Mondialisation: gagnants et perdants / Pouvoirs et contre-pouvoirs: à chacun ses armes • **N° 20, juin 2008:** Les ruptures entre générations / Une politique industrielle nationale est-elle encore nécessaire? • **N° 21, novembre 2008:** Pays émergents et nouveaux équilibres internationaux / Éducation, politique, santé, génétique...: les multiples facettes de la sélection • **N° 22, mars 2009:** Quel nouvel ordre économique, social et financier après la crise? • **N° 23, juillet 2009:** Changement climatique et développement durable • **N° 24, novembre 2009:** Les stratégies marketing de demain / Les normes comptables IFRS en question • **N° 25, février 2010:** Retraites: quelles réformes? • **N° 26, juin 2010:** Le devenir des métropoles / L'éthique retrouvée? • **N° 27, novembre 2010:** Le principe de précaution en accusation? / Immobilier non résidentiel: redémarrage sur fond de dettes • **N° 28, février 2011:** L'Union européenne dans une mauvaise passe? / Les nouvelles frontières du « low cost » • **N° 29, juin 2011:** Le bâtiment: regards, enjeux, défis • **N° 30, novembre 2011:** Les corps intermédiaires en perspective • **N° 31, janvier 2012:** Les débats de la décroissance / L'impact de l'image d'une profession • **Hors-série, mars 2012:** Sommet de l'Immobilier et de la Construction • **N° 32, juin 2012:** Les paradoxes de la Russie / Besoins en logements: éléments d'une controverse • **N° 33, novembre 2012:** Radiographie des classes moyennes • **N° 34, mars 2013:** Les nouvelles formes de proximité / Mieux affecter l'épargne des Français • **Hors-série, juin 2013:** L'immobilier est-il un handicap pour la France? • **N° 35, juin 2013:** Densifier la ville? • **N° 36, novembre 2013:** Place aux jeunes! • **N° 37, mars 2014:** Prix de l'énergie: où va-t-on? / Les architectes français, mal-aimés des maîtres d'ouvrage publics? • **N° 38, juillet 2014:** Criminalité économique: quelles parades? • **N° 39, novembre 2014:** La France peut-elle se réformer? • **N° 40, mars 2015:** Union européenne: les conditions de la croissance • **N° 41, juin 2015:** Maîtriser l'innovation technique • **N° 42, novembre 2015:** Les nouvelles limites du vivant • **N° 43, mars 2016:** Les promesses de l'eau • **N° 44, juin 2016:** Les chantiers du travail • **N° 45, novembre 2016:** Politique de la ville: réussites et échecs • **N° 46, mars 2017:** Politique de la ville: des pistes de progrès • **N° 47, juin 2017:** Les entrepreneurs • **N° 48, novembre 2017:** L'espace français éclaté • **N° 49, mars 2018:** Taxation de l'immobilier: risques et enjeux • **Hors-série, juin 2018:** Paritarisme: vers une indépendance financière? • **N° 50, juillet 2018:** Entreprises: quels modèles demain? • **N° 51, novembre 2018:** La transparence dans la vie économique • **N° 52, mars 2019:** Europe: quelles frontières? • **N° 53, juillet 2019:** La dépendance: problèmes et perspectives • **N° 54, octobre 2019:** Intelligence artificielle • **N° 55, mars 2020:** Le retour du local • **N° 56, juin 2020:** Censure et autocensure • **N° 57, novembre 2020:** Foncier: fondamentaux et idées neuves • **N° 58, mars 2021:** Nouvelles guerres économiques • **N° 59, juin 2021:** Consommation: constances et mutations • **N° 60, novembre 2021:** De nouvelles géographies • **N° 61, mars 2022:** De la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle • **N° 62, juin 2022:** Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté • **N° 63, novembre 2022:** Quelles qualités de ville? • **N° 64, mars 2023:** Vers un monde décarboné? • **N° 65, juin 2023:** Les outre-mer: unité et diversité • **N° 66, novembre 2023:** Le management: théories et pratiques • **N° 67, mars 2024:** Construire: quels besoins? • **N° 68, juin 2024:** Les défis de l'enseignement • **N° 69, novembre 2024:** Sobres? • **N° 70, mars 2025:** Les contre-pouvoirs: compositions et recompositions • **N° 71, juin 2025:** Le grand vieillissement • **N° 72, novembre 2025:** Simplifier, c'est compliqué • **N° 73, mars 2026:** Des ruralités • **N° 74, juin 2026:** Malaise dans la transmission



# Quelle jeunesse!

- 3 **Avant-propos** | La jeunesse c'est l'avenir  
Frédéric CARRÉ - Président de la Fédération Française du Bâtiment
- 4 **Introduction** | La jeunesse : le défi de tous les défis  
Patrick MARTIN - Président du MEDEF

## La société contre les jeunes?

- 6 Une jeunesse toujours plus minoritaire  
(en France, en Europe, dans le monde)  
- Gérard-François Dumont
- 13 Mais qu'est-ce que la jeunesse?  
- Olivier Galland
- 17 Alerte sur la santé mentale des jeunes  
- Angèle Malâtre-Lansac
- 22 Le malaise juvénile contemporain:  
une crise du sens  
- Pierre Valentin
- 27 L'autonomie des jeunes:  
une Europe à quatre vitesses  
- Tom Chevalier
- 31 Des jeunes vraiment « déclassés »?  
- Pierre-Yves Cusset
- 35 Les jeunes au miroir de *Constructif*  
en 2013  
- Julien Damon

## Les jeunes contre la société?

- 39 Le « péril jeune » à travers les âges  
- Kévin Badeau
- 43 Les jeunes veulent bien travailler,  
mais pas comme leurs aînés  
- Anne de Guigné
- 46 Ce que la génération Z nous dit  
du management  
- Élodie Gentina
- 50 Un nouvel âge de l'engagement?  
Jeunesses, participation et inégalités  
- Laurent Lardeux
- 53 Les jeunes et l'avenir:  
quelles représentations?  
- Régis Bigot
- 56 Jeunes hommes et jeunes femmes:  
un clivage idéologique croissant  
- Eugénie de Laubier
- 61 Les jeunes au cœur du bâtiment:  
cinq parcours d'avenir  
- Julien Damon

